

Mordons les chiens de garde !

Revue de presse n°33

janvier-mars 2024

Médias en question

Table des matières

Ceci n'est pas du journalisme.....	3
Palestine – Demande d'explications du choix de certains documentaires de la RTBF.....	4
Conflit israélo-palestinien : calomnies médiatiques contre LFI ou « <i>La Formation infréquentable</i> ».....	6
La RTBF me cite dans un soi-disant réseau et commence par une fausse information	9
EVRAAS/RTBF : Droit de réponse du Dr Goaréguer.....	14
Ariane Bilheran / Le degré zéro du réseau : ma réponse à la RTBF (Radio-TV belge de la Fédération Wallonie-Bruxelles)	19
Ces trolls qui contrôlent le récit dans les médias et sur internet	23
Un parallèle « faux et dégueulasse »	26
Les chaînes d'opinion en France : le cas de CNews.....	27
Comment Publicis et la Knight Foundation contrôlent la presse mondiale.....	28
NewsGuard un site qui pratique la désinformation selective et ciblée à des fins commerciales ?.....	29
Consortium News dépose une plainte en diffamation contre Newsguard.....	34
Marches contre le racisme et les violences policières : l'éditocratie renverse (et piétine) l'information	35
Ukraine, le béton médiatique se fissure.....	39
Médias numériques - « Perte de la réalité ».....	41
Moderna surveille 150 millions de sites internet avec des agents du FBI !.....	44
Fact-checking ou « les petites ficelles habituelles de la manipulation »	47
Le Festival international des médias de Khorshed et les femmes en Iran.....	56
Dany et Raz : « Vouloir évacuer le conflit de la politique, c'est se tirer une balle dans le pied ».....	58
Un journal non aligné.....	62

Ceci n'est pas du journalisme

À la suite de la publication de l'article « Complotistes, extrême droite et adeptes de théories pédocriminelles : voici le réseau des désinformateurs sur l'Evras en Belgique », Bernard Crutzen prend la RTBF à son propre jeu.



On peut avoir toutes sortes d'opinions sur l'éducation affective et sexuelle à l'école. Il ne s'agit pas ici de donner la mienne. Par contre, j'ai une certaine idée de ce que devrait être le journalisme. Je constate, avec lassitude, que la RTBF est très loin du compte avec l'article en lien^[1]. La chaîne publique, enchaînée à la Fédération Wallonie Bruxelles qui a voté le décret sur l'EVRAS, ne fait que défendre la position du gouvernement, réduisant les sceptiques ou les opposants à une bande d'extrémistes. Cela ne vous rappelle rien ? C'est ce que la RTBF a fait aussi dans le cadre du Covid. Pas de place pour la contradiction ou la nuance, ni même pour le questionnement. Juste une chasse aux dissidents et aux « fake news », dont certaines se sont révélées finalement vraies.

Les auteurs de l'article de « RTBF Decrypte » n'ont pas interviewé un seul des intervenants cités, une règle déontologique de base si l'on veut prétendre à un minimum d'objectivité journalistique. Pas même le pédopsychiatre Frédéric Goaréguer, dont on rappelle simplement qu'il sera jugé par l'Ordre des Médecins du Hainaut pour ses critiques de la gestion de la crise sanitaire. Sa photo figure en bonne place à côté de certaines personnalités avec lesquelles il n'a probablement jamais eu de contact. L'article est illustré par une arborescence interactive qui tisse des liens entre différentes personnes alors que les auteurs admettent dans le texte que « tous ne se connaissent pas ».

En présentant un réseau, les auteurs insinuent qu'il y a un complot contre l'EVRAS. Comme l'écrivait le psychologue Olivier Klein à propos de mon film *Ceci n'est pas un complot*^[2], « il s'agit de nourrir le doute, et chacun peut faire fonctionner son imagination pour construire le scénario le plus plausible, relier les points. » C'est précisément ce que fait cet article.

Si la RTBF se met à produire des contenus « complotistes », il ne restera décidément plus personne pour faire du journalisme...

Bernard CRUTZEN, réalisateur, apparu dans BAM.news

Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que la responsabilité de l'auteur et ne représentent pas nécessairement celles de BAM !

Chapô de BAM !

[1] Complotistes, extrême droite et adeptes de théories pédocriminelles : voici le réseau des désinformateurs sur l'Evras en Belgique - rtbf.be

[2] Nous et les Autres : février 2021

Palestine – Demande d’explications du choix de certains documentaires de la RTBF



[Courrier adressé à la RTBF (Radio Télévision Belge Francophone) et au CDJ (Conseil de déontologie journalistique)]

Madame, Monsieur,

une fois de plus, je constate que le choix de vos documentaires sur la guerre coloniale menée par le régime israélien contre les Palestiniens est plus que douteux.

<https://auvio.rtbef.be/media/hamas-du-sang-et-des-armes-qui-se-cache-derriere-cette-organisation-terroriste-3121396>

Vous proposez un doc intitulé « *Hamas : du sang et des armes* »... ce qui en dit long sur le biais de l’approche. D’autant quand vous résumez les choses par ces mots : « Ce 7 octobre 2023, le monde entier découvre les images du carnage. Des militaires, mais aussi des civils, des femmes, des enfants massacrés. Une horreur. Que s’est-il vraiment passé ce jour-là ? Qui se cache derrière ces commandos au drapeau vert, lourdement armés ? » [Et après avoir visionné ce documentaire réalisé et produit par la France – dont on connaît les liens incestueux avec l’idéologie sioniste – je confirme mes craintes !]

En tant que « journalistes », je suppose qu’il ne vous aura pas échappé que même les services israéliens ont été contraints de reconnaître l’implication de leurs forces armées dans ce que vous appelez le « *carnage* ». Ainsi que le témoignage de certains Israéliens eux-mêmes, attestant que ce sont bien les militaires israéliens qui ont « tiré dans le tas » et provoqué les victimes multiples... dont le nombre a finalement diminué au fil des semaines d’enquête. Ce qui laisse supposer l’application de leur directive « Hannibal », à savoir, il vaut mieux des soldats morts que capturés.

https://www.mondialisation.ca/israel-admet-avoir-tue-les-siens-au-festival-de-musique-de-nova/5683672?doing_wp_cron=1701039296.0454730987548828125000

Quant à parler des « *commandos au drapeau vert, lourdement armés* »... il ne vous aura pas échappé non plus que jusqu’à preuve du contraire, le régime israélien possède l’armée considérée comme la 4^e ou 5^e plus puissante au monde, soutenue par les États-Unis et leurs complices européens... en termes de « *lourdement armés* » il faudra sans aucun doute revoir votre destinataire !

Il ne vous aura toujours pas échappé non plus que lors des récentes libérations de prisonniers par échanges convenus contre ceux retenus dans les geôles israéliennes, les captifs de la résistance palestinienne semblent tous reconnaissants du traitement qu’ils ont reçu de la part des factions palestiniennes... ce qui est tout l’inverse de ceux qui sont libérés par le régime terroriste israélien qui menace de s’en prendre aux familles de ceux qui oseraient parler des conditions de leur détention !... cela laisse quelque peu songeur, non ?...

Sur votre même page de programmation, un autre titre parle d'une « *attaque meurtrière à Jérusalem* » (à charge de la résistance palestinienne, évidemment !)... mais pas un mot sur les violences sans précédent exercées jours et nuits dans différentes villes de Cisjordanie (comme Jénine, p.ex. où même des enfants sont tués froidement) par l'armée d'occupation... faut-il souligner que depuis le déclenchement de cette opération du 7 octobre, plus de 230 Palestiniens ont été tués par l'armée et les colons en Cisjordanie ?!... allô, y a quelqu'un à la RTBF pour en parler et documenter comme il se doit ces pogroms ???!

Depuis le début de l'opération « Ouragan d'al Aqsa » menée par la résistance palestinienne (que vous qualifiez de manière pitoyable de « terroriste du Hamas ») plus de 60 journalistes (!) ont été tués par le régime terroriste israélien : de votre côté, silence radio !... en tant que « journalistes », bravo pour tant de solidarité avec des collègues qui ne sont pas à l'abri de studios feutrés mais risquent leurs vies sur le terrain dans un vrai travail journalistique pour informer des réalités et non relayer une propagande au service d'une idéologie coloniale dans laquelle vous semblez nager comme des poissons !

Je me permets donc de vous rappeler ce que j'ai trouvé sur votre propre site en guise de principes déontologiques qu'il vous faudrait assurément relire d'urgence :

<https://www.rtbef.be/article/quels-sont-les-grands-principes-de-la-deontologie-journalistique-10909088>

Franchement, après tant d'infax relayées à la petite semaine comme si de rien n'était, ne vous étonnez pas que vos « journalistes » et JT (Journaux Télévisés) soient de moins en moins suivis, tant votre crédibilité est proche de zéro !

Daniel VANHOVE, 01.12.23

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © Daniel Vanhove, Mondialisation.ca, 2023

À propos :

Daniel Vanhove, France / Belgique : observateur civil I en Palestine 2001 - 2004. Il est l'auteur de plusieurs livres : co-auteur de « Retour de Palestine », 2002 - Éd. Vista ; « Si vous détruisez nos maisons, vous ne détruirez pas nos âmes », 2004 (Préface de Ilan Halevi - Éd. M. Pietteur) ; co-concepteur du DVD « Au bord de la mort, nous cultivons l'espoir », Témoignages in situ accompagnant le livre, La Démocratie Mensonge, 2008 – Éd. Marco Pietteur – coll. Oser Dire. Administrateur du blog Mouvement Citoyen Palestine (MCP).

https://www.mondialisation.ca/palestine-demande-dexplications-du-choix-de-certains-documentaires-de-la-rtbf/5683936?doing_wp_cron=1701719303.8114860057830810546875

Conflit israélo-palestinien : calomnies médiatiques contre LFI ou « *La Formation infréquentable* »

Depuis le 7 octobre, la couverture médiatique des événements en Israël et en Palestine est massive. Nous l'avons étudiée dans un premier article au prisme de « l'information internationale » (<https://www.acrimed.org/D-Israel-a-Gaza-l-myopie-et-doubles-standards>). Mais en parallèle, le journalisme politique s'est largement focalisé sur des controverses politico-médiatiques. Les médias dominants, qui relaient complaisamment les campagnes menées par ceux qui dominent le champ politique, sont passés tel un rouleau-compresseur sur La France insoumise, contre laquelle tout semble désormais permis. Ses positions, « résumées », déformées, conspuées, lui ont valu une double condamnation, pour complicité de barbarie et antisémitisme nazi.

Dans les heures qui suivent les massacres du Hamas contre des civils israéliens, les premières réactions de Jean-Luc Mélenchon (<https://twitter.com/JLMelenchon/status/171061123613954196>) et des députés LFI (<https://lafranceinsoumise.fr/2023/10/07/israel-palestine-pour-une-paix-juste-et-durable-stop-a-lescalade-communiqu/>) font l'objet d'attaques d'une partie du champ politique, que les éditorialistes reprennent à leur compte au point d'occuper la Une de « l'actualité ». En témoignent par exemple les premières questions posées à la secrétaire générale de la CGT, Sophie Binet, lors de son passage dans l'émission « Questions Politiques » sur France Inter et France Info, le lendemain de l'attaque [1]. Les causes de la tempête médiatique ? Une condamnation pas assez marquée des crimes du Hamas, la volonté de les inscrire dans un contexte historique ou des réticences à qualifier l'organisation de « terroriste » : autant de fautes impardonnables – du moins si c'est l'occasion de dézinguer La France insoumise.

Pour clarifier les premières prises de position de leur parti, Mathilde Panot (présidente du groupe LFI à l'Assemblée nationale) et Manuel Bompard (coordinateur de LFI) s'expriment donc à plusieurs reprises face aux journalistes. Invité dès le lundi matin sur France 2 dans « Télématin » (9/10), ce dernier fait part de sa « *condamnation totale* » des attaques du Hamas, les qualifiant de « *crimes de guerre* », répétant son « *indignation* » face à ces actes. Mais les réponses que lui intime de donner Thomas Sotto ne viennent pas. Tandis que Bompard évoque la solution à deux États, « *une solution qui permet aux Israéliens de vivre en sécurité et en liberté, aux Palestiniens de vivre en sécurité et en liberté* », le présentateur clôt l'interview par un procès d'intention : « *La position "oui, mais"* ». La réaction de Manuel Bompard est immédiate : « *Je ne vous permets pas, à la fin de l'interview comme ça, de résumer ma position en mettant les sous-titres que vous avez envie. Ma position, elle est très claire, je n'ai jamais dit "oui, mais".* »

Qu'on les approuve ou non, les positions de La France insoumise sont discutables, au sens où elles peuvent être discutées. Outre-Manche par exemple, la BBC explique pourquoi elle se refuse à qualifier le Hamas de « terroriste ». Concernant la qualification des événements, le politiste Jean-Paul Chagnollaud, spécialiste du Proche-Orient, argumente face au présentateur de l'émission « À l'air libre » (Mediapart, 10/10) : « *Vous avez utilisé tout à l'heure le terme d'"attentat terroriste", on peut très bien le comprendre. Moi je n'utilise pas ces termes, je dis que ce sont des crimes de guerre, parce que je pense qu'on est en guerre. Après, c'est une question sémantique, mais qui a un impact important sur la représentation que l'on se fait du conflit.* » Les communiqués de l'ONU font un choix sémantique similaire, mais, en dehors de quelques rares interviews de chercheurs ou d'exp-diplomates, ces analyses sont restées inaudibles. Et quoi qu'il en soit, ces choix ne supposent aucune complaisance envers les massacres commis par le Hamas le 7 octobre.

Du strict point de vue du journalisme politique, les dissensions qui se sont exprimées au sein de la Nupes sur cette question pouvaient légitimement être traitées. Mais force est de constater que les dispositifs et le climat médiatique ambiant – où le pluralisme est méthodiquement étouffé et où chercher à comprendre est assimilé à une tentative de justifier – auront structurellement mutilé ce « débat » : loin de voir ses positions discutées, La France insoumise, clouée au pilori, a été sévèrement et unanimement condamnée, sans procès. Mais avec des chefs d'accusation, et des procureurs dont les sentences, relues à froid, sont pour le moins délirantes.

Relativisme

La première accusation – condamnation serait plus juste – à être revenue en boucle chez les commentateurs est celle de la complicité. Pour Matthieu Croissandeau sur BFM-TV (9/10), la « réaction des insoumis est indigne et fallacieuse ». La chroniqueuse de *L'Express*, Marion Van Renterghem, réagit sur X (anciennement Twitter) : « Le relativisme de Mélenchon et de ses sbires LFI face à l'attaque du Hamas sur des civils israéliens, reproduisant des scènes de shoah, est littéralement obscène. » (9/10) Et tandis que la Une de *Charlie Hebdo* ironise sur un Hamas qui « se mélenchonise » (11/10), celle du *Point* (12/10) dénonce « les cyniques et les complices » de « l'extrême gauche » ; quelques jours plus tôt sur le site de l'hebdomadaire, on s'amusait avec l'acronyme du parti de Jean-Luc Mélenchon : « LFI ou La formation infréquentable » (9/10). L'idée inspire CNews, qui propose, le même jour : « La France Indigne ».

Sur C8, l'analyste politique vedette de Vincent Bolloré, Cyril Hanouna, accuse carrément LFI d'« aller chercher les voix des terroristes » (9/10). Sur France Inter, Dominique Reynié impute à LFI de n'avoir aucune « compassion pour les victimes » et de « chercher des circonstances atténuantes aux crimes du Hamas » (10/10). Sur CNews, Joseph Macé-Scaron décrète que « LFI est la branche politique du Hamas » (13/10), ce que confirme Gilles-William Goldnadel dans *Le Figaro* : « Monsieur Mélenchon est devenu le porte-parole du Hamas à Paris » (23/10). « LFI au soutien du Hamas » titrait dès le 8 octobre Nicolas Domenach dans son édito pour *Challenges*. Dans la quasi-totalité des médias, outrances, déformations, mimétisme et matraquage font leur œuvre autour d'un mot d'ordre résumé au « 20h » de France 2 (9/10) – « Conflit Israël-Gaza : les ambiguïtés de la France insoumise » –, reportage agrémenté d'un visuel très pédagogique, chargé de refléter les mises en cause de « toute la classe politique » :



Antisémitisme

C'est *Le Monde* qui le dit, Mélenchon est « le problème de toute la gauche ». Et dans son éditorial, le quotidien pose la question : « Que cherche Jean-Luc Mélenchon ? » Avant de suggérer les réponses : « À encourager l'antisémitisme ? À cautionner le terrorisme islamiste ? » (12/10), résumant ainsi le second réquisitoire médiatique. Le 9

octobre, la chroniqueuse de RTL, Alba Ventura, affirmait déjà : « À cette extrême gauche, il y a un courant antisémite, et il y a aussi l'idée que lorsqu'on est anticapitaliste on doit être antisioniste parce que pour eux, Israël, c'est l'argent. » Elle avait été précédée par Franz-Olivier Giesbert, proposant le rapprochement qui s'impose : « En 1898, le groupe antisémite – c'était son nom – du sinistre Edouard Drumont comptait 28 députés à l'Assemblée nationale. En 2023, la France insoumise compte 75 députés. » (X, 8/10) C'est Philippe Val, sur Europe 1, qui va logiquement au bout de la logique : « Les députés de La France insoumise qui tweetent depuis samedi pour justifier l'action terroriste du Hamas sont animés [...] du même antisémitisme qui [a] conduit Doriot du gauchisme tribunicien à la collaboration avec les nazis. » (9/10) Le même jour sur la même radio, Vincent Trémolet de Villers du *Figaro* explique qu'avec LFI, « le gauchisme anticlérical se fait le compagnon de route du clergé chiite et l'antiracisme devenu woke s'accommode de l'antisémitisme. » En quête de preuves établissant l'antisémitisme de Mélenchon, le philosophe de télévision Michel Onfray assène : « Tout le monde le dit sur les plateaux de télévision ! » (BFM-TV, 19/10)

Et pas seulement sur les plateaux : la plupart des hebdomadaires des 11 et 12 octobre se joignent au concert. Dans *Marianne*, Louis Hausalter dénonce « un brouillage des repères entre critique de l'attitude d'Israël, antisionisme et antisémitisme ». L'éditorial du directeur du *Point*, Étienne Gernelle, peste contre « la complaisance de la gauche radicale » et « les idiots utiles de l'antisémitisme », qui « se recrutent dans une mouvance où l'on cajole souvent le rappeur Médine, où l'on se gargarise des articles de Mediapart considérant "l'antisionisme" comme une opinion respectable [...] ». Dans *L'Express*, outre un article s'attachant à démontrer « comment les

non-dits de Mélenchon et des Insoumis ont réveillé le grand malentendu de la gauche sur son rapport à Israël et aux juifs », l'éditorialiste Anne Rosencher entreprend « une démonstration en cinq points » à l'appui d'une thèse : « LFI et la complaisance envers l'antisémitisme ». Et dans *Franc-Tireur*, Benjamin Sire soutient que « le "en même temps" des Insoumis masque difficilement une fascination morbide pour l'extrême gauche révolutionnaire, elle-même subjuguée par la violence anti-israélienne, parfois même anti-Juifs, comme l'extrême droite peut l'être ».

Les imputations d'antisémitisme contre La France insoumise permettent ainsi à certains commentateurs de comparer « extrême gauche et extrême droite », généralement au bénéfice de la seconde (au moins de sa banalisation)... quand elle n'est pas tout simplement félicitée : « Marine Le Pen ne dit rien qui fâche depuis des mois » lance par exemple Caroline Fourest sur France 5 (11/10), nullement fâchée, à l'évidence, des prises de position du RN autour du projet de loi immigration ou lors des événements à Lampedusa. Avant d'ajouter cette ignominie : « Comme Marine Le Pen est impeccable, on n'a pas prise, nous, journalistes, pour parler de cette extrême droite antisémite. Alors que comme Mélenchon dérape et que Mathilde Panot bredouille, on a plus de facilité à parler de l'extrême gauche antisémite. Mais encore une fois, les deux se rejoignent sur les juifs. »

Et de l'antisémitisme au nazisme, il n'y a qu'un pas que le chroniqueur Yann Moix, jadis auteur de textes antisémites, n'hésite pas à franchir dans « Touche pas à mon poste » (C8, 10/10) : « LFI aura des comptes à rendre. Parce qu'on n'est pas là dans l'extrême gauche. On est dans quelque chose qui, si ce n'est du crypto-fascisme, est quasiment du néonazisme, mais à l'extrême gauche. » S'estimant sans doute débordée sur sa droite, la chaîne d'extrême droite CNews s'illustre à son tour (12/10) avec un bandeau qui n'a pour l'instant pas fait réagir l'Arcom [2] : « LFI : le nazisme est-il passé à l'extrême-gauche ? »



Fermons le ban.

Les tentatives de disqualification de la gauche en général, et de LFI en particulier, ne sont pas inédites, mais elles se réactivent de façon aigüe en temps de crise, libérant calomnies et mensonges. Cette fois, ce sont les analyses et les choix sémantiques de LFI sur le conflit israélo-palestinien qui ont été ciblés. Profiter de l'abomination des exactions commises par le Hamas en Israël – que l'on appelle « crimes de guerre » ou « actes terroristes » et que tout le monde s'accorde à condamner – pour tenter des procès en antisémitisme relève d'un procédé politique misérable et d'une malhonnêteté intellectuelle qui ne pourront que renforcer, si besoin en était, la défiance à l'égard des grands médias. L'accusation d'antisémitisme est trop sérieuse pour se contenter d'imputations hasardeuses. L'antisémitisme est un mal trop sérieux pour mériter un tel « débat » médiatique – surtout lorsqu'il s'accompagne d'une mise sous silence de l'antisémitisme structurel de l'extrême droite...

Calomniez, calomniez, il en restera toujours quelque chose.

Mathias REYMOND (Acrimed), jeudi 26 octobre 2023

[1] Nathalie Saint-Cricq : « Jean-Luc Mélenchon a été un des premiers, a réagi tout de suite, et les gens de La France insoumise aussi, en disant en gros : "Bon bah, ils l'ont bien cherché, Israël !". Est-ce que le Hamas, considéré comme mouvement terroriste, est mis sur le même pied qu'Israël ? » ; Carine Bécard : « Je voudrais juste rappeler ce qu'a dit Jean-Luc Mélenchon, voilà il dit : tout ça s'expliquerait par l'intensification de la politique d'occupation d'Israël. Vous êtes d'accord avec ça, ou pas ? ».

[2] Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique.

La RTBF me cite dans un soi-disant réseau de « désinformateurs » et commence par une fausse information !

Suite à l'article intitulé *complotistes, extrême droite et adeptes de théories pédocriminelles* publié ce 16 septembre par la RTBF et relayé au JT le soir, je tiens à corriger ou clarifier les propos qui me concernent et à apporter un complément d'information aux enquêteurs de « Décrypte ».



Tout d'abord je ne suis ni l'éditrice, ni la propriétaire du site Étincelles ! Il s'agit d'une fausse information de la part de « Décrypte », qu'il faut corriger. L'auteur du site a repris de nombreux articles que je publie dans La Lettre de Senta sur la plate-forme Substack, comme bien d'autres le font également. Ce n'était pas compliqué à vérifier.

« Senta Depuydt se présente comme une journaliste indépendante »

Je suis journaliste. J'ai obtenu une candidature en droit à l'Université de Saint-Louis à Bruxelles et j'ai ensuite achevé mon cursus à l'Université Catholique de Louvain avec une licence en communications, option journalisme (en 1992).

J'ai publié des articles dans différents magazines (Nexus, Néosanté, Rebelle santé, Alternative Santé, Santé intégrative, Health impact news, Aspiration, Enquête de Santé, Bio Info, Bio Contact), travail pour lequel j'ai été rémunérée en tant que journaliste. J'ai également ma propre lettre d'information sur la plateforme Substack, avec des abonnés gratuits et payants.

Effectivement, je suis indépendante : Je n'ai aucun lien, ni affiliation politique ou religieuse, je ne fais partie d'aucun cercle, ni d'aucune loge. Je vends le fruit de mon travail journalistique et ne dépends pas d'une autorité rédactionnelle. De nombreux journalistes ne peuvent en dire autant.

Dans aucun de mes articles, je n'incite à la haine, ou ne fais appel à la violence. Je présente des faits avec des sources, et j'interroge. En revanche, j'estime que des propos comme ceux tenus par Telesambre qui titre « Evras, l'obscurantisme des parents qui n'aiment pas leurs enfants » sont insultants et provocateurs et qu'ils ne sont pas de nature à calmer les esprits. N'y a-t-il pas deux poids, deux mesures ?

« J'ai déjà décrit "le plan mondial de la vaccination", avant de sensibiliser autour de l'agenda global », écrit-elle, reprenant ici la théorie complotiste du « Great Reset ».

Je suis effectivement fière d'avoir publié un dossier intitulé « Le plan mondial de la vaccination » présentant les éléments de l'agenda de la sécurité sanitaire globale. Publié en mars 2019, cet article anticipait les mesures à venir lors d'une déclaration de pandémie. J'y ai parlé de passes sanitaires, d'obligations vaccinales, de la

menace qui pesait sur les droits individuels sous couvert d'urgence sanitaire et du passage en force de nouvelles technologies vaccinales. Mes propos étaient étayés par 64 références (quel journal en fait autant ?), incluant les recommandations pour la vaccination en Europe qui avaient été émises par le Conseil européen, en décembre 2018.

Si d'autres journalistes s'étaient intéressés à cet agenda à la même époque, ils auraient peut-être eu un regard plus critique sur ce qui s'est passé par la suite.

La théorie du Grand Reset

Le « Great Reset », n'est pas « une théorie complotiste ».

C'est un projet, conçu et promu par le président et fondateur du Forum économique mondial, Klaus Schwab. Il suffit de lire le livre du même nom pour s'en rendre compte. Tout le programme du « grand reset » et de la 4ème révolution industrielle est détaillé sur le site du Forum économique mondial et s'inscrit dans les objectifs de l'agenda 2030. Pourquoi crier au complot lorsque l'on critique les projets de gouvernance mondiale, alors que chaque année les chefs de gouvernement se rendent au World government Summit ?

Dans l'éventualité où des journalistes enquêteurs seraient désireux d'en savoir plus sur les acteurs des politiques sanitaires et la multiplicité des enjeux de leurs programmes, je leur recommande vivement de lire : *Anthony Fauci, Bill Gates, Big Pharma : leur guerre contre la santé publique et la démocratie*, écrit par l'avocat et candidat à la présidence américaine Robert F. Kennedy, Jr. Cet ouvrage, dont j'ai eu l'honneur d'écrire l'avant-propos, contient plus de 2 200 références et a dépassé le million de copies en quelques semaines aux États-Unis. Il faut le lire pour s'informer.

« Sur le site "Étincelles" qu'elle édite », fausse information donc, à remplacer par :

« Dans les articles qu'elle publie sur sa lettre on y découvre toutes les actions que peuvent entreprendre les parents pour s'opposer à Evras : s'informer auprès d'associations telles que « Sauvons nos enfants », « Innocence en Danger », « L'Observatoire de la Petite Sirène », mais aussi participer à la plateforme de Démocratie Participative, en distribuant l'un des 500 000 flyers, en écrivant à la direction de l'école, en lisant les articles d'Ariane Bilheran ou en regardant les vidéos de Karl Zéro. Bref, à peu près tout ce que nous avons découvert par ailleurs et qui constitue le réseau. »

C'est exact, j'ai synthétisé toutes ces informations bien avant d'autres journalistes et je cite mes sources, il suffit donc de me lire pour être bien informé.

« Senta Depuydt développe elle aussi, comme la plupart des gens qu'elle cite, les théories pédocriminelles prétendument cachées derrière l'éducation sexuelle dans plusieurs articles. »

Parmi les signataires des lettres, pétitions et courriers interrogeant les politiques de l'EVRAS, il n'y a pas que le Dr. Frédéric Goaréguer ou Sophie Dechêne, mais de nombreux autres experts, médecins, pédopsychiatres et universitaires dont l'article ne semble pas faire grand cas (par exemple le professeur Jean-Yves Hayez de l'UCL ou la psychologue Diane Drory).

Quant à « Ariane Bilheran, présentée comme experte »... elle est « présentée » comme experte, parce qu'elle est experte. Ariane Bilheran a été formée en lettres, philosophie et psychologie à l'École Normale Supérieure et à l'Université de la Sorbonne, à Paris. Docteur en psychopathologie, ancienne chargée de cours à l'université, elle a publié près d'une trentaine d'ouvrages. Surtout, elle est psychologue clinicienne. Elle a donc reçu de nombreuses victimes de violences sexuelles dans le cadre de sa pratique professionnelle et est intervenue comme experte auprès des tribunaux. Que faut-il de plus pour être expert aux yeux d'un journaliste ? Avoir la même opinion que lui ? Être « expert de plateau » ?

Les théories pédocriminelles

En tant que fille d'une Professeuse en psychologie clinique de l'enfant et de l'adolescent à l'Université Catholique de Louvain, qui fût aussi membre fondateur du Centre de guidance à Louvain-la-Neuve (Prof. Raymonde Berte, décédée), j'ai eu l'occasion de me documenter sur les théories du développement de l'enfant, son psychisme et sa santé mentale, de manière privilégiée.

L'idée que les enfants ont une sexualité « dès la naissance » m'a toujours heurtée, mais effectivement, c'était « la science de l'époque » et elle était essentiellement basée sur les théories d'Alfred Kinsey, le « père de la sexologie moderne ». J'ai découvert plus tard, qu'il s'agissait d'une monstrueuse imposture.

Les observations à l'origine de cette théorie avaient été obtenues par le viol de centaines d'enfants en bas âge, dont la longueur et la fréquence des hurlements ont été enregistrés comme des expressions de plaisir...

(merci de lire cet article et de consulter les documents qui y sont repris avant de hurler à nouveau à la désinformation).

La plupart des experts sur ces questions ont donc été abusés, de bonne foi. Il ne s'agit pas de les accuser de pédophilie, mais de reconsidérer les postulats auxquels ils se fient, car ceux-ci servent effectivement d'argument aux véritables pédophiles.

L'Institut Kinsey dont de nombreux membres étaient pédophiles, est à l'origine du SIECUS, l'organisme qui conseille le gouvernement américain en matière de politiques sur la sexualité. SIECUS et l'Institut Kinsey sont les partenaires officiels de l'OMS, de l'Unesco et du Planning familial international dans l'élaboration des recommandations sur l'éducation à la sexualité. Celles-ci ont été transposées dans les Standards pour l'éducation sexuelle en Europe, auxquels le guide EVRAS et les plannings familiaux en Belgique se réfèrent. L'asbl Sensoa en Flandres qui est également partenaire dans l'élaboration de ce programme européen, propose d'ailleurs des contenus fort explicites et discutables.

Un exemple concret qui pose la question des dérives

L'on a reproché à divers critiques du guide EVRAS d'avoir sorti des phrases hors de leur contexte, et d'avoir voulu faire peur inutilement.

Le S d'EVRAS, on n'en veut PAS!

Extraits du guide EVRAS

LES RELATIONS SEXUELLES
9-11 ANS
* La sexualité est présente dès la naissance, et est imprégnée du contexte social (p.192)

INFLUENCE DU MILIEU DE VIE ET DES PAIRS
9-11 ANS
* Influence positive et négative de la pression des pairs, des médias, des pornographies, de la culture, de la religion, des mythes et des croyances, des lois et du statut socio-économique sur les décisions et les comportements sexuels (p.137)

IDENTITÉS ET EXPRESSIONS DE GENRE
5-8 ANS
Prendre conscience que l'identité de genre peut être identique ou différente, se rapprocher, s'éloigner, correspondre, ne pas correspondre, différer, osciller, ... de celle assignée à la naissance (p.160)

LES RELATIONS SEXUELLES
9-11 ANS
* L'amour, être amoureux et amoureuse, le plaisir, la masturbation, l'orgasme (p.187)

LE PLAISIR
5-8 ANS
* Le plaisir et la satisfaction liés au toucher de son propre corps, la découverte de son propre corps, de ses parties génitales et de ses zones érogènes (p.202)

LES RELATIONS SEXUELLES
5-8 ANS
* Illustrer, à l'aide d'exemples concrets, comment l'amitié, l'amour et la sexualité se vivent et s'expriment dans sa vie d'enfant, en ce compris les différentes orientations sexuelles et/ou romantiques (p.183)

LES RELATIONS SEXUELLES
5-8 ANS
* Parler de la sexualité de manière positive, communiquer sur ses besoins, ses envies, ... (p.184)

Définition de la sexualité (UNESCO)
La « sexualité » peut être comprise comme une dimension essentielle de l'être humain qui comprend : la compréhension du corps humain et la relation à celui-ci, l'attachement émotionnel et l'amour, le sexe, le genre, l'identité de genre, l'orientation sexuelle, la sexualité, l'intimité sexuelle, le plaisir et la reproduction. La sexualité est complexe et comprend des aspects biologiques, sociaux, psychologiques, spirituels, religieux, politiques, juridiques, historiques, éthiques et culturels qui évoluent tout au long de la vie. (p.253)

Article 24 de la constitution belge : « La communauté organise un enseignement qui est neutre ».

ATTENTION chers parents, le projet ne s'arrête pas là! L'éducation sexuelle sera peu à peu intégrée aux cours de français, mathématiques, éveil... Soit de façon transversale.

Je vous invite aussi à aller consulter la circulaire 9020 dans laquelle il est écrit, dans le haut de la page 11 « la responsabilité des parents est première ».

Pour nos enfants, on ne lâche rien!

Tout d'abord, avec les nouveaux référentiels du tronc commun, chaque élève reçoit des contenus propres à l'éducation à la vie relationnelle, affective et sexuelle tout au long de son parcours scolaire de la 3ème maternelle à la 3ème secondaire. (p.6 circulaire 9020)

Tableau créé par un parent, d'après la version actualisée d'EVRAS.

Face aux interpellations diverses, la ministre a par exemple déclaré que « jamais l'on enseignerait la masturbation à l'école » et que les mentions du guide sont « mal interprétées ». Cela semble évident, mais cela devait être dit et cela doit à présent se formaliser, car les raisons de s'inquiéter existent réellement au regard du référentiel actuel et de dérives qui peuvent se produire.

Dans les standards pour l'éducation sexuelle en Europe, qui servent de référence au guide EVRAS (destiné aux animateurs), l'on note par exemple que pour la tranche d'âge de 0 à 4 ans, parmi les informations à connaître il y a le plaisir et la satisfaction liés au toucher de son propre corps, la masturbation précoce et la découverte de ses parties génitales. Dans les compétences à acquérir il y a « le fait d'exprimer ses propres besoins, désirs et limites, par exemple en « jouant au docteur » ».

Voici une capture d'écran provenant de la matrice des Standards pour l'éducation sexuelle en Europe, selon l'OMS. « Les thèmes en caractères gras noirs sont les thèmes principaux ou les standards minimaux à couvrir par l'éducation sexuelle. »

0-4 ans	INFORMATION Informier l'enfant sur	COMPÉTENCES Permettre à l'enfant de	ATTITUDES Aider l'enfant à développer
Corps humain et développement	<ul style="list-style-type: none"> • toutes les parties du corps et leurs fonctions • les différents corps et différents sexes • l'hygiène corporelle • la différence entre soi-même et les autres 	<ul style="list-style-type: none"> • nommer les parties du corps • pratiquer l'hygiène (laver chaque partie de son corps) • reconnaître les différences physiques • exprimer ses besoins et désirs 	<ul style="list-style-type: none"> • une image positive de son corps et de soi-même : estime de soi • le respect des différences • une bonne estime de son propre corps • une bonne considération du sentiment de bien-être, de proximité et de confiance créé par l'expérience • physique et celle de l'attachement • le respect de l'égalité entre les sexes
Fertilité et reproduction	<ul style="list-style-type: none"> • la grossesse, la naissance, les bébés • les connaissances de base concernant la reproduction humaine (d'où viennent les bébés) • les différentes manières de faire partie d'une famille (p. ex. adoption) • le fait que certaines personnes ont des enfants et d'autres pas 	<ul style="list-style-type: none"> • discuter de ces thèmes avec le vocabulaire adéquat 	<ul style="list-style-type: none"> • l'acceptation des différentes manières de devenir enfant d'une famille
Sexualité	<ul style="list-style-type: none"> • le plaisir et la satisfaction liés au toucher de son propre corps, la masturbation infantile précoce • la découverte de son propre corps et de ses parties génitales • le fait que le plaisir lié au contact physique est un aspect normal de la vie de chacun • la tendresse et le contact physique comme une expression de l'amour et de l'affection 	<ul style="list-style-type: none"> • devenir conscient de son identité sexuelle • parler des sensations (dés) agréables dans son propre corps • exprimer ses propres besoins, désirs et limites, par exemple en «jouant au docteur» 	<ul style="list-style-type: none"> • une attitude positive vis-à-vis de son corps et de toutes ses fonctions - image positive de son corps • le respect des autres • une curiosité pour son corps et le corps des autres
Emotions	<ul style="list-style-type: none"> • les différents types d'amour les sensations/sentiments • «oui» et «non» • le langage des sentiments • le sentiment du besoin de vie privée 	<ul style="list-style-type: none"> • sentir et montrer de l'empathie • dire oui/non • exprimer et communiquer ses propres émotions, désirs et besoins • exprimer son propre besoin de vie privée 	<ul style="list-style-type: none"> • la compréhension de la diversité d'expression des émotions • un sentiment positif envers le fait d'être une fille ou un garçon • l'opinion qu'il est juste d'exprimer et expérimenter ses émotions • une attitude positive envers différentes émotions dans diverses circonstances

En caractères gras, donc parmi les « standards minimaux à acquérir » de 0 à 4 ans :

Sexualité

- le plaisir et la satisfaction liés au toucher de son propre corps, la masturbation enfantine précoce
 - la découverte de son propre corps et de ses parties génitales
 - le fait que le plaisir lié au contact physique est un aspect normal de la vie de chacun
 - la tendresse et le contact physique comme une expression de l'amour et de l'affection
- devenir conscient de son identité sexuelle
 - parler des sensations (dés) agréables dans son propre corps
 - exprimer ses propres besoins, désirs et limites, par exemple en «jouant au docteur»

À présent, voici un exemple récent d'une interprétation inquiétante de ces recommandations :

En Allemagne, dans un jardin d'enfants de Baden Wurtemberg, un scandale a éclaté lorsque la direction a pris l'initiative préparer une pièce spéciale pour une activité de découverte du corps, où les bambins étaient invités à se dénuder et à se toucher mutuellement, par exemple « en jouant au docteur », sous le regard d'un adulte. La direction de cette crèche catholique avait préalablement informé les parents de cette nouvelle activité, par un courrier en spécifiant les règles : « L'activité aura lieu en présence d'un adulte », « L'enfant n'enlèvera que les vêtements qu'il souhaite, volontairement » et « Aucun objet ou doigt ne sera introduit dans les orifices du corps ».

Inutile de décrire la réaction des parents, face à une telle initiative...

Qu'un adulte pousse les enfants à se mettre à nu et à se toucher les uns les autres devant lui/elle, est absolument terrifiant. L'enfant peut-il vraiment refuser de se dénuder face à un adulte qui a autorité sur lui ? Il ne sait pas à quoi il s'engage. Ce n'est pas pour rien qu'il n'est pas capable de consentement, selon la loi, c'est pour le protéger.

Quelle différence l'enfant ferait-il ensuite entre cette activité et les agissements d'un pédophile ? Une telle activité n'est-elle pas tout simplement du voyeurisme ou une atteinte aux mineurs ?

Inutile de préciser que la proposition a fait un tollé, que l'activité a été annulée et que de nombreux parents ont retiré l'enfant de cet établissement.

Ce qui interpelle ici, c'est que pour la direction de cette crèche, cette activité de « découverte du corps des autres » faisait partie intégrante des étapes du développement de l'enfant et s'inscrivait dans les principes pédagogiques de l'éducation à la sexualité tels qu'ils sont actuellement présentés (cf. les « standards européens et nationaux »).

En y réfléchissant, cet exemple pose de nombreuses questions, par exemple le fait qu'un adulte se retrouve seul en présence des enfants à l'occasion d'une séance d'animation sur la sexualité.

Poursuivre l'information et la discussion

Bien entendu, l'on n'imagine pas un instant que la ministre propose une telle chose. Et il est évident que les politiques qui ont voté en faveur de l'obligation d'un cours d'éducation à la sexualité en 6ème primaire et 4ème secondaire, n'ont pas conscience des divers dangers inhérents à ces nouveaux standards.

Toutefois, l'on ne peut accepter un cadre et des outils de références, qui sont sujets à interprétation et dont la mise en oeuvre pourrait mener à divers types de dérives.

Voilà donc pourquoi, en tant que journaliste, et en tant que parent, je considère qu'il est important de continuer d'informer mes lecteurs sur ces enjeux.

Senta DEPUYDT

17 sept. 2023 – <https://sentadepuydt.substack.com/p/la-rtbf-me-cite-dans-un-soi-disant>

EVRAS/RTBF : Droit de réponse du Dr Goaréguer



Alors que de nombreux parents et spécialistes de l'enfance expriment leurs inquiétudes sur le nouveau programme EVRAS, la RTBF s'est fendue d'un article accusatoire^[1] aux relents conspirationnistes. L'équipe de « Décrypte » n'a pas hésité à user d'amalgames douteux, dépeignant des citoyens comme une bande organisée digne des tueurs du Brabant Wallons... L'objectif : pourrir le débat pour étouffer toute contradiction.

Cité dans l'article, le Dr Goaréguer, psychiatre de formation, a sollicité un droit de réponse. La RTBF a décliné, se réfugiant derrière un vide juridique, le débat nuancé et les principes journalistiques ne faisant visiblement pas le poids...

BAM ! présente la réponse du Dr Goaréguer, ainsi que le refus de la RTBF exprimé par son avocat.

*Dr F. Goaréguer
Psychiatrie (enfants, adolescents, adultes),
Hypnothérapie
Thérapie familiale*

Limal, le 13 novembre 2023

Monsieur,

À la suite de l'article paru sur votre site en ligne le 16 septembre dernier, je fais valoir auprès de vous un droit de réponse à publier sans altération ni commentaires étant donné que j'ai été cité nommément de manière à entacher ma réputation.

En effet, il n'y avait aucun intérêt de mentionner l'appel de l'Ordre des médecins à m'entendre après les arguments que j'avais avancés pour dénoncer les dangers d'une prise en charge contestable des patients lors de la crise Covid, notamment pour les enfants. Il ne s'agissait que de m'inviter à faire part de mon point de vue suite à l'interpellation malveillante d'un tiers que je ne connaissais pas et nullement d'un rappel à l'ordre. Ceci était donc hors de propos et ne visait qu'à jeter un doute malvenu sur mon intégrité et à me disqualifier indûment.

Quant aux soi-disant « contre-vérités » de ma part contenues dans l'interview de « Zèbre », il ne s'agissait en fait que de vérités factuelles. Car vous lisez bien ceci dans le guide EVRAS :

P. 187 (pour les 9-11 ans) :

- Connaissances/savoirs
- Sexualité : les premières expériences sexuelles
- Les orientations/attirances sexuelles et/ou romantiques

- Les différents comportements sexuels des jeunes
- L'amour, être amoureux et amoureuse, le plaisir, la masturbation, l'orgasme P.202 (pour les **5-8 ans**) :
- Ressentir/exprimer le plaisir, la satisfaction ou le déplaisir liés au toucher de son propre corps ...
- Pourquoi ces apprentissages ? Lien avec le développement psycho-affectif et sexuel des enfants de 5-8 ans : Les enfants se procurent du **plaisir par l'autostimulation** très tôt (**vers 2 ans déjà**) [50].

Comprendre les sensations agréables et désagréables (gestes, zones érogènes, etc.) pourra aider les enfants à exprimer leurs envies, besoins et limites et à comprendre leurs sensations de plaisir. Cet apprentissage sera à mettre en lien avec l'apprentissage de l'intimité et du **consentement**.

La référence (50) renvoie à un article canadien : [50] SERC. (s.d.). Sexual Development. Retrieved from Sexual Development - SERC

Cet article commence par :

CHILD SEXUAL DEVELOPMENT

Sexuality begins at birth. ...

Ce n'est d'ailleurs pas le seul passage où le guide EVRAS parle d'une sexualité dès la naissance :

- P. 192 pour les 9-11 ans : « La sexualité est présente dès la naissance, et est imprégnée du contexte social » Il s'agit donc bien d'évoquer la masturbation dès le plus jeune âge avec les enfants de 5 à 8 ans.

Or à 2 ans, si un enfant se tripote les organes génitaux, ce n'est pas associé à un plaisir et encore moins à une sexualité, mais à une sensorialité (Dr R Brunod, « préserver l'innocence des enfants », Les éditions du Bien commun, 2020). Il ne s'attarde d'ailleurs pas plus à toucher ses organes génitaux qu'à sucer son pouce ou son gros orteil. Y associer la notion de recherche de plaisir est liée à la perception d'une sexualité semblable à celle des adultes chez les enfants et ne correspond à aucune donnée scientifique, mais bien aux expériences pédophiles d'Alfred Kinsey, le premier et le seul à avoir développé cette thèse (Dr Judith Reisman, « Kinsey, Sex and Fraud: The Indoctrination of a People, an Investigation Into the Human Sexuality Research of Alfred C. Kinsey ... [et Al.] », Lochinvar-Huntington House, 1990).

Le risque de la confusion de ces concepts dès le plus jeune âge est de favoriser, voire légitimer les approches de prédateurs (S. Ferenczi / Neuropsychiatrie de l'enfance et de l'adolescence 58 (2010) 10-14. doi: 10.1016/j.neurenf.2009.11.006)

D'ailleurs, si l'on remarque qu'un enfant de moins de 11 ans a un comportement sexualisé ou masturbatoire précoce, il est indiqué de s'interroger sur la possibilité pour cet enfant d'avoir vécu des abus ou des attouchements, ou d'avoir été témoin de scènes inappropriées à son âge.

De même pour les pornographies, on peut lire dans le guide EVRAS :

- Page 137 (pour les 9-11 ans) : « Influence positive et négative de la pression des pairs, des médias, des pornographies, ... »
- Page 210 (pour les 12-14 ans) : « Comprendre les usages de la pornographie, ses avantages et inconvénients... »

Il faut savoir que dès lors qu'un adulte parle à des enfants de ce genre de sujet (pornographies), cela a un effet possiblement effractant (trauma psychique) ou excitant ; et la curiosité de l'enfant fait le reste.

Bien entendu, il est dit que l'on n'aborde que les sujets qui sont amenés par les enfants.

Mais cela signifie donc que si l'un des enfants aborde le thème devant le reste de la classe, tous les autres seront concernés, qu'ils y aient ou non consentis !

Or, le **consentement** par rapport à la sexualité n'est pas admis légalement avant 16 ans (article 417/6 du code pénal).

Et présenter un contenu pornographique, même en simple description, peut être qualifié d'**atteinte à l'intégrité sexuelle** (article 417/7 du code pénal).

Comment la Ministre a-t-elle pu ignorer ces infractions aux lois et cautionner, voire promouvoir de tels contenus ?

Comment les parlementaires n'y voient-ils rien à redire ?

Les informations contenues sur le site SAUVONS NOS ENFANTS, conçu par le collectif dont je fais partie et reprenant les concepts évoqués plus haut n'a donc rien de « complotiste », mais relève d'éléments purement **factuels**.

La seule préoccupation qui me mobilise est celle d'un pédopsychiatre soucieux de la préservation de la santé mentale des enfants.

Je ne suis d'ailleurs pas le seul, étant donné qu'il a existé en Belgique une pétition signée par plusieurs pédopsychiatres en ce sens et relayée en son temps par La Libre :

Non à l'hypersexualisation de nos enfants - La Libre

Il y a aussi eu une pétition semblable en France pour le même sujet, également lancée par des pédopsychiatres sous la direction du Professeur M Berger :

Pétition - éducation sexuelle

On peut donc parler d'un certain consensus parmi les professionnels de la santé mentale des enfants qui ne saurait être négligé, comme c'est le cas, ni qualifié de complotiste ou désinformant.

Quant à la lettre type, elle fut conçue par notre juriste et son contenu a été considéré comme erroné par vous alors qu'il ne l'était pas car, OUI le guide EVRAS est conçu pour les enfants dès 5 ans, et OUI il contient des informations sur une sexualité adulte qui ne correspond pas à l'âge de ces enfants et peut, par conséquent avoir un effet effrayant. À toutes fins utiles, vous pourrez lire sur le site SAUVONS NOS ENFANTS une page de droit de réponse qui reprend votre article Guide pour l'Éducation à la vie relationnelle, affective et sexuelle (Evras) : les critiques sont-elles fondées ?

Et remet à leur place chacune de vos objections avec preuves à l'appui, car OUI, les critiques des opposants **sont fondées**.

Quant à la restriction des animations EVRAS aux 6ème primaires et 4ème secondaires, vous le dites bien dans votre article et la Ministre également, c'est ce qui est prévu pour commencer...

Par ailleurs, les circulaire 9020 et 9044 sont claires à ce sujet (page 6), ainsi que le projet de décret 572 (2022-2023) - N°1, l'**EVRA**S sera dispensé en tronc commun, c'est-à-dire à travers tous les cours de toutes les années.

Il ne s'agit donc pas de qualifier d'erronées les craintes que nous avançons concernant l'application des concepts issus du guide EVRAS dès 5 ans.

Espérant avoir pu clarifier, grâce à ce droit de réponse, quelques positions erronées communiquées dans votre article. Je me réserve bien sûr tout droit si nécessaire.

Frédéric GOARÉGUER, 14 novembre 2023



Monsieur Frédéric Goaréguer

par mail et par courrier recommandé avec AR

Namur, le 18 octobre 2023
n. réf. : RTBF/GOAREGUER
v. réf. : Demande de publication de Droit de réponse

Monsieur,

Je vous écris en ma qualité de conseil de la RTBF, aux côtés de l'avocat Jacques Englebert.

Ma cliente m'a communiqué la copie de votre courrier daté du 12 octobre 2023 (réceptionné le 13 octobre 2023) concernant une demande de droit de réponse à l'article publié sur le site Internet de la RTBF le 16 septembre 2023, intitulé « Complotistes, extrême droite et adeptes de théories pédocriminelles: voici le réseau des désinformateurs sur l'Evras en Belgique ».

Les conditions permettant la publication et/ou la diffusion d'un droit de réponse sont réglementées, en Belgique, par la loi du 23 juin 1961. Cette loi ne prévoit pas la possibilité d'obtenir un droit de réponse dans l'univers numérique. Le rapport d'information du Sénat concernant le droit de réponse sur Internet, du 29 mars 2019, confirme en effet qu'« aucune disposition n'est actuellement prévue pour le droit de réponse vis-à-vis des nouveaux médias que sont les sites internet ».

Cette position a été confirmée par le tribunal de première instance francophone de Bruxelles dans sa décision du 18 septembre 2020.

En conséquence, votre texte de réponse ne peut être publié.

Néanmoins, la RTBF, soucieuse de respecter la déontologie, entend rectifier rapidement et explicitement les faits erronés qu'elle aurait publiés.

A cet égard, la RTBF constate que les informations qui vous concernent ont été factuellement vérifiées et sont correctes.

Vous êtes un médecin pédopsychiatre, convoqué par l'Ordre des médecins dans le cadre de la crise Covid et défendu alors par Kairos.

Ce que vous qualifiez n'être qu'une « invitation » dépourvue de tout « intérêt » a pourtant été considérée par votre « comité de soutien » comme une convocation présentant un risque de censure, de sanction et de privation du droit de « continuer à aider nos enfants et adolescents ». Manifestement, cette convocation définit désormais votre profil sur Internet. Les trois premiers résultats indexés par Google vous concernant ont trait à cette convocation. Ceci démontre en soi l'intérêt général que revêt cette information.

Vous êtes opposés à l'Evras (et/ou à son guide) et avez créé un site Internet « Sauvons nos enfants ». Par le biais de ce site Internet, vous proposez une lettre type à envoyer aux directions d'écoles et avancez qu'il existe un lien entre éducation à la vie sexuelle et pédophilie.

Ces éléments étant factuellement corrects, ils ne donnent pas lieu à rectification.

Bien que votre courrier ne contienne pas de texte de réponse bien défini, vous entendez contester le fait que vous faites partie d'un réseau de personnes et d'associations qui diffusent des fausses informations concernant l'Evras.

La RTBF dispose d'une large base factuelle lui permettant de soutenir de telles allégations vous concernant et cette analyse est partagée par d'autres médias comme Le Soir et La Dernière Heure, par exemple. Votre site Internet démontre également l'existence des différentes connexions mises en avant par l'article.

Par ailleurs votre « réponse » vise également à répandre de fausses informations. De manière générale, en isolant différents termes utilisés par le guide Evras vous en déduisez des problématiques qui ne résultent que des biais de vos interprétations. De manière particulière, vous vous méprenez quant au mode de fonctionnement des animations qui seront dispensées aux élèves. Contrairement à ce que vous indiquez, les animations font l'objet d'une préparation en amont, les sujets abordés résultent des choix opérés par les animateurs (et non de questions posées au hasard suscitant un débat imposé à toute la classe) et sont adaptés à l'âge des enfants.

La RTBF ne peut pas diffuser de fausses informations. Il en va de sa responsabilité.

Il résulte donc de tout ce qui précède qu'il n'y a pas lieu à rectification.

Bien à vous,

Audrey Adam

Les opinions exprimées dans ce droit de réponse n'engagent que la responsabilité de son auteur et ne représentent pas nécessairement celles de BAM !

Chapô et illustration de BAM !

[1] Complotistes, extrême droite et adeptes de théories pédocriminelles : voici le réseau des désinformateurs sur l'Evras en Belgique - rtbf.be

Ariane Bilheran / Le degré zéro du réseau : ma réponse à la RTBF (Radio-TV belge de la Fédération Wallonie-Bruxelles)

Je suis citée par la RTBF (La Radio-télévision belge de la Fédération Wallonie-Bruxelles) dans un article intitulé « complotistes, extrême droite et adeptes de théories pédocriminelles », publié le 16 septembre 2023 par la RTBF et relayé au JT du même soir en Belgique.

Cet article, qui n'est pas signé, cite pêle-mêle diverses personnes que l'on tente de regrouper dans « un réseau » auquel sont collées tout un tas d'étiquettes diffamantes.

Je tiens donc à faire respecter mon nom et mes qualités, en réponse à une presse qui cherche plus à diffamer qu'à relayer de l'information.

Si je regarde attentivement la cartographie affichée avec les flèches, et sauf erreur de lecture, je serais donc « en réseau » direct avec :

1° Karl Zéro, journaliste

2° « Innocence en danger France » et « Innocence en Danger Belgique », deux associations de protection de l'enfance

3° « Étincelles » site internet géré par Senta Depuydt (Senta Depuydt a expliqué dans sa réponse qu'elle ne gérait pas ce site)

4° Frédéric Goaréguer, pédopsychiatre

5° Biotempo Zèbre, un magazine

Dans la réalité des faits, j'ai effectivement donné une interview respectivement à Karl Zéro et à Biotempo Zèbre (que j'invite chacun à aller écouter et lire).

Mais cela constituerait un « réseau »...

En matière d'investigation journalistique, vu le niveau, je vais devoir parler simplement : de ce réseau, il n'y en a zéro !

En revanche, *oui, j'ai bien un réseau : il s'agit d'un réseau de professionnels de santé mentale de l'enfant et de professionnels du droit.*

Qui suis-je ?

Je suis normalienne de la rue d'Ulm avec une double spécialisation en lettres classiques et philosophie morale et politique (2 Masters à l'Université La Sorbonne, Paris, France).

Je suis également psychologue clinicienne, avec une première spécialisation dans l'enfance maltraitée.

J'ai, à ce titre, rédigé un livre avec ma collègue Amandine Lafargue, *Psychopathologie de la pédophilie*, dont la première édition est parue aux éditions universitaires Dunod en 2013.

Soit, il y a dix ans.

En termes concrets, cette spécialisation professionnelle signifie : rédiger des signalements, être confronté à différentes horreurs, réaliser des expertises judiciaires, lutter contre les dysfonctionnements institutionnels de la protection de l'enfance, de la justice et de la police, subir les pressions psychologiques, juridiques et fiscales sur certains dossiers, réfléchir sur les conditions de guérison des traumatismes infantiles.

J'ai, durant de longues années, été aussi en charge des formations sur la « prise en charge de la délinquance sexuelle » pour l'administration pénitentiaire en France.

Je suis également docteur en psychopathologie et psychologie clinique (Université Lyon II, France, sous la direction du Professeur Albert Ciccone), d'un doctorat portant sur « le temps vécu dans la psychose » ce qui m'a valu d'effectuer mes recherches dans des services de psychiatrie adulte, et d'y acquérir une expertise sur la psychose adulte.

J'ai enseigné durant des années, dans différentes universités, tant des cours dirigés que des cours magistraux, en psychopathologie et psychologie clinique.

J'ai, enfin, écrit plus de quarante livres, dont beaucoup sont référencés désormais comme des classiques dans les bibliothèques universitaires, et des centaines d'articles dont certains dans des revues scientifiques à comité de lecture.

J'ai également audité, durant des années, sur des plaintes de harcèlement dans les entreprises et les institutions, ce qui m'a permis de réfléchir aux mécanismes et aux processus psychologiques tant pour les individus que pour les collectifs, et j'ai rédigé (et je rédige encore) de nombreuses expertises et des avis consultatifs produits en Justice. Mes travaux sur le harcèlement sont reconnus internationalement, et m'ont valu d'être invitée à en parler dans différents pays, mais ils ont également été repris en France par le Sénat pour la rédaction de lois sur le sujet.

Si je prends la parole publique depuis 2017 au sujet de ces « programmes » « d'éducation sexuelle »/« éducation à la sexualité », ce n'est donc pas depuis une opinion subjective, mais depuis une posture professionnelle, avec des arguments sérieux. Je subis depuis une campagne de calomnies qui laisse songeur quant à sa virulence.

Revenons donc à mon réseau de professionnels de santé mentale de l'enfant et de professionnels du droit.

Ces professionnels, pour certains, se montrent à visage découvert, pour d'autres, préfèrent travailler à la protection de l'enfance sans s'exposer et ce, afin d'éviter les nombreuses et désagréables repréailles publiques que nous subissons.

Est-ce un complot contre le pouvoir ?

Nous sommes tous indépendants, mais nous travaillons ensemble, pour alerter sur ces programmes dits « d'éducation sexuelle » ou « d'éducation à la sexualité », et affirmer qu'ils ne correspondent *en aucune manière au développement psychique de l'enfant ni à sa protection juridique*.

Nous sommes également très inquiets quant au fait que ces programmes « pédagogiques », qui se déploient dans différents pays en même temps, s'appuient sur le contenu et le référencement de recommandations de l'OMS consignées dans un document intitulé « Standards pour l'éducation sexuelle en Europe. Un cadre de référence pour les décideurs politiques, les autorités compétentes en matière d'éducation et de santé et les spécialistes ».

Nous contestons lesdites références « scientifiques » de ce document, au regard de nos connaissances dans le développement psychique de l'enfant et de sa protection face à sa vulnérabilité.

Lorsque des professionnels de santé mentale de l'enfance, des professionnels du droit, des associations de protection de l'enfance, s'inquiètent des dangers de cette « éducation à la sexualité » ou « éducation sexuelle », n'y a-t-il pas là matière, dans l'intérêt supérieur de l'enfant, à *faire une grande pause* pour réfléchir avec prudence et tempérance, sur cet enseignement de masse *standardisé* de nature à créer des effractions traumatiques sur les enfants ? Pourquoi une telle précipitation dans l'imposition de ces programmes ? Pourquoi le débat est-il interdit, la contestation argumentée, muselée sous l'amalgame et la calomnie ?

Notre posture est la suivante :

Plus les adultes vont exhiber des informations et des images sur la sexualité aux enfants, en groupe, et y initier les enfants, plus nous verrons surgir des abus sexuels entre mineurs, sans compter les interrogations que cela suscite quant à ces projections d'adultes sur une supposée « sexualité infantile »... (et les passages à l'acte qui peuvent en découler en termes « d'initiation sexuelle » des enfants).

Ces projections ne correspondent pas au développement psychique des enfants et se fondent sur des confusions dangereuses.

Ce n'est pas parce que les termes « éducation sexuelle » et « éducation à la sexualité » sont passés dans les mœurs qu'ils ne doivent pas être remis en question. *Ils font partie d'une novlangue dangereuse* et ouvrent des portes psychiques vers la perversion, que les termes « prévention » ou « protection » des enfants n'ouvrent pas.

Il est important d'étudier en profondeur, *de manière méthodique et rationnelle*, d'où viennent les textes idéologiques qui encadrent ces « programmes », quelles sont leurs dites « références scientifiques », par quels lobbies ils sont sponsorisés et financés, afin de se clarifier les idées. On ne peut pas se contenter, au regard de la gravité du sujet, d'un « je n'y crois pas », ou « c'est trop gros ». Ou d'une banalisation qui n'entend pas les témoignages, déjà recueillis par les psychologues en cabinet, des enfants traumatisés par cette « pédagogie ». Il en va de notre responsabilité de professionnels (pour ceux qui le sont), d'adultes, de citoyens.

En matière de prévention pour les enfants, il y a aussi d'autres sujets : la sécurité routière, les accidents domestiques, etc. Ils sont aujourd'hui totalement passés à la trappe, tant est grande cette « obsession »

politique quant aux informations sur la « sexualité » qu'il faudrait, sans précaution ni prudence, de manière précipitée, délivrer massivement aux enfants dans différents pays en même temps...

Nos analyses professionnelles sont amplement soutenues par un grand nombre de nos pairs (le « réseau »), même s'ils n'osent (pour l'instant) pas intervenir en public, ce que l'on comprend aisément, au vu des représailles, notamment les calomnies et les dénigrements.

Pourquoi la parole des experts est-elle essentielle à relayer ?

1° pour éviter les approximations, notamment dans les interventions médiatiques,

2° pour la distinguer des « opinions » des uns et des autres mais aussi des postures subjectives et affectives,

3° pour servir de base conceptuelle et scientifique aux plaintes juridiques.

Aussi, mes collègues et moi-même de ce « réseau » de professionnels ne sommes pas dupes des invisibilisations systématiques dont nos propos, travaux et interventions font l'objet.

Nous subissons, pour certains déjà, des amalgames nous affublant de l'étiquette de « terroristes ».

Or, revenons au sens des mots : les terroristes sont littéralement ceux qui manipulent les populations à la terreur en les réduisant au silence.

Nous ne terrorisons pas : *nous apportons des arguments d'experts sur la protection psychique des enfants.*

J'ai sonné l'alerte en 2017 avec mon livre *L'imposture des droits sexuels*.

Ce livre m'a demandé des mois de travail sur les textes internationaux qui, nous le voyons désormais, encadrent l'idéologie de ces « enseignements » à la sexualité dès le plus jeune âge. Il m'a valu de nombreuses menaces et représailles, mais cela n'a fait que renforcer ma conviction et ma volonté de diffuser son contenu. Je constate que des agitateurs sont encore là pour faire un sale boulot, que des écoles sont brûlées, et que les médias s'en servent pour décrédibiliser auprès de l'opinion publique, et par amalgame, la parole des professionnels et des associations de protection de l'enfance.

Brûler des écoles est une méthode inacceptable.

Mais faire peur, manipuler à l'émotionnel et au sensationnel, pratiquer des interprétations irrationnelles sont aussi des méthodes inacceptables.

Aujourd'hui, les citoyens eux-mêmes ont appris à décrypter les mécanismes de manipulations médiatiques.

Ainsi, en s'attaquant aux professionnels, au lieu de discuter avec honnêteté et rigueur de leurs arguments, cette « presse » du pouvoir se décrédibilise chaque jour davantage.

Beaucoup de citoyens, de parents, de professionnels ont étudié et compris nos arguments. Ils relaient notre travail, nos investigations, nos recherches qui sont particulièrement fouillées.

Comme me le disait l'éminent et regretté Professeur de psychopathologie Jean Louis Pedinielli de l'Université Aix-Marseille : « Réjouis-toi toujours de ce que les envieux et les calomnieurs parlent mal de toi, ils sont d'excellents relais pour faire découvrir ton travail ».

Le temps est révolu où nous étions isolés dans notre coin, car effectivement, en tant que professionnels de la psychologie et du droit soucieux de la protection de l'enfance, nous travaillons bel et bien : *en réseau*.

Et compte tenu de la gravité du sujet, pour ne serait-ce qu'un seul professionnel qui avait émis des réserves, il aurait fallu avoir la prudence : de l'écouter.

Et pour ne serait-ce qu'un seul enfant traumatisé par cette « pédagogie sexuelle », il aurait fallu avoir la prudence : d'arrêter le déploiement massif de ces « enseignements ».

Ariane BILHERAN, normalienne, philosophe, psychologue clinicienne, docteur en psychopathologie.

Pour approfondir :

Araújo-Recchia, V. 2023. *Protéger les mineurs de l'idéologie totalitaire. « Éducation sexuelle » et changement de mœurs*

Un livre sur le corpus juridique pour la protection des mineurs face à ces inflexions idéologiques.

Bilheran, A. 2017. *L'imposture des droits sexuels*, Bookelis, 5ème rééd. 2022. Préface du Pr. Judith Reisman et du Dr. Régis Brunod.

Un livre sur les textes internationaux dictant la nature des enseignements sur « l'éducation sexuelle » ou « éducation à la sexualité ».

Bilheran, A., Lafargue, A. 2013. *Psychopathologie de la pédophilie*, Dunod, 2ème rééd. 2019.

Un livre pour la protection des mineurs face aux transgressions sexuelles infantiles.

Brunod, R. 2021. *Préserver l'innocence des enfants*, Éd. Le Bien Commun.

Un livre expliquant le développement psychologique de l'enfant, et le danger que représentent ces enseignements « l'éducation sexuelle »/« éducation à la sexualité ».

Entretien d'Amandine Lafargue et de moi-même par le média belge Kairos.

Un enfant pourrait-il donc avoir un consentement à une sexualité ? Interview dans Causeur.

Le colloque du 13 mai 2023 à Paris :

Tout est résumé dans le colloque du 13 mai 2023

(<http://dondevamos.canalblog.com/archives/2023/06/12/39930039.html>) par les professionnels de santé mentale de l'enfant [...]

Post-scriptum :

En France, selon les statistiques du Ministère de la Justice (indications données par la journaliste Ceri) en 2021 on a 11 000 plaintes pour viol sur mineur et 700 condamnations.

Donc il y a une hypocrisie certaine du pouvoir politique à impulser ces programmes de « pédagogie sexuelle » issus de l'OMS auprès enfants pour les « protéger » quand 70% des plaintes sont classées sans suite et que seules 6% des plaintes aboutissent par une condamnation pour viol.

Nous professionnels de la santé mentale de mon « réseau » alertons sur le contenu du programme de l'OMS qui chapeaute ces innovations et est cité en référence (avec une reprise de son contenu) par différents gouvernements.

Nous ne jetons pas la pierre aux intervenants qui pour beaucoup sont bien intentionnés.

Mais nous avons recueilli déjà des témoignages d'enfants traumatisés.

Quid de la réelle protection de l'enfance ?

Les institutions fonctionnent-elles correctement ?

Les enseignants sont-ils formés à détecter des traumatismes ?

Nous pourrions égrener le cortège de questions : s'il s'agit réellement de protéger les mineurs, ces programmes d'« enseignements » sur la sexualité dès le plus jeune âge ne sont pas du tout adaptés (méthodes et contenus) au développement psychique des enfants, même s'ils contiennent des modules de prévention au sein du grand corpus.

19 septembre 2023

Source :

https://www.arianebilheran.com/post/le-degr%C3%A9-z%C3%A9ro-du-r%C3%A9seau-ma-r%C3%A9ponse-%C3%A0-la-rtbf-radio-tv-belge-de-la-f%C3%A9d%C3%A9ration-wallonie-bruxelles?utm_campaign=6357d14d-5db7-4e29-8ba3-f8d5cb61d099&utm_source=so&utm_medium=mail&cid=b1395782-50d1-426c-9841-f49517591873

<https://echelledejacob.blogspot.com/2023/09/ariane-bilheran-le-degre-zero-du-reseau.html>

Ces trolls qui contrôlent le récit dans les médias et sur internet

Comment dépister les robots, bots, « otaries » et autres nuisibles qui cherchent à neutraliser les infos dérangeantes.



(D'après un épisode de Solution's Watch de James Corbett)

Soyons honnêtes : les commentaires en bas des vidéos ou des articles sont souvent mauvais. Mais qui peut dire s'ils sont réels ? Et quelle est la solution à ces messages désastreux ? Ne pas lire les commentaires, bien sûr. Mais ceux qui s'aventurent sur ces champs de bataille publics doivent au moins connaître les différentes tactiques employées par les trolls, les bots, les espions et les « otaries » qui cherchent à inhiber leurs pensées et leurs actions.

Trafic de robots

Les commentaires peuvent être une source très riche d'information complémentaire, en particulier sur des sujets controversés, et cette section tend à gagner en importance par rapport au contenu principal de la publication. Mais il n'est pas rare d'y trouver une pléthore de propos diffamants, comme par exemple des expressions antisémites, obscènes ou insultantes. Bien que la plupart des créateurs de contenus aient pris l'habitude de ne pas y attacher trop d'importance, cela peut avoir un sérieux impact sur le partage de la vidéo ou sur le taux d'abonnement à la chaîne.

La première question est de savoir si les commentaires en question proviennent de véritables internautes ou s'ils sont générés par un algorithme. D'après un article de Tech Radar, analysant un rapport sur les bots, 47% du trafic du web serait dû – par définition, serait-on tenté de dire – à des robots, un chiffre qui augmente d'environ 5% par an, alors que le pourcentage trafic dû aux humains se réduit chaque année. Et près de 30% de ces « bots » sont malveillants.

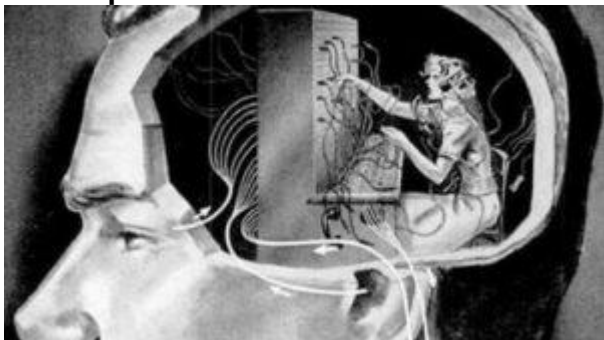
Le trafic bot n'est pas négatif en soi, puisqu'il est essentiel pour les assistants numériques, les moteurs de recherche et compagnie, mais il contient malheureusement une multitude de « bad bots ». Ceux-ci vont par exemple cibler les sites web et les applications mobiles avec des campagnes de « web scraping » (extraction d'information des sites), de data mining (extraction de données), mener des attaques directes sur les sites ou des chaînes de diffusion, ou détourner les transactions bancaires.

Certains bots ont des cibles spécifiques et sont dirigés par des agents des services de renseignements désignés pour « lutter contre la désinformation en ligne ».

Pour éviter le trafic de robot, de nombreux sites utilisent des applications qui obligent les utilisateurs à s'identifier comme « humain », et leur demandent d'exécuter un petit test visuel ou auditif. Mais il est difficile d'appliquer ceci à la section des commentaires ou aux conversations de groupe dans les applications de chat. Une parade des créateurs de contenus qui sont trop souvent attaqués, est de publier leurs contenus sur

différentes plateformes, en activant la section des commentaires d'un côté, en la désactivant de l'autre, et en mentionnant partout les liens vers les publications alternatives.

Techniques de trolls



Ce n'est pas un fantasme : l'une des missions des services de renseignements est de contrôler le récit dans les médias et sur les réseaux sociaux, puisque le contrôle de l'opinion publique par la fabrique du consentement ou la censure sont les éléments clés de toute stratégie politique. La bataille qui a lieu entre le commissaire européen Thierry Breton et le patron de X/Twitter Elon Musk pour contrôler les informations sur la guerre entre Israël et Gaza en est bien la preuve. Tout comme la censure du candidat aux présidentielles Robert Kennedy Jr, le scandale des « fact checkers » payés par le fonds Marianne ou le fait que la Cour Suprême américaine soit amenée à se prononcer sur l'ingérence de la Maison Blanche dans le contrôle des réseaux sociaux.

Il y a donc des trolls payés par le contribuable en plus des harceleurs « naturels ». Ces agents sont mandatés pour contrôler le récit, infiltrer les groupes et neutraliser les informations trop dérangeantes. Ils opèrent avec de multiples identités en simultané et sur diverses plateformes, afin de polluer et d'interrompre la conversation ou d'influencer le discours. On trouve une description intéressante de certains de leurs procédés dans un document intitulé *The Gentle Person's Guide to Forum Spies* du site Cryptome.org (un site proche de Wikileaks) qui se réfère aux méthodes de Cointelpro.

Cointelpro est apparemment un programme disruptif des services secrets américains dont l'objectif est la dilution, le détournement ou la prise de contrôle d'un forum ou d'un lieu de discussion sur internet, typiquement une section de commentaires.

Parmi les techniques utilisées, l'on note en premier lieu le fait de bombarder une info importante par une succession rapide d'autres messages, afin de la faire « descendre » dans la liste des messages et de la rendre moins visible.

Il y a ensuite « la fragilisation du consensus ». Il s'agit de poster une opinion contraire, en démarrant avec une suggestion plutôt faible, sans beaucoup d'arguments, mais que l'on viendra progressivement renforcer sous d'autres noms d'utilisateurs, afin que le lecteur ait vraiment l'impression qu'une contre-argumentation s'élabore progressivement pour renverser le consensus qui régnait auparavant.

La « dilution » de la thématique est une autre technique, qui consiste à constamment emmener les lecteurs sur des sujets secondaires, des voies de garage, pour leur faire perdre du temps et les maintenir dans l'inaction. À la longue, ceci poussera les utilisateurs productifs à désertir le forum, tandis que les autres passeront de l'analyse des faits pertinents au mode du « bavardage ».

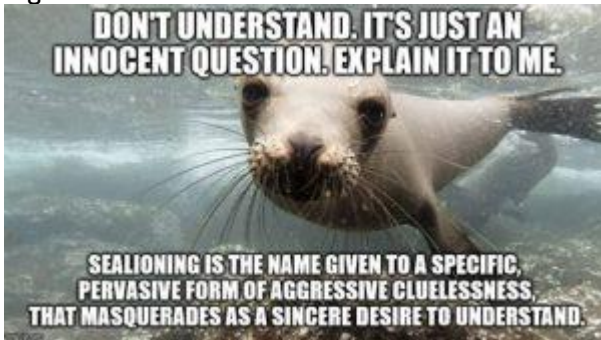
L'agent en profitera pour collecter des informations dans le groupe en commençant par parler de ses propres intérêts. Par exemple en posant une question telle que : quel système utilisez-vous pour protéger votre vie privée ? Ou bien, où trouvez-vous vos ressources ? voire même des questions concernant la vie personnelle des internautes.

Une autre tactique récurrente est la discussion violente entre deux identités contrôlées par l'agent « troll ». Lorsque les autres prendront part à la discussion enflammée, ils diront probablement des choses qui dépassent leur pensée, mais que l'on pourra ensuite retenir contre eux, par exemple des insultes, ou des incitations à la haine et à la violence.

Démolir l'argumentation

Les techniques les plus utilisées pour démolir une argumentation solide sont les suivantes : dévier l'attention de la thématique vers ceux qui sont impliqués ou qui l'exposent : lynchage, moquerie, insultes ou indignation,

il y a généralement tout un registre émotionnel qui est déployé pour détourner l'attention du véritable argument.



Une autre méthode pour interrompre le discours, que l'on détecte moins facilement, est la « technique de l'otarie ». Elle consiste en un harcèlement poli et « ingénu » à force de demandes répétées. Il s'agira par exemple de contester chaque affirmation en demandant de « fournir des preuves » que l'on invalidera ensuite à l'infini. Cela peut aussi être des questions secondaires auxquelles il faut toujours répondre, ou une demande constante d'entamer un débat inutile. L'objectif est de faire perdre patience à l'internaute et aux lecteurs, en poussant à l'énerverment ou à l'abandon de la conversation. Comme toujours avec les trolls, la meilleure attitude est de dénoncer leur action avant de cesser de répondre.

Pour neutraliser ce travail de sape, il faut avant tout prendre conscience de l'existence de ces techniques. Le mieux est alors de les dénoncer sur le lieu de discussion. Il n'est pas nécessaire de savoir s'il s'agit d'une véritable infiltration ou si l'on est en présence de saboteurs spontanés. L'important est surtout de montrer que ces interactions sont contre-productives, et qu'il ne faut pas tomber dans ce piège.

En somme, rester attentif à la manière dont les conversations se déroulent permet déjà de recentrer sur le fondement de sa propre opinion. Dans quelle mesure et par quel biais notre attention a-t-elle finalement été déviée vers des sujets secondaires ou des conclusions erronées ? Et quel impact cela peut-il avoir sur nos actions ? Car il faut se rappeler que ces techniques sont avant tout utilisées pour désarmer les arguments et les personnes qui pourraient provoquer un changement concret dans l'organisation sociale, en prenant par exemple une action politique ou en recourant aux tribunaux.

Et finalement, avant même de soupçonner les participants à la conversation d'être d'infâmes agents à la solde des pouvoirs en place, il faut aussi se demander dans quelle mesure l'on est soi-même susceptible d'utiliser inconsciemment ces techniques peu louables. Après tout n'est-ce pas là l'attitude du véritable gentleman ?

23 octobre 2023 ·

<https://www.covidhub.ch/guide-gentleman-trolls/>

Un parallèle « faux et dégueulasse »

Vendredi 10 novembre 2023, journée ordinaire à la télévision française : Bernard-Henri Lévy assure la promotion d'un de ses documentaires (et de lui-même) : *L'Ukraine au cœur* doit être diffusé sur France 2 quatre jours plus tard. Le réalisateur est invité sur France 5, dans l'émission « C à vous ». Avec lui, la concurrence des chaînes est suspendue. On verra « BHL » sur LCI le lendemain, sur CNews le jour suivant. Et ailleurs aussi. Partout. Comme d'habitude.

Sur « C à vous », ça ronronne. Tels des attachés de presse, les journalistes Anne-Élisabeth Lemoine, Émilie Tran Nguyen et Patrick Cohen intercalent les compliments (« résumé brillant », « scène bouleversante ») et les « questions » qu'on croirait rédigées par leur idole : « *Qu'est-ce qui vous pousse à prendre ce risque ?* » Mais, ce soir-là, l'actualité est davantage palestinienne qu'ukrainienne. La ville de Gaza ressemble à Marioupol, une cité détruite par les bombardements russes après que Moscou eut prétexté que ses défenseurs comptaient dans leurs rangs des combattants néonazis. A priori, le parallèle entre Israël et la Russie semblerait donc plus logique que celui entre l'Ukraine et Israël. Pas pour Bernard-Henri Lévy.

« *Poutine n'est pas étranger à la guerre déclarée par la Hamas à Israël* », lance-t-il. Et dans la mesure où Gaza paraît reléguer Kiev au second plan, « *que [mon] film passe mardi est une manière de résister à cette loi de l'oubli, d'autant qu'au fond Gaza et l'Ukraine, l'Ukraine et Gaza, c'est extrêmement lié* ». Au moment de cet échange, l'armée israélienne a déjà tué plus de dix mille civils palestiniens. « C à vous » préfère néanmoins enchaîner sur les actes antisémites en France.

Sur LCI, en revanche, on interroge « BHL » sur les crimes de guerre en cours à Gaza. Sans user bien entendu de cette formulation discourtoise que cette chaîne réserve aux adversaires de l'Occident. La réponse ne surprend pas : « *Le 9 ou le 10 octobre, l'armée israélienne a exhorté la population de Gaza à bouger. Donc on n'a pas bombardé des civils : on a bombardé des cibles militaires et on a atteint des civils que la Hamas empêchait de bouger.* » En vérité, les Palestiniens ont énormément « bougé », puisque plus de la moitié de la population de l'enclave a fui vers le sud du territoire pour tenter d'échapper, souvent en vain, aux bombardements israéliens.

Sur CNews, le journaliste Frédéric Taddeï a également invité Bernard-Henri Lévy à télévendre son documentaire de propagande en faveur de l'Ukraine. Mais lui le bouscule un peu : « *Vous dites : "Quel genre de barbare faut-il être pour bombarder une école ?" C'est ce que disent les ennemis des Israéliens après une frappe à Gaza.* » L'influenceur de « Tsahal » se récrie : « *Le parallèle entre les Russes et les Israéliens est faux et dégueulasse. Il y a deux différences. L'école à Gaza, il y a un centre de commandement du Hamas. Deuxième différence : les Israéliens ont pris soin d'adjurer les parents d'évacuer les enfants.* » En somme, les parents sont responsables des bombes qui tuent leurs enfants dans les écoles alors que les pilotes des avions israéliens qui les larguent en sont innocents, tout comme les ministres qui le leur ordonnent (1).

Quelques jours après cet échange, le *New York Times* fait savoir que, d'après les statistiques de l'Organisation des Nations unies (ONU), « *le nombre d'enfants tués à Gaza depuis six semaines est très supérieur aux 2 985 enfants qui ont péri dans toutes les principales zones de conflit de l'année écoulée, y compris en Ukraine* ». Les Nations unies, justement, ont programmé le 6 décembre, à 18 h 30 à New York, le documentaire de Bernard-Henri Lévy sur la guerre d'Ukraine, diffusé aux États-Unis sous le titre « *Gloire aux héros* ». La projection a pour puissances invitantes les délégations permanentes de la France et de l'Ukraine à l'ONU. Un débat doit suivre. On ne sait pas encore si le réalisateur pourra résister à la tentation d'élargir la notion de « héros » aux soldats israéliens qui ont détruit Gaza.

Serge HALIMI (Monde diplomatique, décembre 2023)

(1) Bernard-Henri Lévy, « Pourquoi je soutiens Israël », *Le Point*, 23 novembre 2023. Lire aussi notre dossier en ligne « L'imposture Bernard-Henri Lévy ».

Les chaînes d'opinion en France : le cas de CNews

Depuis quelques années, le paysage audiovisuel français est marqué par l'émergence de chaînes d'opinion, dont CNews est l'exemple le plus emblématique. Cette chaîne, initialement lancée en 2005 sous le nom de I-Télé, a été rachetée en 2016 par le groupe Vivendi, dont le PDG, Vincent Bolloré, est connu pour ses positions conservatrices.

Sous la direction de Bolloré, CNews a progressivement adopté une ligne éditoriale très ancrée à droite et conservatrice. Les programmes de la chaîne sont souvent marqués par une opposition frontale aux idées de gauche et de progressisme. Les chroniqueurs et intervenants de CNews sont souvent des personnalités controversées, connues pour leurs opinions tranchées.

Cette évolution de la ligne éditoriale de CNews a été critiquée par de nombreux observateurs, qui accusent la chaîne de faire le jeu de l'extrême droite et de l'identitaire. En effet, CNews donne régulièrement la parole à des personnalités d'extrême droite, comme Éric Zemmour ou Jean-Marie Le Pen. La chaîne diffuse également des reportages et des émissions qui accusés de véhiculer des discours haineux et discriminatoires. En 2022, CNews a dépassé pour la première fois BFMTV en termes d'audience. Cette évolution est révélatrice de l'importance croissante des chaînes d'opinion en France. Ces chaînes, qui proposent une vision du monde souvent radicalisée, attirent un public de plus en plus large.

Les enjeux des chaînes d'opinion

L'émergence des chaînes d'opinion pose un certain nombre d'enjeux. Tout d'abord, elle contribue à la fragmentation du paysage médiatique français. Les chaînes d'opinion proposent une vision du monde souvent unilatérale, ce qui peut conduire à une polarisation de l'opinion publique.

Ensuite, l'émergence des chaînes d'opinion pose la question de la liberté d'expression. Certains observateurs accusent ces chaînes de véhiculer des discours haineux et discriminatoires. Ces accusations ont été portées devant la justice, qui a condamné CNews à plusieurs reprises pour des propos discriminatoires.

Enfin, l'émergence des chaînes d'opinion pose la question de la responsabilité des médias. Les chaînes d'opinion ont un rôle important à jouer dans la formation de l'opinion publique. Il est donc important qu'elles respectent les règles de la déontologie journalistique et qu'elles évitent de diffuser des discours haineux ou discriminatoires.

Conclusion

Les chaînes d'opinion sont un phénomène nouveau en France, qui pose un certain nombre d'enjeux. Il est important de suivre de près l'évolution de ces chaînes afin de garantir le respect de la liberté d'expression et de la déontologie journalistique.

Yves GUÉCHI
30 novembre 2023

URL de cet article 39163 : <https://www.legrandsoir.info/les-chaines-d-opinion-en-france-le-cas-de-cnews.html>

Comment Publicis et la Knight Foundation contrôlent la presse mondiale



NewsGuard, qui contrôle et note la presse internationale, n'est pas une association à but non-lucratif, mais une entreprise prospère¹.

Elle compte parmi ses conseillers :

- ▶ Anders Fogh Rasmussen, ancien secrétaire général de l'Otan et actuel conseiller du président ukrainien Volodymyr Zelensky ;
- ▶ Michael Hayden, ancien directeur de la CIA ;
- ▶ Tom Ridge, ancien secrétaire à la

sécurité de la Patrie ;

- ▶ Richard Stengel, ancien sous-secrétaire à la Diplomatie publique (Propagande) ;
- ▶ Jimmy Wales (alias Jimbo Wales), co-fondateur de Wikipedia.

Nous avons donc mis en garde contre les a priori politiques de NewsGuard².

Cependant au cours de la pandémie de Covid, NewsGuard a sévèrement réprimé les sites d'information qui critiquaient les mesures gouvernementales.

Les puissances politiques qui se cachent derrière NewsGuard, mais que l'on peut identifier aisément au travers de son Comité de conseillers, font financer leur croisade par des puissances capitalistes amies.

Les deux principaux actionnaires de NewsGuard sont Publicis et la Knight Foundation.

▶ Le groupe publicitaire international basé à Paris, Publicis, a pour actionnaire majoritaire la philosophe féministe Elisabeth Badinter (avec 7,10 % des actions). Son directeur, Arthur Sadoun, est l'époux de la présentatrice vedette de France2, Anne-Sophie Lapix.

▶ La Knight Foundation est une fondation philanthropique qui subventionne des médias et des centres d'art. Elle diffuse gratuitement aux journalistes des notes sur les discours hygiénistes à tenir.

Le Groupe Publicis représentait les grands laboratoires pharmaceutiques, dont Pfizer, qui vendaient des médicaments à l'ARN messager, appelés communément « vaccins ».

La Knight Foundation avait accès au portail secret de Google, situé en Indonésie et géré par les islamistes de Mafindo³. Elle pouvait donc scruter la progression des informations sur Internet relatives à la pandémie.

Les actionnaires ont donc doublé les politiques qui les avaient sollicités. Ce sont eux qui ont censuré les sites internet (dont Voltairenet.org) mettant en évidence la filière du Dr. Fauci au laboratoire de l'OMS à Wuhan, l'inanité des confinements de personnes saines, les effets secondaires des prétendus vaccins et informé sur les autres médicaments disponibles.


VOLTAIRENET.ORG
21 novembre

Notes :

1. « NewsGuard's 'real news' seal of approval helps spark change in fake news era », Kenneth Li, February 1, 2019.
2. « L'UE, l'Otan, NewsGuard et le Réseau Voltaire », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 5 mai 2020.
3. « Comment l'information sur la Covid-19 a été censurée mondialement sur les réseaux sociaux », Réseau Voltaire, 17 décembre 2022.

<https://fr.sott.net/article/42872-Comment-Publicis-et-la-Knight-Foundation-contrôlent-la-presse-mondiale>

NewsGuard un site qui pratique la désinformation selective et ciblée à des fins commerciales ?

 **NewsGuard** Désinformateur Sélectif



Soyez vigilant, ce site web ne respecte pas plusieurs principes journalistiques de base. Créateur de FakeNews

Le site de News Guard, un site censé protéger les internautes des fraudes à l'information ne valide pas et ne vérifie pas les informations. Evaluation basée sur l'article fait sur FranceSoir


Score: 45/100

[Voir l'étiquette nutritionnelle complète →](#)

NewsGuard un site qui pratique la désinformation sélective et ciblée à des fins commerciales ? ©FranceSoir

Le 30 juin 2020, NewsGuard (NG) émettait une opinion sur le média FranceSoir.fr, sans nous avoir appelés au préalable. Cette information étant reprise sur les réseaux sociaux. La société NG ne mesurait probablement pas ce qu'elle faisait.

« Le site de France Soir, un ancien grand journal national qui a été relancé en ligne en 2015, et qui a publié des allégations non fondées sur la pandémie de Covid-19 », écrit par NG.

 et 100 autres personnes ont aimé un Tweet qui vous mentionne.

Le site @france_soir, ancien journal prestigieux devenu "média collaboratif" a été réévalué aujourd'hui par @NewsGuardRating et déclassé à "rouge" notamment pour avoir publié des "allégations non fondées sur la pandémie de COVID-19." pic.twitter.com/gOsFp96MU2

Tout d'abord, nous sommes ravis de faire l'objet d'études ou d'observations de médias tiers quand celles-ci nous donnent l'opportunité de répondre et de nous améliorer. Cependant, même si c'est ce qui est annoncé sur le site de cette société, ce n'est visiblement pas la pratique de ladite société qui a publié des informations erronées, démontrant une fois encore qu'il est plus facile de s'attaquer à la forme de l'information publiée que de s'atteler à aller chercher les informations à la source.

Asymétrie de traitement des divers sites de média, asymétrie de traitement de l'information

Après coup, nous avons eu l'occasion de parler avec la société pour faire part à ses représentants d'éléments fondamentaux manquant à leur analyse. Tout d'abord, on peut questionner le choix des articles sur lesquels les critiques portent, ou encore essayer de relativiser l'importance de cette information. Voici un exemple que nous avons pris et que nous leur avons soumis sans obtenir de réponse :

« Comment laissez-vous des médias passer sous silence pendant des jours la problématique du *Lancet*, qui a influencé des gouvernements d'une grande partie de la planète pour vous focaliser sur des points d'une moindre importance ? ».

Nous aurions pu donner de nombreux autres exemples.

Avant de publier des informations qui auront des conséquences importantes, un simple appel aurait suffi. NewsGuard ne nous pas appelé, car Mme Labbe (Rédactrice en Chef Europe) déclare, qu'elle n'a pas trouvé de numéro de téléphone. La société a pourtant publié son rapport avec une pièce jointe contenant le téléphone du directeur de la publication !

Est-ce si difficile de lire un document que l'on met en pièce jointe de son rapport pour trouver un téléphone ?

Des évaluations incomplètes et erronées

NewsGuard commence son rapport par une erreur de nature juridico-légale, tellement facile à éviter qu'une simple recherche internet ou un appel téléphonique aurait suffi à valider l'information.

Peu rassurant pour la suite de l'analyse.

« *France Soir appartient à Shopper Union France, filiale de la société France Soir Groupe, dont la maison mère se trouve à Paris, et qui est cotée en bourse sous le nom Mutualize Corp... Xavier Azalbert, directeur de la publication de France Soir... d'après Libération* », écrit NG.

Ce qu'il aurait été correct de dire, c'est que www.francesoir.fr est édité par la société Shopper Union France. Il n'est pas possible pour NG de titrer que FranceSoir appartient à Shopper Union France. Une simple vérification sur le site de l'INPI aurait pu éviter cette erreur malencontreuse. De même, FranceSoir Groupe n'est pas coté en Bourse sur le nom Mutualize Corp, mais sous le nom FranceSoir Groupe ! NG tire aussi ces informations sur Xavier Azalbert de *Libération*, c'est incroyable qu'un site d'analyse de contenu ne croise pas ses sources pour les valider avant de les utiliser à des fins de diffamation soft à grand renfort de sous-entendus. N'est-ce pas ici en soi un potentiel conflit d'intérêts ?

Ou vu autrement un simple manque de professionnalisme quand il s'agit de valider des informations.

« *Le site avait quatre journalistes à plein temps jusqu'en octobre 2019... Depuis, le site s'appuie sur des articles écrits par des contributeurs, anonymes pour certains* », écrit NG.

Cette phrase peut être considérée comme erronée et comme une fausse présentation de l'activité de FranceSoir. NG qui prétend évaluer le bien-fondé des sources des informations ne cite pas la source de la phrase ci-dessus. NG évoque l'anonymat des contributeurs sans mentionner que de nombreux médias en France ne publient pas les noms de leurs « contributeurs » et cela est tout à fait normal et permet, n'en déplaise à NewsGuard, de préserver la liberté de la presse.

L'anonymat n'est pas proscrit par la loi et justement cela répond à des demandes émanant des rédacteurs eux-mêmes afin d'éviter certains biais potentiels dans la présentation de l'information. Par exemple des pressions peuvent être exercées sur des auteurs d'articles qui ne vont pas dans le sens de la doxa admise dont NewsGuard s'érige en gardien.

« *Avant que ses employés soient licenciés en octobre 2019, le site publiait en général des informations exactes et bien sourcées. Toutefois, une analyse du site réalisée par NG en juin 2020 montre plusieurs articles relayant des allégations non fondées sur la pandémie de Covid-19* », écrit NG.

Ici encore, évaluation non fondée. Aucune analyse de ce qu'il se passait auparavant n'est d'ailleurs fournie. NG a-t-il seulement recueilli la moindre information objective quant aux pratiques observées sur FranceSoir, « en général », par le passé ? D'ailleurs, NG fait une nouvelle déclaration mensongère en mélangeant le concept d'employé et de site. La société Shopper Union France editrice de www.francesoir.fr n'a pas licencié de salariés.

De plus, NG se focalise sur des éléments très subjectifs qui, selon eux, permettent de jeter le doute sur la crédibilité de l'ensemble d'un article.

Cependant nous aimons bien les détails car souvent le diable s'y trouve.

Sur le reste des éléments dans leur analyse :

- **S'agissant de l'interview de Silvano Trotta** : en premier lieu les propos reflètent les dires de M. Trotta et ont été validés par lui comme nous le faisons pour d'autres interviews sensibles. De plus, rien ne nous obligeait à mentionner le nom de l'intervieweur. Nous apprenons ce 30 juin, que le Dr. Paliard Franco dont certains propos ont été repris par M. Trotta dans son entretien, a été contactée par NG ; et que ses propos ont été pris hors de contexte par M. Trotta. À ce jour soit 21 jours après la publication, nous n'avons reçu aucune demande de corrections de qui que ce soit. Si les propos de M. Trotta étaient vraiment incorrects nous n'avons aucun doute que Mme Paliard Franco nous aurait demandé de les modifier. Il s'agit donc ici de *pinailage*.

- **S'agissant des mesures du confinement** : l'analyse réalisée avec le Docteur Delépine est complète et présente une autre vision des choses que celle évoquée dans *Nature* par l'Imperial College d'un certain Neil Fergusson ayant au passage fourni des prévisions sur les dernières épidémies qui se sont toutes révélées fausses ; informations sur la base desquelles nos gouvernements ont pris des décisions drastiques de santé publique ; informations qui ont été décriées par un groupement de docteurs et chercheurs brésiliens dans une interview que nous avons publiée. Rappelons à nouveau l'affaire de la fraude scientifique publiée dans *The Lancet*, et toutes les questions méthodologique et éthiques révélées par les études en cours. De

plus, cet article a aussi fait l'objet d'un complément en réponse à la vérification faite par Le Monde. Enfin, il n'est pas pareil de conclure que le confinement a permis d'éviter 3.1 millions de morts (article de *Nature*) que de dire que c'est une aberration économique, humaine et sociale (conclusion de *FranceSoir*). Il suffit d'ouvrir les yeux : de nombreux médias et observateurs se posent des questions légitimes sur les effets du confinement. *Analyse parcellaire sous couvert de fact-checking*.

- **Un virus Covid synthétique hautement pathogène créé à Wuham.** Cet article, écrit et signé par un Ph. D, ancien chercheur scientifique et rédacteur médical avec 30 ans d'expérience scientifique, parle d'un virus de type Covid et non du Covid-19. Le reste de l'article est d'une très grande exactitude et incontestable reprenant des éléments d'information scientifiques en accès libre sur internet, publiés dans un journal affilié à *Nature* sur la recherche conduite dans le laboratoire P4 de Wuham en collaboration avec l'université de Chapel Hill en Caroline du Nord. *FranceSoir* s'interroge donc sur le fait que les Français soient tenus à l'écart d'informations de cette nature frappées du sceau de l'irréfutabilité. Il est troublant de constater que *NewsGuard* essaie plutôt de décrédibiliser cet article, non pas sur le fond, qu'il évite soigneusement de mettre en cause, mais sur la forme en prétendant que l'article essaierait d'insinuer une confusion avec le Covid-19 dans l'esprit du lecteur. Ce qui est totalement faux, car l'article explique que le virus synthétique Covid créé est un hybride entre le virus SARS de 2003 et un virus de chauve-souris fer à cheval chinoise. L'article de *FranceSoir* analyse cette situation en suggérant que la recherche effectuée en 2015 n'est peut-être pas étrangère à cette joute verbale entre la Chine et les États-Unis.

Pourquoi un chercheur, qui est « au fait de ce qu'il se passe » dans les laboratoires de biologie cellulaire ne devrait-il pas émettre cette question. Les échanges récents entre Pékin et Washington ne sont pas des modèles d'information et il est légitime de se poser des questions quant à la « potentielle désinformation » pour raisons géostratégiques.

- **Sur la partie information :** il aurait été aisé de constater que *FranceSoir* a été repris de nombreuses fois dans la presse, sur *Cnews*, *BFM*, *ParisMatch* et d'autres publications à l'étranger.

- Pour ce qui est des contributeurs : au risque de nous répéter, ils ont parfaitement le droit de rester anonymes ou de choisir de signer de leurs noms quand l'information rapportée est d'une importance qui le justifie comme c'était le cas pour l'article sur le Covid synthétique qui déplaît tant à *NewsGuard*. Ce n'est pas *FranceSoir* qui l'a demandé, mais l'auteur lui-même pour renforcer la crédibilité de son propos, car il savait que cette information, si elle n'était pas rapportée de façon assumée, serait automatiquement labellisée *fake news*. *Mais, FranceSoir saura aussi le cas échéant garantir l'anonymat de ses sources pour protéger ses contributeurs* (comme l'y autorise la loi sur la liberté de la presse et le secret des sources de 1881).

Trop d'imprécision et de pinailage nous semble-t-il.

Que se passerait-il si nous devions faire une analyse de *NewsGuard* et l'évaluer en utilisant ses propres critères ?

Tout d'abord, nous observons que selon un article de *La Tribune*, *NewsGuard* est une startup de notation des médias créée aux États-Unis dans l'espoir de lutter contre les *fake news*. Les actionnaires majoritaires sont Steven Brill et Gordon Crovitz, co-fondateurs de *NewsGuard*. Parmi les autres investisseurs, se trouve notamment le groupe publicitaire français *Publicis*. « Lancée il y a un an aux États-Unis, la jeune pousse propose une extension de navigateur permettant de noter les sites d'information pour y apposer un label. Après s'être déployé au Royaume-Uni, en Italie et en Allemagne depuis le début de l'année, *NewsGuard* s'est lancé en France mercredi 22 mai, à l'approche des élections européennes. » (*La Tribune*).

Publicis est nommé comme le 3ème actionnaire de *NewsGuard*. En regardant l'actionnariat de *Publicis*, on retrouve le nom de *The Vanguard Group* avec 2.74%. Cette même société est le plus gros actionnaire de *Gilead* à hauteur de 8%.

Nous voyons donc que *NewsGuard* n'est ni plus ni moins qu'un outil de contrôle des nouvelles et des analyses de l'information. Cela ne nous étonne guère de la part de nos amis transatlantiques dont la motivation principale consiste trop souvent à appliquer aux autres ce qu'ils n'aimeraient pas qu'on leur fasse.

Rappelons que la liberté absolue de la presse est justement la marque des pays anglo-saxons et en particulier des USA.

Donc, les États-Unis proposent aux Européens de se plier à une gymnastique d'autocontrôle et d'autocensure digne de la Chine.

Il y a là nous semble-t-il, avec la multiplication inquiétante de médias tels que *ConspiracyWatch*, le service *CheckNews* de *Libération* et *NewsGuard*, un désir récurrent de brider l'information qui s'apparente aux pratiques des régimes totalitaires d'un genre nouveau, ceux qui s'installent de façon soft étape par étape, en avançant sous le masque de la vertu car tout le monde est contre la désinformation de bonne foi. *Le but des médias de*

vérification de fakenews est-il d'engendrer le renoncement des médias indépendants à produire une information de qualité ? Ces médias de « validation » de l'information utilisent des logiciels à base de réseaux de neurones artificiels pour reconnaître automatiquement toute nouvelle divergente. Ces systèmes pourraient leur permettre ensuite d'écrire rapidement des articles à charge, en ciblant les analyses particulièrement gênantes comme l'article sur le virus Covid synthétique.

Ils donnent l'impression de fournir un gros travail de lecture et d'analyse, mais en réalité il n'en est rien.

Pour finir, avant de rendre avec un brin d'humour la pareille à NewsGuard en ce qui concerne l'évaluation chiffrée de ses performances en matière d'éthique, rappelons la charte de Munich du journalisme en Europe, édictée en 1971 :

« Le premier article des devoirs, le plus important, souligne qu'un journaliste salarié ne doit pas hésiter à prendre des risques pour respecter la vérité, le 10e rappelant qu'il travaille sous l'autorité exclusive des responsables de sa rédaction. »

Nous concluons que la notation de NG, ou de tout autre média de contrôle de l'information, est en contradiction totale avec la liberté de la presse en Europe. Ce n'est pas très sérieux, bien peu confraternel et assez malveillant.

Afin de ne pas perdre de temps ultérieurement dans des réfutations longues et stériles nous notifions NG et consorts que cet article vaut également pour réfutation des possibles accusations ultérieures dont FranceSoir ferait l'objet. Il sera republié automatiquement avec un avenant de quelques lignes seulement pour réfuter chacune des nouvelles attaques pour fake news.

Nous avons averti NG de cet article et demandé à parler aux CEOs de la société avant publication. Ces derniers n'étaient pas disponibles.

NewsGuard

FranceSoir



Soyez vigilant, ce site web ne respecte pas plusieurs principes journalistiques de base

Le site de News Guard, un site censé protéger les internautes des fraudes à l'information ne valide pas et ne vérifie pas les informations. Evaluation basée sur l'article fait sur FranceSoir

Score: 45/100

[Voir l'étiquette nutritionnelle complète →](#)

CRÉDIBILITÉ

- ✘ Ne publie pas d'informations erronées de manière répétée
- ✘ Recueille et présente l'information de façon responsable
- ✘ Corrige et clarifie régulièrement les erreurs
- ✘ Gère de manière responsable la différence entre informations et opinions
- ✘ Évite les titres trompeurs
- ✘ Évalue la pertinence des informations sur tous les sites

TRANSPARENCE

- ✔ Le site web rend publiques les informations de propriété et de financement
- ✔ Indique clairement les publicités
- ✔ Indique qui est responsable des contenus et tous conflits d'intérêts possibles
- ✘ Le site fournit des informations sur les créateurs de contenus

Crédibilité de la société NG

- Ne diffuse pas régulièrement de contenu erroné : Le site ne produit pas de façon répétée des histoires qui se sont avérées être clairement et nettement fausses, par l'analyse de journalistes de NG ou d'ailleurs, sans avoir été corrigées rapidement et de manière visible. (22 points. Une étiquette dont le score est inférieur à 60 points reçoit une notation rouge.). → Nous attribuons la note de 5 sur la base de ce qui a été publié sur FranceSoir, le site NG publie du contenu erroné ne validant pas les informations de base.

- Rassemble et présente les informations de façon responsable : Les fournisseurs de contenu présentent généralement les informations avec justesse et précision. Ils s'appuient sur plusieurs sources, de préférence sur celles qui présentent des informations directes et de première main sur un sujet ou un événement, ou des sources d'actualité de seconde main crédibles, et ils n'altèrent ni ne déforment grossièrement des informations pour créer un débat ou un rapport sur un

sujet. (18 points) → Nous donnons 5 juste sur la forme, car les informations présentées manquent de source, ou les sources ne sont pas vérifiées par des éléments externes.

- Corrige ou clarifie régulièrement les erreurs : Le site indique clairement comment signaler une erreur ou soumettre une plainte à la rédaction, a des pratiques efficaces pour publier les clarifications et corrections, et indique les corrections de manière transparente. (12,5 points). → 5 encore, car le process a fait que sur

l'article de Francesoir, NG a préféré publier que vérifier. FranceSoir pourra revoir son appréciation en fonction de la manière dont NG répond.

- Gère la différence entre informations et opinions de manière responsable : Les fournisseurs de contenu qui donnent l'impression de diffuser des informations ou un mélange d'informations et d'opinions font la distinction entre opinions et faits, et lorsqu'ils diffusent des informations, ne retiennent pas grossièrement certaines informations ou histoires seulement pour émettre leurs opinions. Les fournisseurs de contenu qui font part d'un point de vue particulier en font état. (12,5 points) → toujours 5 sur la base de l'article fait sur FranceSoir, il n'y a pas de différences car beaucoup trop d'erreurs sont faites sur les éléments factuels et du coup deviennent des opinions.
- Évite les titres fallacieux : Le site ne publie généralement pas de titres qui incluent des informations mensongères, qui sensationnalisent ou encore, qui ne reflètent pas le contenu réel de l'histoire. (10 points) → enfin un 0 sur la base de l'article fait sur FranceSoir.

La transparence de Newsguard

- Sur le site Web figurent le propriétaire et les sources de financement : Sont indiquées sur le site de façon compréhensible le propriétaire et/ou les sources de financement ainsi que toutes positions idéologiques ou politiques notables adoptées par les personnes ayant un intérêt financier important par rapport au site. (7,5 points) → 5
- Indique clairement la publicité : Le site signale clairement le contenu payant ou non. (7,5 points) → 5
- Indique qui sont les dirigeants, en listant les conflits d'intérêt possibles : Le site contient des renseignements accessibles sur les personnes responsables du contenu. (5 points) → 5
- Le site indique les noms des créateurs de contenu ainsi que leurs coordonnées ou des renseignements biographiques : Le site contient des renseignements accessibles sur les personnes produisant le contenu. (5 points) → 5

Il semblerait que la stratégie de l'entreprise soit plus de faire parler d'elle, que de vérifier les informations de manière complète et cohérente. Cependant si sa stratégie est d'utiliser les médias pour faire parler d'elle, c'est gagné.

Il n'y a pas si longtemps que cela la société Surgisphère « produisait des données sur 96 000 patients pour une étude clinique », il ne nous semble pas que NewsGuard ait mis qui que ce soit en garde, ou contre *The Lancet*, ou contre toutes les publications qui ont fait usage de l'article retiré depuis. Espérons que NewsGuard ne sera pas une autre société comme Surgisphère (Surgisphère est la société qui aurait « inventé » les informations pour la fameuse étude *The Lancet*).

La communalité d'actionnaires entre NewsGuard, Publicis, Vanguard et Gilead nous a interpellé. L'intérêt que nous avons porté à Gilead et au Remdesivir, médicament pour le Covid-19, serait-il la raison de l'empressement de NewsGuard à effectuer une réévaluation de FranceSoir ? Après le contrôle de *The Lancet* et du *New England Journal of Medicine*, Newsguard est-il le bras grand public pour peser sur les médias qui ne pensent pas comme eux ?

« Le Vanguard Group actionnaire de GILEAD tire les ficelles de Newsguard au travers de Publicis Groupe. Tous les médias qui osent soutenir les professeurs Perronne et Raoult et/ou dénoncer la mainmise de GILEAD sur les institutions dites de santé, sont systématiquement attaquées par NewsGuard/Vanguard/Gilead », nous dit une personne qui désire rester anonyme.

Nous avertissons nos lecteurs de faire attention au service offert par cette société, car il n'est ni gage ni garantie d'une information objective de qualité.

Article mis à jour le 2 juillet 2020

Pour illustrer les propos des liens qui unissent les diverses parties prenantes. Voilà la déclaration d'intérêts entre Gilead et le groupe Publicis ETO, une filiale de Publicis.

Détail des déclarations						
Date	Entreprise Emmetrice	Type Declaration	Montant Ttc (€)	Nom Prénom	Structure Bénéficiaire	Detail
2019-5-22	Gilead Sciences	Remuneration	48 600,00 -		PUBLICIS ETO	-
2018-12-6	Gilead Sciences	Convention	13 250,00 -		PUBLICIS ETO	S PRESTATIONS E
2019-1-31	Gilead Sciences	Convention	0 -		PUBLICIS ETO	S PRESTATIONS E

Xavier AZALBERT,
 Directeur de la
 Publication FranceSoir
 Publié le 01 juillet 2020

Consortium News dépose une plainte en diffamation contre Newsguard



Joe Lauria et Bruce Afran de Consortium News. ©France-Soir

ENTRETIEN - Consortium News dépose une plainte en diffamation contre Newsguard

Consortium News est un média indépendant fondé en 1995 par le journaliste d'investigation Robert Parry (1949-2018). Ce fut à l'époque le premier média d'investigation sur Internet à relayer de très nombreuses affaires sensibles. Le regretté Parry a pris très tôt conscience de la crise profonde des médias d'information américains. Aujourd'hui, Joe Lauria est le rédacteur en chef de la publication. Quelle ne fut pas sa surprise lorsqu'un jour, un site de notation de la qualité de l'information, Newsguard, vint l'interroger sur une information publiée de manière non confraternelle. La fiche Wikipedia de Consortium News fut modifiée pour refléter l'évaluation dégradée de NewsGuard. Situation similaire à celle que connut *France-Soir* avec Wikipedia en 2020.

Joe Lauria a décidé de porter plainte contre NewsGuard. Dans ce debriefing, il est accompagné de l'avocat Bruce Afran. Les deux hommes nous détaillent leur action et leur volonté d'obtenir une condamnation sévère de ces organes qui empêchent la liberté d'expression, pilier de la démocratie américaine.

Xavier AZALBERT, France-Soir
 Publié le 26 octobre 2023

Marches contre le racisme et les violences policières : l'éditocratie renverse (et piétine) l'information

Faire des violences de quelques manifestants parisiens contre une voiture de policiers en service l'alpha et l'oméga du traitement des marches contre les violences policières, le racisme systémique et les libertés publiques organisées le 23 septembre partout en France : voilà le renversement spectaculaire auquel se sont livrés les médias, audiovisuels en particulier, dans leur couverture des « événements ». Deuxième étape d'une campagne de dénigrement.

L'affaire était d'ores et déjà médiatiquement classée : la veille et l'avant-veille des manifestations du 23 septembre, lorsque ces dernières eurent la chance de figurer à l'agenda des chefferies médiatiques, entendre un intervieweur s'indigner ou interroger son invité sur autre chose que le slogan « Tout le monde déteste la police » – soit sur l'hypothétique déroulé d'une manifestation qui n'avait pas encore eu lieu – revenait à chercher une aiguille dans une botte de foin. Tels des perroquets. Partout. Sur toutes les antennes.

Des 20h à front renversé

Au soir des manifestations, les télévisions les plus suivies traitent « l'information » avec les mêmes œillères, ou plutôt les mêmes lunettes grossissantes : prenant le résiduel pour le tout, les rédactions focalisent l'écrasante (si ce n'est la totalité) de leur attention sur l'attaque d'une voiture de policiers en service par des manifestants, en marge du cortège parisien.

Au 20h de TF1, après avoir simplement cité le nombre de participants respectivement annoncés par la police et par les organisateurs, Anne-Laure Coudray en vient à ce qui est (presque) partout construit comme l'information principale : « *Et vous allez voir que la manifestation parisienne a dégénéré, quand des militants cagoulés s'en sont violemment pris à des agents. Scène d'une grande violence, que nous décryptent [nom des reporters].* » Ajoutons que sur 1 minute et 49 secondes que dure le sujet, un seul micro est tendu : c'est Thierry Clair, secrétaire général d'Unsa Police, qui attrape le pompon.

Au même moment sur France 2, la rédaction du service public réussit à faire pire. D'abord, en consacrant aux manifestations un sujet encore plus court (1 minute et 19 secondes). Ensuite, en n'annonçant aux téléspectateurs que le nombre de manifestants présents dans le cortège parisien délivré par la préfecture – « *Ils étaient 9 000 manifestants à battre le pavé à Paris d'après la police* ». Enfin, en se faisant presque une fierté de minimiser la portée politique des manifestations, comme lorsque Laurent Delahousse se contente d'évoquer « *plusieurs rassemblements [ayant] eu lieu aujourd'hui à l'appel de plusieurs collectifs contre les violences policières.* » En réalité, près de 120 cortèges, appelés par 198 organisations (syndicales, partisans, associatives, etc.). En dehors de son mépris donc, France 2 ne peut se prévaloir d'aucune valeur de service public ajoutée comparativement à TF1 : l'information est (exclusivement) cantonnée aux « *incidents [qui] ont émaillé la journée* », et si le tweet du ministre de l'Intérieur « *condamn[ant] ces violences et la haine anti-police* » a les faveurs de l'antenne, aucun organisateur, aucun porte-parole de famille de victimes ni aucun manifestant n'aura droit à la parole – pas plus qu'ils ne l'auront le lendemain (24/09), contrairement à deux représentants de la police... (Cf. en post-scriptum)

BFM-TV : l'hégémonie d'un (seul) cadrage

Dans les deux cas, un gimmick résume ce traitement à front renversé. Sur France 2 : « *La manifestation se déroule dans le calme jusqu'au moment où vers 16h30, cette voiture de police passe à proximité du cortège.* ». Sur TF1 : « *À Paris, tout se passe dans le calme... jusqu'à cet incident* ». Il en va là d'un invariant journalistique : « l'incident » emporte « le calme » sur son passage... jusqu'à totalement le recouvrir. C'est encore le présentateur de BFM-TV François Gapihan qui résume le mieux la mécanique de ce traitement médiatique. Il est 18h15, et BFM-TV interrompt pour la première fois sa couverture hypnotisée de la visite du pape :

François Gapihan : Un titre en particulier attire notre attention en cette fin d'après-midi : ce sont ces manifestations, ces marches organisées dans de nombreuses villes de France. [...] *À notre connaissance, tout s'est globalement bien passé aujourd'hui. D'abord, il faut préciser cela. Et une fois que l'on a dit cela, il faut aussi noter des violences sporadiques. On va notamment s'intéresser à ce qui s'est passé aux alentours de 16h30 boulevard de Clichy. Un véhicule de police attaqué pendant la manifestation parisienne. On regarde cette séquence et on en parle avec nos invités. (23/09)*

Le cadrage est scellé. Et à quelques accidents près, il ne variera pas. Ce que BFM-TV appelle la « *vidéo choc* » – expression reprise en titre dans de multiples bandeaux – circule en boucle, à intervalles réguliers : elle constitue le point de départ (et d'arrivée) de toute discussion autorisée. À plusieurs reprises face à Matthieu

Valet, porte-parole du Syndicat indépendant des commissaires de police, l'avocat et membre de la LDH Arié Alimi tente de s'extirper du cadrage en imposant d'autres questions [1] ou en commentant la vidéo sous un autre angle [2] que celui induit et requis par le présentateur, à savoir la condamnation des violences des manifestants. Ce qu'il réussit à faire, y compris avec brio... pendant à peine deux minutes cumulées (au cours de deux de ses prises de parole). Voilà pourquoi sur BFM-TV, l'affichage « pluraliste » n'est qu'un décor en carton-pâte : le policier nage sur le plateau comme un poisson dans l'eau, le contestataire rame pour donner à entendre son agenda.

Le dispositif est à ce point contraignant que le débat – qui n'en est donc pas un – est sans cesse réaxé vers ce que la rédaction de BFM-TV a d'ores et déjà fabriqué comme « l'événement » principal. D'une part, à travers des rappels à l'ordre de la caution contestataire (totalement isolée) en plateau :

- **François Gapihan** : [Arié Alimi], quelle est votre réaction en premier lieu à ces violences-là contre des policiers ?

- **Arié Alimi** : [...] Contrairement à ce qui avait été annoncé par le ministre de l'Intérieur et le préfet de police de Paris, tout s'est parfaitement bien passé, sauf ce moment. Et je voudrais [coupé]

- **François Gapihan** : Les autorités avaient pointé des risques de trouble à l'ordre public dans certaines villes [...]. Mais alors, votre réaction à ces violences-là.

D'autre part, à travers les multiples interruptions du plateau. Censées introduire la parole d'autres interlocuteurs, elles ne font en définitive que couper les dynamiques des argumentations en présence... pour mieux en revenir à la case départ. Louis Boyard (LFI) est-il annoncé en duplex ? Le présentateur souhaite d'abord et avant tout recueillir « [sa] réaction à cette attaque dont ont été victimes des policiers pendant la manifestation » et lui intimer de délivrer les attendus médiatiques du moment : « Je ne vous ai pas entendu dénoncer une seule fois les violences dont ont été victimes les policiers cet après-midi. » François Gapihan donne-t-il la parole au journaliste politique maison du plateau ? C'est pour que ce dernier expose « de nouvelles réactions politiques à cette attaque contre des policiers cet après-midi ». En l'occurrence, un tweet de Marine Le Pen – auquel Louis Boyard est d'ailleurs sommé de réagir.

Jusqu'à ce type de chienlit éditoriale, lorsque Emmanuelle Anizon, grand reporter à L'Obs présente en duplex, est interrogée sur le « black bloc » (depuis quelques secondes) :

François Gapihan : « Je me permets de vous couper parce que d'abord, on va retourner relativement rapidement à Marseille pour le départ du pape. Néanmoins, accueillons tout de même Laurent Nuñez. Bonsoir, vous êtes préfet de police de Paris, quelles sont les informations dont vous disposez sur cet incident ? »

L'inertie.

Il en ira strictement de même dans l'émission suivante (« 120 minutes ») : « Restez avec nous parce qu'on reviendra sur cette image qui a beaucoup choqué cet après-midi. » Et puis : « Une image impressionnante, bien sûr, regardez ! » Ou encore : « Retour sur les événements, c'est une image qui a beaucoup choqué. » Ad lib. Sur vingt minutes d'émission, Céline Verzeletti (secrétaire confédérale CGT) ne pourra développer aucun propos de fond lié aux enjeux portés par la manifestation unitaire. Elle sera en outre interrompue de manière intempestive par le consultant police/justice du plateau, Guillaume Farde, obnubilé par la présence de « slogans haineux et insultants envers la police » et autres « banderoles insultantes ».

Le lendemain matin, l'hégémonie du cadrage se confirme. Et BFM-TV a fait en sorte de se débarrasser des quelques cailloux présents la veille dans sa chaussure : s'expriment successivement sur la « vidéo choc » Ruddy Manna (syndicat de police Alliance), Sonia Fibleuil (porte-parole de la police nationale), Antoine Armand et Maud Bregeon, respectivement porte-parole et députée de Renaissance. Et à midi, les « manifestations contre lesdites violences policières », dicit l'intervieweur Benjamin Duhamel, sont abordées dès le début de la grande émission politique dominicale où est invité... Jordan Bardella (RN). Le titre du premier bandeau ? « Manif anti-police : Fallait-il l'interdire ? » La première question d'Amandine Atalaya (BFM-TV) ? « Est-ce que vous pensez qu'il aurait fallu interdire cette manifestation ? » La deuxième de Valérie Hacot (Le Parisien) ? « Dans cette manifestation, il y avait des représentants politiques, des élus de La France insoumise, des élus également d'EELV. Selon vous, ces élus, ils ont une part de responsabilité dans ce qui s'est passé en ayant participé à cette manifestation ? » [3]

Les journaux radio : entre tapage et service minimum

La recette d'une couverture un tant soit peu équilibrée n'était pourtant pas introuvable. Une fois n'est pas coutume, France Inter l'illustre dans son journal de 7h (24/09), qui réussit à rétablir une plus juste hiérarchie de l'information. Si le sujet est expéditif (1 minute et 45 secondes), les « incidents en marge des défilés parisiens » n'occupent « que » les vingt premières secondes, et la parole de manifestants est recueillie : des

porte-parole du syndicat des avocats de France et d'Attac, mais également un étudiant habitant en Seine-Saint-Denis. Dommage, toutefois, que le sujet soit totalement éclipsé du journal suivant, une heure plus tard, qui se trouve être à la fois plus long... et plus écouté.

Même remarque concernant France Info. Et si la station limite les dégâts dans son journal de 7h, ce dernier s'ouvre toutefois de manière tapageuse dans les titres « à la Une », lesquels annoncent une « voiture de police attaquée » et des « débordements ». Le reportage (1 minute et 18 secondes) donne bien à entendre des manifestants (un enseignant et une membre de la commission antiraciste d'EELV), qui marchaient, selon la journaliste, « contre le supposé racisme systémique des forces de l'ordre et les violences policières » : une précaution langagière rarement utilisée dans d'autres cas...

C'est donc évidemment loin d'être la panacée. En particulier tant la durée sommaire accordée au sujet par les rédactions empêche d'approfondir tout enjeu de fond – enjeux de surcroît maltraités par la médiatisation ordinaire. La silenciation quasi systématique des familles de victimes est également remarquable. Mais le traitement est nettement pire du côté des radios privées. RTL et RMC notamment, dont la couverture se rapproche davantage de celle des JT et de BFM-TV. Au sommaire du journal de 8h sur RTL, seule « la scène qui choque énormément ». Une minute de commentaires – dont 25 secondes accordées à Éric Henry, délégué national Alliance, aucun manifestant ne sera interrogé –, une navrante prophétie médiatique – « Emmanuel Macron sera peut-être interrogé [ce soir au 20h] sur cette image choc » – et une annonce : « Cette scène choc, elle fera sans doute réagir votre invité Stéphane, Nicolas Dupont-Aignan, président de Debout la France, invité à neuf heures moins le quart. »

Même agenda et même hiérarchisation sur RMC, où règne en maître la parole du préfet de police de Paris. Et si le « témoin » matinal de la station fait partie des organisateurs, en l'occurrence Ritchy Thibault (collectif « Peuple révolté »), il suffit d'un relevé presque exhaustif [4] des questions du journaliste Matthieu Rouault pour comprendre combien « l'information » fut libre et sans entrave :

- Qu'est-ce qui est gravissime hier ? Ce policier qui sort son arme ou le fait auparavant que la voiture de police soit attaquée ?!

- Est-ce que vous cautionnez l'attaque de cette voiture de police ?

- Est-ce que l'attaque de cette voiture est gravissime ? Attaquer une voiture de police, ce n'est pas grave ? Attaquer une voiture de police, ce n'est pas grave ? Oui ou non ?!

- La haine contre la police, vous la partagez cette haine contre la police, monsieur Thibault ?

- Très bien ! On est en 2023, vous considérez donc qu'attaquer une voiture de police, ce n'est pas grave. Est-ce que vous partagez aussi cette pancarte qu'on a vue à Besançon : « Un flic, une balle » ? Appel au meurtre des policiers. Est-ce que vous approuvez ?! Je vous pose ces questions. Vous êtes co-organisateur de ces marches, elles se sont pour la plupart passées dans le calme, il y a eu des incidents. Il est important que ce matin sur l'antenne de RMC vous preniez position sur ces incidents.

- Je vous coupe. Écoutez-les ces policiers parce qu'eux aussi sont des humains et ressentent des choses quand ils encadrent vos manifestations et qu'ils entendent des slogans du type « Tout le monde déteste la police ». Matthieu Valet, qui est porte-parole du syndicat indépendant des commissaires, était à votre place hier matin. [Extrait sonore] Est-ce que vous pensez à ces policiers, aux individus qui représentent aussi l'institution ?!

- Merci beaucoup Ritchy Thibault, co-fondateur du collectif « Peuple révolté » qui coorganisait ces marches. Je rappelle le résultat de notre consultation Twitter ce matin : « Y a-t-il une haine anti-police ? » Oui, à 80%. Haine anti-police que vous semblez donc partager, Ritchy Thibault, si je comprends bien. [Non ! Et il vient de dire l'inverse, NDLR] Non ? Vous ne partagez pas la haine... mais vous ne condamnez pas les incidents qui ont eu lieu hier, ni la voiture attaquée, ni la pancarte à Besançon.

Rideau.

Renversement total de la hiérarchie de l'information ; invisibilisation des enjeux et des revendications portés par les manifestants ; silenciation des collectifs de familles de victimes de violences policières, issus des quartiers populaires ; simulacres de « débats » ; stigmatisation du mouvement social et de la gauche politique ayant manifesté... Alliée aux condamnations idéologiques dont les chefferies médiatiques ont usé et abusé en aval (et en amont) de la manifestation, la mécanique du « spectaculaire » – présidant à toute médiatisation télévisuelle – s'est imposée dans la plupart des médias dominants, écrits y compris. Quitte à jeter le discrédit sur le mouvement social... et à verrouiller l'information. Une deuxième fois s'agissant des marches du 23 septembre, et une énième fois concernant le racisme et les violences systémiques de l'institution policière. « Contre-pouvoir », quand tu nous tiens.

Pauline PERRENOT (Acrimed), lundi 25 septembre 2023

Post-scriptum : Au moment où nous finissons de rédiger cet article, le « 20h » de France 2 renchérisait. Privés de parole dans le sujet du 23 septembre, organisateurs et manifestants ne l'auront pas plus dans le sujet du lendemain (24/09), contrairement à Reda Belhaj et Sonia Fibleuil – respectivement porte-parole Unité SGP Police (interviewé par le 20h) et porte-parole de la police nationale (ses propos tenus sur BFM-TV sont retranscrits à l'écran). L'indigence est de nouveau le maître-mot du reportage, incarnée dès l'introduction par un présentateur qui spéculé et joue à (se) faire peur :

Thomas Sotto : On a peut-être frôlé le pire hier lors des manifestations dites contre les violences policières. Il y en avait environ 120. À Paris, après l'attaque d'une voiture de police qui aurait pu très mal tourner, une enquête a été ouverte. À Besançon, c'est un panneau « Un flic, une balle » qui constitue un véritable appel au meurtre, qui a créé la polémique.

Notons que sur les images, la pancarte en question est tellement petite que la rédaction du 20h doit zoomer sur l'écran pour la renseigner aux téléspectateurs... Quant à l'immense banderole de tête – et à son message – de toute évidence, le « 20h » s'en contrefiche. Loupes grossissantes, disions-nous.



[1] Accessoirement, celles qui fondaient l'appel à la manifestation : violences policières, racisme et autoritarisme de l'État.

[2] Par exemple en questionnant la responsabilité de la Préfecture concernant la lisibilité du parcours (non dégagé à certains endroits), la présence de cette voiture de police sans lien avec l'encadrement de la manifestation, et le changement de tracé imposé par la Préfecture.

[3] À noter : au même moment, dans l'émission « Questions politiques » (France Inter et France Info, en partenariat avec *Le Monde*), c'est à un autre porte-parole du RN, Jean-Philippe Tanguy, que Nathalie Saint-Cricq demande cette fois de l'aide sur cette affaire : « *Qu'est-ce que vous pourriez faire contre ce type de geste ?* » Quant à Sandrine Rousseau (EELV), invitée sur LCI, elle est notamment prise à partie par Arlette Chabot : « *Vous qui êtes élue de la République, on se dit : "Mais que fait un député dans ces cortèges [...] ?" Est-ce vraiment votre place ?* »

[4] Une seule question ouverte, de la part du journaliste, portera en toute fin d'interview sur les « solutions » que propose l'invité pour « *faire redescendre la pression entre police et population* » (1'30... sur 9 minutes d'entretien).

Ukraine, le béton médiatique se fissure

Google aurait, selon le *New York Times*, mis au point un robot capable de rédiger des articles de presse. Le traitement médiatique de la guerre en Ukraine suggère pourtant que les éditorialistes disposent d'une avance difficilement rattrapable en matière d'écriture automatique. En France, par exemple, une triade jusqu'au-boutiste formée par *Le Monde*, *Le Figaro* et *Libération* donne le ton et aligne, parfois au mot près, les mêmes mots d'ordre : « *Céder face à Poutine signerait une défaite stratégique catastrophique pour l'Occident. (...) Les alliés de Kiev devront accélérer le rythme et la qualité des livraisons d'armes* », proclame *Le Figaro* (10 août 2023). « *Oui, cette guerre risque d'être longue. Le seul moyen de l'abréger est d'intensifier l'assistance militaire à l'Ukraine* », confirme l'éditorialiste du *Monde* (18 août 2023). D'autant, insiste Serge July dans *Libération* (14 août 2023), qu'« *il s'agit d'une guerre au cœur de l'Europe contre les régimes autoritaires, antidémocratiques qui privilégient la force et la tyrannie* ». France Inter, LCI, BFM TV et la plupart des autres médias exécutent la même partition. Déterminés à en découdre – mais à bonne distance des combats –, les maréchaux de l'information mobilisent leurs experts pour appuyer leurs analyses. Ce sont les mêmes qui patrouillent d'une antenne à l'autre : Thomas Gomart, François Heisbourg, Bruno Tertrais, Michel Duclos, etc. Mais Pierre Servent leur vole souvent la vedette. « *Éditorialiste politique de TFI-LCI* », « *conseiller défense du Parisien* », il mériterait aussi de disposer d'un lit de camp dans les studios de France Inter tant il y est invité. Son approche scientifique évoque parfois *Tintin au pays des Soviétiques*. Il a accusé à plusieurs reprises les Russes d'avoir saboté leur propre pipeline Nord Stream 2, mais en précisant : « *J'avoue que je n'ai pas de preuves pour ça* » (LCI, 30 octobre 2022). Aucun risque cependant qu'on le juge « *complotiste* » ; l'étiquette est réservée aux critiques du discours dominant. La farandole pluraliste serait incomplète sans Isabelle Lasserre, journaliste du *Figaro*, néoconservatrice elle aussi très appréciée de France Inter et de LCI. Sans M. Raphaël Glucksmann, surtout, député européen socialiste dont le dernier ouvrage, *La Grande Confrontation* (entre la Russie et les démocraties libérales), a été salué par l'ensemble de la presse, y compris bien sûr par la triade *Le Figaro - Le Monde - Libération*. « *Ne cédon pas à la tentation de la capitulation* », haranguait-il également dans *L'Express* (24 août 2023). La couverture de l'hebdomadaire, réalisé « *en partenariat avec LCI* », ordonnait alors : « *Tenir !* ». Le 16 février précédent, un autre numéro spécial de *L'Express*, titré « *L'Ukraine doit vaincre* », avait été conçu « *en partenariat avec France Info* ».

Mais comment « *tenir* », à plus forte raison « *vaincre* », quand les grands journaux américains, voire le président Volodymyr Zelensky lui-même, concèdent le piétinement de la contre-offensive ukrainienne et l'impuissance des sanctions occidentales à détruire l'économie et l'armée russes ? Un lectorat préparé depuis l'été 2022 aux succès militaires foudroyants de Kiev pourrait se trouver désorienté. Pour le tranquilliser, plusieurs solutions existent.

Premier tour de passe-passe, toute mauvaise nouvelle factuelle s'accompagne de la promesse d'une amélioration à venir. Le 2 août dernier, le *Wall Street Journal* admet sombrement que « *l'incapacité de l'Occident à briser l'économie russe se double d'un échec sur le champ de bataille en dépit d'une série de livraisons d'armes létales à Kiev et d'un appui économique à l'Ukraine* ». Le Fonds monétaire international (FMI) venait de relever ses prévisions de croissance pour la Russie à + 1,5 % en 2023, bien loin des -50 % promis par la Maison Blanche au printemps 2022. Toutefois, grâce à une experte, l'article peut conclure sur une note rassurante : « *L'économie russe n'est pas soutenable à long terme. Cela rappelle l'ère soviétique et nous savons comment ça s'est terminé.* » Soixante-douze heures auparavant, le *New York Times* convoquait la même économiste : « *Un jour, cela pourrait s'effondrer comme un château de cartes* » (31 juillet 2023).

En attendant ce nirvana, il suffit de réclamer un nouveau « *train de sanctions* » ainsi qu'une accélération des livraisons d'armes. Et d'associer les sceptiques à des agents de l'ennemi. Il y a un an, sur France Inter, Pierre Haski pouvait encore s'enfermer dans le déni : « *Les amis de Moscou tentent de lancer un débat sur l'efficacité des sanctions contre la Russie* » (6 septembre 2022). Mais, depuis le mois d'août, les grands quotidiens français doivent concéder l'enlèvement de la contre-offensive, l'ampleur des pertes ukrainiennes, l'effritement du soutien occidental, le rétrécissement des perspectives militaires, puisque... la presse américaine les détaille désormais quotidiennement.

Le récit médiatique d'une résistance enthousiaste, astucieuse, promise au succès, devient plus délicat. Quelques jours après l'invasion russe, la journaliste de France 2 Maryse Burgot insistait dans le journal télévisé sur le cas de « *ce père de famille [qui] nous propose d'entendre ses filles chanter l'hymne ukrainien* » (27 février 2022). Le 19 septembre dernier, elle consacrait un sujet de près de cinq minutes aux milliers d'Ukrainiens « *qui veulent échapper au front* » en tentant de franchir illégalement la frontière de leur pays pour se rendre en Roumanie, et à la difficulté pour Kiev de mobiliser des troupes fraîches – un angle jusque-là

réservé aux déserteurs russes. L'annonce par le président ukrainien d'éclatantes victoires à venir suffira-t-elle à remettre les pendules à l'heure ?

Deuxième méthode pour surmonter les déconvenues : maximiser l'enjeu en martelant que cette guerre est la nôtre. La ritournelle des « Ukrainiens qui se battent pour nos valeurs » souffre cependant d'une équivoque : lesquelles ? Celles du libéralisme libertaire, cher aux Verts allemands, ou celles du conservatisme autoritaire des dirigeants polonais ? Journaliste au *Figaro* et thuriféraire de la campagne de M. Éric Zemmour en 2022, Laure Mandeville a répondu à sa manière. Peu après les émeutes dans les banlieues de l'été dernier, elle assimile les jeunes Français en révolte, présentés comme des étrangers, aux envahisseurs russes : « Ces deux défis existentiels s'entrelacent étroitement. Car dans les deux cas, l'Europe est confrontée à de nouveaux barbares qui ont la haine de notre civilisation et qui sont prêts à piétiner tous les principes pour prendre le dessus » (*Le Figaro*, 7 juillet 2023). Mandeville admet que ce rapprochement insolite entre deux ennemis n'ayant pas grand-chose en commun lui a été soufflé par le diplomate ukrainien Olexander Scherba. Nul doute que, lorsque ce dernier rencontre des journalistes socialistes ou écologistes, il préfère mettre en avant le « rêve européen » et l'homophobie des dirigeants russes.

Troisième astuce : quand le silence sur une méprise médiatique devient trop pesant, la presse française rectifie en catimini et au conditionnel ses *fake news* annoncées en gros titres et à l'indicatif. Le 6 septembre, les rédactions imputent l'explosion d'un missile sur le marché de Kostiantynivka en Ukraine (quinze morts) à « une frappe russe (1) », conformément à l'explication aussitôt fournie par le président Zelensky. Mais, cette fois, le *New York Times* (18 septembre) s'emploie à vérifier l'information. Son enquête « suggère fortement que la frappe catastrophique provient d'un missile de défense aérienne ukrainien errant ». Sans enthousiasme, France Culture, qui dénonçait douze jours plus tôt « une attaque russe », concède qu'« il pourrait s'agir en fait d'une erreur de l'armée ukrainienne » (19 septembre).

À mesure qu'elles tissent la toile de fond médiatique du conflit, toutes ces ficelles font apparaître un angle mort de plus en plus flagrant : l'analyse du traitement journalistique lui-même. Auparavant, quelques semaines suffisaient aux dirigeants éditoriaux pour « décrypter » leur propre travail. Le modèle était rodé. Animés d'une lucidité exclusivement rétrospective, ils déploraient les « dérapages » de l'information repérés lors des conflits précédents pour se déclarer par contraste très satisfaits de leur couverture de celui en cours. En 1999, alors que l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) bombarde la Serbie pour favoriser l'indépendance du Kosovo, la presse relaie les affirmations souvent manipulatrices du porte-parole de l'Alliance atlantique. Simultanément, les chefferies éditoriales s'autocongratulent : « Aujourd'hui on sait prendre du recul. Par rapport au porte-parole de l'OTAN, on relativise. On met tout en doute, puisqu'on ne peut rien prouver » (LCI) ; « Échaudés par la guerre du Golfe, les médias français peuvent être cités en exemple, qui font – pour les deux camps – la traque à la désinformation » (*Le Journal du dimanche*) ; « Les journalistes font bien attention à ne pas faire de “propagande” pour un camp ou pour l'autre » (*Charlie Hebdo*) ; « Le Kosovo est un bon exemple de la capacité des journalistes à tirer les leçons de l'expérience » (*Télérama*), etc. Six mois après la fin du conflit, *Le Monde* admettra pourtant que « pour défendre leur opération, les dirigeants occidentaux ont avancé des chiffres approximatifs de victimes, des contre-vérités et des énormités ». Des « énormités », le quotidien du soir en avait relayé quelques-unes. Dont un monumental bobard de guerre, le « plan Potkova », pseudo-projet serbe de nettoyage ethnique du Kosovo (2).

Avec le conflit ukrainien, qui dure pourtant depuis plus de dix-huit mois, la question du traitement médiatique n'est même plus posée – sauf pour enfoncer les portes ouvertes de la propagande russe. En 1999, le correspondant de France Inter auprès de l'OTAN à Bruxelles avouait avec candeur : « Je pense ne jamais avoir été manipulé, ou alors je l'étais tellement bien que je ne m'en étais pas rendu compte. » Cette fois, des militants affichés de la cause ukrainienne, comme Léa Salamé dans les médias publics ou Darius Rochebin sur LCI, ont pour dessein premier non pas d'informer, mais de mobiliser leur audience au service de Kiev. De son côté, le président Zelensky ne cache pas qu'il cherche à « convaincre » les gouvernements occidentaux d'accroître l'aide à son pays « en faisant pression sur eux via les médias » (*The Economist*, 16 septembre). Cette guerre-là au moins, il l'a déjà gagnée.

Serge HALIMI & Pierre RIMBERT (*Monde diplomatique*, octobre 2023)

(1) Cf. Mathias Reymond, « Guerre en Ukraine : un missile et deux journalismes », Acrimed, 20 septembre 2023.

(2) Cf. Serge Halimi, Dominique Vidal, Henri Maler et Mathias Reymond, *L'Opinion, ça se travaille...*, Agone, Marseille, 2014 (1re éd. : 2000).

Médias numériques - « Perte de la réalité »

Joachim Bauer met en garde contre les conséquences psychiques de la numérisation



Le médecin et psychologue allemand Joachim Bauer se penche sur l'influence des médias numériques dans sa dernière publication intitulée « Perte de la réalité. Comment l'IA et le monde virtuel nous envahissent et menacent l'humanité ». Sa thèse principale : les mondes virtuels et les médias sociaux permettent, voire encouragent, l'évasion hors du monde réel. L'humanité, et donc la société dans son ensemble, en souffrent.

Avec cette publication, l'auteur s'inscrit dans la lignée d'un nombre croissant de spécialistes qui mettent en garde contre les conséquences psychiques et sociales désormais visibles d'une consommation médiatique irréfléchie.

Depuis la diffusion des smartphones connectés à Internet dans les années 2010, les habitudes de vie de nombreuses personnes, en particulier des jeunes, ont fortement changé. De nombreux jeunes passent une grande partie de leur vie devant des appareils électroniques. Joachim Bauer explique :

« Selon une étude menée par l'Hôpital universitaire de Hambourg (UKE) en collaboration avec la *Deutsche Angestellten Krankenkasse* (DAK), 89% des enfants et adolescents âgés de 10 à 17 ans vivant en Allemagne utilisent régulièrement un compte de médias sociaux, 74% le font quotidiennement.

Selon cette étude, plus de 1,2 million d'enfants et d'adolescents en Allemagne passent plus de quatre heures par jour sur les médias sociaux. Ainsi, plus de 23% de cette classe d'âge remplit les critères de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) pour une utilisation dite risquée ou pathologique des réseaux sociaux.

Ces utilisateurs intensifs ne sont que la pointe de l'iceberg : si l'on considère la part de ceux qui ne passent "que" trois heures ou plus par jour sur les réseaux sociaux les jours ouvrables, cela représente 40%, soit plus de 2,1 millions, de tous les enfants et adolescents âgés de 10 à 17 ans (le dimanche et les jours fériés, ce chiffre atteint 54%). » (Bauer, p. 73)

Bauer reconnaît que ces chiffres « reflètent plutôt la limite inférieure de la réalité ».

Ce temps manque aux adolescents pour développer leur personnalité dans les échanges interpersonnels directs, comme par exemple dans les associations.

Mais « à quoi » les enfants et les jeunes consacrent-ils exactement leur temps ? Bauer répond : « Les réseaux sociaux sont des plates-formes d'évaluation mutuelle permanente et impitoyable ». (p. 76) Il évoque dans ce contexte l'augmentation des dépressions, des sentiments de solitude et une forte perte de l'estime de soi. Bauer se penche en détail sur les jeux vidéo. Il aborde de manière détaillée la consommation des jeux dits de combat ou violents. Il souligne notamment que même les plateformes dites « familiales » invitent les enfants et les adolescents à torturer, à tuer ou à pratiquer le sexe en groupe. (p. 95)

Les conséquences négatives que l'on peut constater aujourd'hui, comme les troubles graves de la personnalité, l'obésité, les tendances suicidaires, etc. ne sont toutefois pas suffisamment perçues et discutées par le public.

Il est frappant de constater que cet état de silence perdure, bien que les experts mettent en garde depuis longtemps.

Les mesures législatives découlant des conséquences négatives graves déjà connues de l'utilisation excessive des médias – on devrait plutôt parler d'abus – sont très timides. (Qui veut freiner le « progrès » numérique ?) Outre les règles de consommation médiatique telles que « 3-6-9-12 », elles-mêmes discutables, les parents et les pédagogues ne reçoivent guère d'aide. Au contraire, dès l'école maternelle, on remet d'office des tablettes aux enfants. Bauer se réfère à son expérience avec les autorités compétentes qui, sans tenir compte des expériences des praticiens, publient des recommandations officielles tout à fait contraires. S'agit-il d'une situation similaire à celle de l'industrie du tabac dans les années 50 et 60, lorsque celle-ci a réussi à minimiser les conséquences du tabagisme sur la santé (cancers, etc.) auprès du public à l'aide d'expertises « scientifiques » douteuses et de campagnes de relations publiques, et à exercer une influence décisive sur les autorités et les services officiels ? Les conséquences ont été des millions de cancers, de jambes de fumeurs, d'infarctus du myocarde, etc.

Fuite dans le monde numérique

On ne peut certainement pas reprocher à Joachim Bauer d'être technophobe, mais il met en garde contre les dangers de la numérisation :

« Si nous les utilisons comme des outils au lieu de nous laisser transformer en leurs instruments, les produits numériques peuvent enrichir notre vie. Mais nous sommes sur le point de franchir le point de basculement. Les offres numériques ont commencé à prendre possession de notre vie. Sans que nous nous en rendions compte, elles nous prennent doucement par la main et remplacent la réalité analogique, interpersonnelle, par leurs canaux de communication numériques et leurs espaces de « jouissance ». Le changement arrive comme une aide : on nous aide à marcher jusqu'à ce que nous ne puissions plus marcher. *On nous aide à penser jusqu'à ce que nous ne puissions plus penser* ».

Bauer constate que de plus en plus de personnes, au lieu de s'occuper de la réalité existante et de l'améliorer, sont occupées à élever leur sentiment de vie dans des mondes virtuels par le biais de jeux vidéo, de contacts sur les réseaux sociaux ou dans de nouveaux métavers.

« Métavers », voilà la nouvelle mine d'or des grandes sociétés numériques. Il est en train de se développer. « Il offre aux "utilisateurs" un espace de vie virtuel jour et nuit en temps réel, dans lequel ils peuvent entrer à l'aide d'un ordinateur équipé en conséquence et de lunettes spéciales coûtant entre 400 et 1 800 euros. » (p. 99)

Aujourd'hui déjà, de grands groupes se font concurrence pour attirer les futurs clients. Dans ces environnements, les utilisateurs peuvent se créer une nouvelle identité, une nouvelle apparence, une nouvelle existence. Ils y participent avec leur « avatar ».

Des cabinets d'avocats renommés ouvrent aujourd'hui déjà des bureaux virtuels dans ces mondes fictifs, moyennant de grosses sommes d'argent, car des perspectives de profit les attirent. Car là aussi, on a besoin d'avocats. Cette fuite dans les mondes numériques a des conséquences pour notre monde et pour notre avenir.

Pour une saine estime de soi, il faut de réels contacts humains

D'un point de vue psychologique et individuel, une fuite dans le monde numérique ne peut pas réussir. Les médias numériques ne peuvent pas satisfaire le désir d'améliorer durablement l'estime de soi, car ils distancient l'« utilisateur » de son prochain et le privent ainsi de la possibilité de construire une véritable estime de soi par des contacts humains directs. Comme dans le cas d'une toxicomanie, le « consommateur » a toujours besoin de nouveaux « succès » et s'enfoncé ainsi de plus en plus dans un monde numérique, sans devenir réellement plus satisfait.

Appliquée à l'ensemble de la société, cette fuite en masse vers des mondes fictifs de la numérisation a de graves conséquences sur les problèmes réels. Qui les résout ? Qui a encore le temps de s'en occuper ? Qui a encore appris à résoudre les problèmes en commun ?

Le « transhumanisme », l'idéologie du monde numérique

Parallèlement à cette évolution alarmante – loin du monde réel, présenté comme sombre et dangereux, vers un métavers numérique –, il se forme un courant de pensée, sous le terme de « transhumanisme », visant à légitimer le monde numérique comme un autre monde « réel », à côté de la réalité. *En bref, la biologie humaine*

et la technique doivent fusionner. On ne pense toutefois pas ici à une prothèse de jambe, mais à une copie numérique du cerveau humain qui serait ensuite « téléchargée » pour l'« éternité ».

Ces conceptions sont irréalistes et inhumaines. Elles reposent sur une conception obsolète et réductrice de l'homme et du monde. L'homme devient une créature infantile, une créature nécessitant des prothèses électroniques pour être considérée comme une personne à part entière. Les conséquences de cette idéologie sont en fin de compte discriminatoires, l'homme est dépossédé de ses droits. Elles conduisent à une fuite totale du monde réel vers un « nuage numérique ».

Les êtres humains ont besoin de véritables contacts sociaux

Bauer s'intéresse à l'humanisme, non pas compris comme un slogan, mais comme une approche scientifique adaptée à la vie humaine. En s'appuyant sur ses propres décennies de recherche dans le domaine de l'adaptation génétique et de la psychologie, il démontre que les êtres humains, en tant qu'êtres dans et issus de la nature, ont impérativement besoin de contacts sociaux et ne peuvent se développer et se réaliser conformément à leur nature biologique et évolutive que si c'est le cas.

Un revirement s'impose d'urgence

Joachim Bauer a réussi à mettre des mots sur le malaise largement répandu face à une « numérisation » croissante de notre quotidien et à nommer les problèmes réels qui y sont liés.

Outre les implications pour chaque personne, il souligne les conséquences sérieuses pour l'ensemble de la société. Il met en garde contre l'ignorance des conséquences et appelle à un revirement. Grâce à l'ampleur et à la profondeur de son analyse de la face cachée de la numérisation, Joachim Bauer apporte une contribution essentielle à la résolution des problèmes actuels.

Dr Joachim Bauer, professeur (ém.), est médecin, neuroscientifique, psychothérapeute et auteur de nombreux ouvrages spécialisés. Il est spécialiste en médecine interne et en psychiatrie et est également habilité à enseigner dans ces deux disciplines. Joachim Bauer est non seulement psychothérapeute formé à la psychothérapie psychodynamique, mais également thérapeute comportemental.

J. J. WEHRLI
arretsurinfo.ch
19 septembre 2023

<https://fr.sott.net/article/42615-Medias-numeriques-Perte-de-la-realite>

Moderna surveille 1 50 millions de sites internet avec des agents du FBI !

Une enquête de deux journalistes d'investigation révèle que Novak Djokovic et Elon Musk sont considérés comme une menace pour l'industrie.



Dirigée par un ancien agent du FBI, l'équipe de « lutte contre la désinformation » du fabricant du vaccin Moderna surveille tout ce qui se dit sur internet, de l'information dans les médias aux contenus des sites de jeux en ligne. L'enquête menée par deux journalistes américains montre comment l'industrie Pharma a développé ses propres agences de renseignement. Objectif : censurer les discours antivax et manipuler l'opinion publique avec l'aide de l'intelligence artificielle.

Les « dossiers Twitter », les procès contre l'administration Biden et d'autres enquêtes ont révélé la collusion entre le gouvernement américain et les médias pour contrôler les informations sur la santé, les fraudes électorales ou la politique étrangère. Une nouvelle enquête met à présent en lumière la stratégie de l'industrie pharmaceutique dans les coulisses de ce nouveau paysage médiatique, partant de l'exemple de Moderna.

Censure et propagande

Les journalistes d'investigation Lee Fang et Jack Poulson ont découvert que l'industrie pharmaceutique sponsorise une organisation nommée Public Good Projects (PGP), dont l'objectif est de supprimer les voix dissidentes sur les politiques sanitaires.

PGP travaille en étroite collaboration avec les plateformes de médias sociaux, les agences gouvernementales et les médias sponsorisés pour s'attaquer à la « cause première des résistances à la vaccination » en identifiant rapidement les informations erronées et en y mettant un terme. L'organisme diffuse ensuite des points de discussion et des conseils sur la manière de réagir aux refus de se vacciner, à un réseau de 45 000 professionnels de la santé.

Avec un public qui boude les doses de rappel et des subventions fédérales qui disparaissent, les bénéfices de Moderna sont en chute libre. En dépit des critiques contre la censure, l'entreprise redouble ses efforts de communication avec des campagnes publicitaires tape-à-l'œil pour promouvoir les vaccins et un monitoring des réseaux sociaux pour censurer les vaccino-sceptiques.

Les espions de Moderna

Ce n'est pas un canular. La société Moderna recrute des anciens agents secrets et possède son propre service de renseignements, le « Global Intelligence ». L'entreprise a confié la direction de ce nouveau département à une ancienne analyste des services américains Nikki Rutman, qui a travaillé 20 ans au FBI et a participé à la cybersécurité de l'opération Warp Speed (le développement des vaccins Covid par les militaires américains) en organisant les réunions entre l'agence de renseignements et Moderna.

Sa mission est de mettre fin à la « désinformation », en détectant les « récits anti-vaccins » qui constituent une menace pour l'entreprise. Son département travaille avec le Public Goods Project qui est financé en

grande partie par un don de 1,27 million de dollars de la Biotechnology Innovation Organization, un lobby biotech qui représente Pfizer et Moderna.



Bienvenue à l'âge de l'ARNm. Moderna a créé des médicaments à une vitesse sans précédent

En pratique, PGP s'est associée à l'entreprise Talkwalker pour exercer une veille et une analyse permanente de l'information à l'aide d'un outil d'intelligence artificielle nommé Blue Silk GPT. Cette application serait capable d'analyser les « sentiments » exprimés par les utilisateurs d'un produit, par exemple le sarcasme, la méfiance ou l'enthousiasme et ceci dans pas moins de 127 langues.

PGP fournit ensuite à Moderna des rapports qui classent les « récits anti-vax » par couleur et par niveau de risque. Selon le rapport de Poulsen et Fang, les récits à faible risque ne justifient pas de prise d'action. Mais pour ceux qui présentent un risque plus élevé, l'équipe « informera les parties prenantes appropriées et formulera des recommandations ».

Musk et Djokovic dans le collimateur

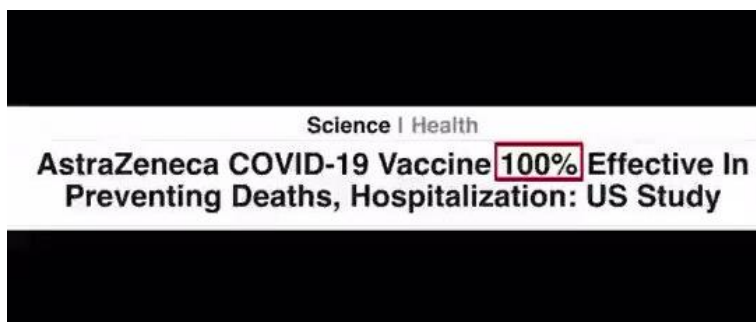
Parmi ces informations à risque, on note une vidéo mythique partagée par Elon Musk, dans laquelle la baisse du degré d'efficacité des vaccins Covid est illustrée par des titres d'articles de presse. La vidéo fait preuve d'un sarcasme redoutable en soulignant les chiffres qui partent d'une promesse de 100% d'efficacité pour arriver aux aveux de l'inefficacité totale de la vaccination Covid, quelques mois plus tard.

Dans le rapport de PGP, la vidéo n'est pas identifiée comme source de fausses informations, mais bien comme une menace, car elle met en avant : « la tromperie des autorités sanitaires et des prestataires de soins de santé durant la pandémie, qui pousserait le public à se méfier des sources crédibles sur la sécurité et l'efficacité des vaccins ».



Elon Musk

Have you heard dis information?



4:26 PM · 26 sept. 2023

Un autre VIP à avoir fait paniquer Moderna est la star incontestée du tennis, Novak Djokovic. Le champion, qui avait été exclu de la compétition en 2022 en raison de son refus de se laisser vacciner, avait ensuite remporté de multiples victoires, dont celle de l'U.S. Open, provoquant des réactions de triomphe chez les anti-vax.

Les informations transmises à Moderna le mentionnaient clairement :

Le fait que Djokovic, dont l'opposition aux vaccins lui interdisait de participer à l'US Open 2022, revienne et remporte la compétition parrainée par Moderna, renforce les arguments des anti-vaccins selon lesquels les vaccins – et les obligations – ne sont pas nécessaires.



Novak Djokovic, aussi surnommé « No vax, joke Covid » fait peur à Moderna

Politiciens surveillés

Lee Fang et Jack Poulson ont indiqué que Moderna ne se préoccupait pas de la véracité des affirmations contenues dans les messages qu'elle avait signalés, mais uniquement de leurs effets.

« Aucun des rapports que nous avons vus ne tente de contester les affirmations faites », écrivent-ils. En réalité, les propos sont automatiquement considérés comme de la « désinformation », dès qu'ils encouragent les critiques à l'égard des vaccins.

Moderna a commencé à travailler avec PGP en 2021-2022 sur un programme appelé « Stronger », qui visait à « identifier la désinformation et à orienter les décisions concernant les contenus sur les médias sociaux ». Cette opération a été grandement facilitée par un « accès

dérobé » (backdoor) aux données de Twitter, dont PGP a bénéficié. Grâce à cela, l'organisation a pu réaliser une surveillance de tous les tweets de la plateforme en temps réel. Ceci lui a permis de réagir en temps record, en envoyant à Twitter la liste des comptes à amplifier ou à censurer.

Toujours selon les auteurs de l'enquête :

Comme nous l'avons déduit des courriels échangés, l'intention de Moderna n'était pas seulement de combattre la désinformation, mais aussi d'influer sur le contenu et la teneur du débat public.

Cette année, alors que les chiffres de l'utilisation du vaccin de rappel Covid-19 se sont effondrés, Moderna et PGP ont lancé une nouvelle collaboration, cette fois avec l'American Board of Internal Medicine, pour développer un programme de formation appelé « Infodemic Training Program », afin de former les professionnels de la santé à identifier la « désinformation médicale ».

Malgré la fin de la pandémie, les protestations contre la censure et l'échec des politiques de rappel à la vaccination, Moderna poursuit le monitoring des réseaux sociaux. Les documents analysés par Fang et Poulson révèlent que la société surveille toujours étroitement les lois et les politiciens qui cherchent à lever les obligations vaccinales et qu'elle continue de signaler les messages postés sur X Twitter par Elon Musk qui « utilise de plus en plus cette plateforme pour promouvoir les marginaux qui s'opposent à la vaccination et les théoriciens du complot ».

Loin d'être dénoncée par les politiques, cette collaboration entre les services de renseignement, l'industrie pharmaceutique et les plateformes internet s'inscrit dans la politique générale de contrôle de l'information que l'OMS entend imposer aux états membres. Dans les documents préparatoires au « traité pandémie » et à la révision du Règlement sanitaire international qui seront soumis au vote lors de la prochaine assemblée de la santé, l'organisation demande aux pays de s'engager à une surveillance de l'information sur les réseaux pour « lutter contre l'infodémie, les informations fausses et trompeuses et la désinformation ».

À ce train-là, Big Pharma pourrait bientôt mener le futur Ministère de la Vérité.



George Orwell, auteur de 1984

30 novembre 2023

Sources : l'article de Brenda Baletti publié le 21 novembre dans The Defender et l'article de Lee Fang et Jack Poulson publié le 20 novembre dans Unherd.

<https://www.covidhub.ch/moderna-surveillance-web-fbi/>

Fact-checking ou « les petites ficelles habituelles de la manipulation »

L'épidémiologiste Laurent Toubiana décortique les manœuvres de l'Agence France Presse.



Une tribune signée Laurent Toubiana, chercheur à l'INSERM, initialement publiée sur Epoch Times.

Covid-19 : L'Agence France Presse (AFP), une machine à désinformation. Réponses et retour sur un cas d'école

Le mardi 8 février 2022 à 18h39, un article AFP France de Léa Pernelle est publié sur un site de l'AFP. Si la question concernant la crise du Covid-19 n'était pas si grave, la lecture de l'article de Madame Pernelle, serait presque amusante. Cet article, qui s'apparente à un exercice typique de désinformation, est en quelque sorte un cas d'école. Il m'a donc semblé intéressant d'analyser les « petites ficelles habituelles de la manipulation », celles qui sont utilisées systématiquement par les « fact-checkers », presque par copier/coller. Le journal *Le Monde*, dans la rubrique des « *décodeurs* », a clairement utilisé les mêmes techniques [1]. Pour cela, il semble que les journalistes contemporains dits de « fact-checking » aient adopté une tactique qui relève en réalité de la propagande. Cet article du *Monde* n'est pas isolé. Il ne fait au contraire qu'illustrer une fois de plus cette détestable façon de faire dont un grand nombre de scientifiques ont subi les frais depuis le début de cette crise sanitaire.

Le journal *Libération* [2], dans sa rubrique de *fact-check*, est également coutumier du fait (par jugement en date du 10 février 2022, le journal *Libération* a été condamné par le tribunal correctionnel de Paris (17e chambre) pour avoir publiquement diffamé le professeur Jean-François Toussaint [3]), de même que l'hebdomadaire *L'Express* [4] et beaucoup d'autres dans la presse écrite comme en radio et en télévision. Apparemment, les meilleurs journalistes ne sont pas désignés pour ce type de basses œuvres. Je serai donc indulgent malgré leur manque évident de bienveillance. On trouvera dans les notes en bas de page, sous forme de règles, les techniques de désinformation utilisées dans cet article, qui constituera un relevé d'exemples à l'usage des apprentis « fact-checkers ».

Il est toujours intéressant d'avoir un retour de lecture et de s'apercevoir à quel point il est difficile de faire passer un message. Plus surprenant est de s'apercevoir que certains professionnels de l'écriture, donc de la lecture, ont beaucoup de mal à ne pas inférer leur propre dogmatisme sur les propositions qui les dérangent. C'est pourquoi, dans la mesure où l'auteur de l'article ne m'a pas contacté [5], je vais lui répondre dans les lignes qui suivent.

Le 30 janvier, je suis interviewé par Ivan Rioufol dans l'émission *Les points sur les i*, toujours visible sur le site de CNews [6] (contrairement à ce que dit l'AFP [7]). Je présente de très nombreux éléments sur l'analyse de la gestion de la crise sanitaire Covid-19 [8]. Apparemment, le seul point qui ait attiré l'attention de l'AFP est un graphique qui présentait l'évolution des incidences des six dernières épidémies de syndromes grippaux et

le premier épisode de Covid-19 en France en mars 2020. Dès le titre de l'article, ce graphique est qualifié de « trompeur » par le journaliste de l'AFP. Je vais montrer ici qu'il n'en est rien et qu'au contraire c'est l'AFP qui publie un article trompeur [9]. Voici donc une analyse d'un grossier devoir de fact-checking de la petite fabrique à désinformation de l'AFP pour enfermer le bon peuple dans la « Doxa du Covid [10] ». Le graphique que je présentais lors de cette interview était repris d'une analyse de l'Irsan du 28 novembre 2021 : *La vaccination obligatoire : l'ultime violence faite aux populations [11]*. Il répondait à une question simple : l'épidémie de Covid-19 a-t-elle produit les ravages annoncés par les autorités sanitaires ?

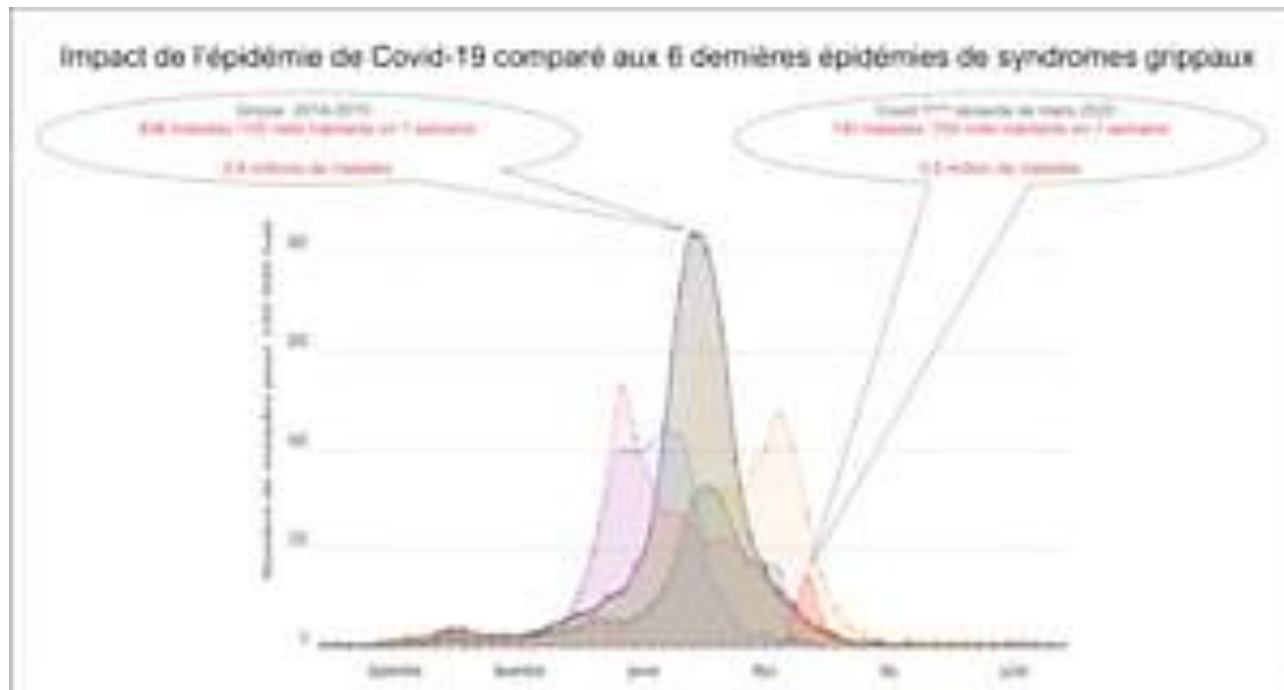


Fig. 1 : Importance des épidémies de Grippe comparées à celles du Covid-19 en nombre d'individus malades. Source : Réseau Sentinelles, mise en forme IRSAN (<https://covid.irsan.eu>) Champ : France métropolitaine

Note de lecture : Les courbes montrent les évolutions saisonnières des incidences hebdomadaires pour 100 000 habitants de malades de 2 premières saisons de Covid-19 et des dernières saisons d'épidémie de syndromes grippaux recueillies dans les mêmes conditions avec les mêmes méthodes par le Réseau Sentinelles. À partir du mois de mars 2020, un nouveau virus le Sars-Cov-2 provoque une épidémie qui dure 5 semaines et atteint une incidence maximum de 140 nouveaux malades pour 100 000 habitants lors de la semaine du 23 au 29 mars 2020. La courbe en rouge fléchée par le label « Covid 1ère épisode de mars 2020 » montre l'évolution du taux d'incidence hebdomadaire pour 100 000 habitants de malades du Covid-19 au cours de la saison 2019-20 (pic entre les mois de mars et mai de l'axe horizontal). Toutes les autres courbes montrent l'évolution de l'incidence de syndromes grippaux au cours des dernières saisons de 2014 à 2019. Les pics de ces épidémies sont centrés autour du mois de janvier. Les incidences sont parfois supérieures à 800 nouveaux malades par semaine pour 100 000 habitants.

Pour apporter un éclairage différent sur la situation, il montre l'évolution du nombre de malades au cours du plus important épisode épidémique du Covid-19 et le compare à celle du nombre de malades de la grippe au cours des six derniers épisodes. La comparaison s'opère sur des chiffres diffusés par le Réseau Sentinelles, recueilli dans les mêmes conditions. Contrairement à ce que sous-entend le journaliste de l'AFP, l'origine des données utilisée pour ce graphique est sans aucune ambiguïté et ne fait aucun doute [12].

Le résultat est flagrant : au cours des épisodes épidémiques de grippe, le nombre de malades est globalement 10 fois supérieur à celui du Covid-19.

Le titre de l'article de l'AFP : *Ce graphique comparant l'épidémie de grippe 2014-2015 et l'épisode de Covid de mars 2020 est trompeur, est accrocheur et vulgaire à souhait, digne d'un tabloïd*. Puis, en trois phrases d'introduction, le décor est planté. L'AFP prête [13] assez ouvertement des intentions malhonnêtes [14] à l'auteur du graphique.

Or, contrairement à ce qui est avancé dans cet article, le graphique montre les évolutions pour les six dernières saisons (et non pas uniquement celle de 2014-2015) [15] du nombre de nouveaux malades de

syndromes grippaux (grippe) pour 100 000 habitants en une semaine (taux d'incidence). Le but est de comparer (et non pas de *relativiser*) l'évolution de pathologies ayant le même tableau clinique. Il s'agit bien de comparer les six derniers épisodes de grippe, à la plus importante des phases épidémiques du Covid-19, celle de mars 2020, les autres étant plus faibles à tous points de vue [16].

Le graphique que je présentais lors de cette interview était repris d'une analyse de l'Irsan du 28 novembre 2021 : « *La vaccination obligatoire : l'ultime violence faite aux populations* [17] ». Il répondait à une question simple : l'épidémie de Covid-19 a-t-elle produit les ravages annoncés par les autorités sanitaires ?

Comme je l'ai dit et écrit [18], ce graphique est fondé sur des données qui sont le « gold standard » (c'est-à-dire l'étalon) en termes de suivi épidémiologique (surveillance, description, détection et prédiction) de maladies infectieuses. Elles sont collectées et diffusées par le Réseau Sentinelles depuis 36 ans, pour la grippe, mais aussi pour huit autres maladies infectieuses en France.

Il est très important de noter que dès l'arrivée de l'épidémie de Covid-19 en France, le Réseau Sentinelles a changé le nom de la « surveillance des syndromes grippaux » en « surveillance des IRA » (Infections Respiratoires Aiguës). Sous cette nouvelle dénomination, cette surveillance amalgame un ensemble d'agents pathogènes pouvant engendrer le même tableau clinique et peut ainsi suivre les épidémies de grippe, de Covid ainsi que celles dues aux autres virus respiratoires saisonniers (VRS, rhinovirus et métapneumovirus). Le détail virologique de ce suivi est donné et c'est ainsi que l'on peut suivre très précisément la part de chaque virus, en particulier celui du Covid-19. Il n'est donc pas totalement incongru de comparer ce qui est comparable en termes de maladie, à savoir la grippe et le Covid-19.

J'ai participé pendant douze ans, pratiquement dès son origine, aux travaux de l'équipe qui a créé le Réseau Sentinelles. Cela me donne une certaine légitimité pour l'analyse de ses données eu égard à mon expérience dans le domaine de la diffusion des maladies transmissibles. En vérité, depuis le début, je donne une lecture objective (et non pas « sous-estimée » [19]) de l'épidémie de Covid-19 en France. Car contrairement à ce qui est affirmé par l'AFP, les données qu'utilise le Réseau Sentinelles pour établir les comparaisons sont complètes et parfaitement comparables. Elles ont été recueillies avec exactement le même dispositif scientifique. Ces données sont libres, disponibles et vérifiables par tous. Cette lecture est donc parfaitement légitime dans la mesure où elle est fondée.

Une lecture sous-estimée [...] selon laquelle le virus n'est pas plus dangereux que la grippe. Outre, le côté bâclé de cette phrase, je ne dis en aucun cas que le virus Sars-Cov-2 est moins dangereux que l'un des nombreux virus de type A, B ou C, donnant des syndromes grippaux, car eux-mêmes ont des pathogénicités très différentes. En revanche, il n'est en aucun cas interdit de comparer les phases épidémiques provoquées par la grippe (au sens large) et celles provoquées par la maladie Covid-19, ces deux pathologies donnant les mêmes tableaux cliniques, au point qu'il est difficile pour un médecin de déterminer s'il s'agit de l'une ou l'autre. D'ailleurs, au début de l'épidémie, les cas de Covid-19 étaient confondus avec les cas de grippe [20]. Comme nous l'avons expliqué plus haut, le Réseau Sentinelles a même décidé de les regrouper sous le même vocable d'« IRA ». Une lecture « sous-estimée » mais par rapport à quoi et à qui ? Qui, en l'espèce, détient la vérité ? La journaliste de l'AFP ? La « communauté scientifique » ? Laquelle ?

Le développement qui suit l'introduction de cet article est intégralement hors sujet. Les questions de la qualification des « cas » par des « tests », celle des hospitalisations, ou encore de la mortalité, sont certes des questions intéressantes, mais elles ne sont pas l'objet de ce graphique. Autrefois, une rédaction hors sujet valait un zéro, mais apparemment, pour l'AFP, les rédacteurs hors sujet sont les bienvenus. En effet, rédiger l'essentiel d'un papier sur d'autres questions que celle qui est abordée dans le propos soutenu par le graphique dont il est dit qu'il est trompeur introduit une confusion pour perdre à dessein le lecteur au lieu de l'informer [21]. Toutefois, pour faire bonne mesure, je commenterai ci-dessous ces questions hors sujet mais néanmoins très intéressantes qui comme on le verra, et au contraire de ce qu'avance l'AFP, abondent dans le sens de mon graphique.

La question essentielle posée par ce graphique est celle-ci : comment se fait-il qu'une maladie telle que le Covid-19 qui fait environ dix fois moins de malades que les maladies saisonnières « ordinaires », donc considérées comme banales, ait provoqué une crise sanitaire aussi traumatisante ?

Là où un graphique apporte un éclairage certes décalé par rapport à l'imaginaire de l'épidémie de Covid-19, l'AFP, au lieu de s'interroger sur le fond et sur le réel impact de l'épidémie avec des éléments de comparaison

éprouvés, tente de noyer le poisson avec des considérations hors contexte parce qu'une telle information est contraire à sa croyance [22].

Revenons sur le paragraphe de l'article intitulé *Sous-déclaration des malades du Covid*

Dès la mise en place de la massification des tests en juillet 2020, les autorités sanitaires ont volontairement semé une confusion maximale en introduisant la notion de « cas ». Or, une épidémie est caractérisée par une augmentation anormale du nombre de malades. C'est une définition simple et claire, admise de manière intuitive par tout le monde. Il est courant d'appeler ces malades, des « cas » de la maladie. Une épidémie est importante lorsque, dans un lieu et pour une période donnée, le nombre de cas de la maladie, est important. Pourtant à partir de juillet 2020, les autorités sanitaires ont entretenu une confusion aux conséquences calamiteuses. Elles ont appelé « cas confirmé » puis simplement « cas » toute personne positive à un test, indépendamment du fait que celle-ci montre ou non les signes d'une quelconque maladie. Les gens se faisaient tester pour des questions « administratives » (partir en voyage, se réunir en famille, visiter des parents âgés, voir des amis, etc.), donc pour toute une série de raisons, mais pas pour confirmer le diagnostic d'un médecin, ce pour quoi habituellement un test est utilisé. L'immense majorité des personnes testées n'était pas positive (95%) et parmi ces cas positifs, une infime partie était vraiment malade et donc l'immense majorité était asymptomatique. Je n'entrerai pas ici sur les nombreux débats qui ont défrayé la chronique sur la validité de ces tests. Un glissement de sens a donc été opéré subrepticement sur la notion de « cas », un « cas » n'étant plus un forcément un « malade ». Il s'agit là d'une vraie tromperie. Il s'agit là d'une désinformation mise en place par les autorités sanitaires et relayée par les porte-paroles de la « Doxa », qui a permis d'amplifier exagérément la réalité de l'épidémie dans la mesure où le nombre de cas, c'est-à-dire de tests positifs a été jusqu'à 40 fois supérieur au nombre de malades soit 2,5% de malades parmi les cas. Cela fait une grosse différence ! Je dirai même que cela change tout, et c'est justement ce que le graphique montre par d'autres voies.

Cette pratique a été possible grâce à la politique de massification des tests voulue par le gouvernement. Cette politique d'utilisation dévoyée des tests est parfaitement scandaleuse. En moins de deux ans, plus de 220 millions de tests ont été effectués pour une population de 67 millions d'habitants. Cela ne s'était jamais produit avant le Covid-19 dans l'histoire du suivi des épidémies.

Obsédée par le service de la propagande des autorités sanitaires, l'AFP semble éprouver des difficultés à comprendre mon graphique, qui pourtant compare ce qui est comparable, à savoir des malades.

Observations sur le paragraphe de l'article intitulé *Mortalité et hospitalisation*

Le 28 octobre 2021, l'ATIH (Agence Technique de l'Information sur l'Hospitalisation) a publié [23] une analyse de l'activité hospitalière en 2020 concernant le Covid-19 [24]. Ce rapport officiel de l'ATIH était éloquent : « Au cours de l'année 2020, 218 000 patients ont été hospitalisés pour prise en charge de la Covid-19. Les patients Covid représentent 2% de l'ensemble des patients hospitalisés au cours de l'année 2020, tous champs hospitaliers confondus ». Bien entendu, les « fact-checkers » habituels ont relayé les nombreuses arguties mineures proposées par les experts de la « Doxa », lesquels, du reste, ne remettaient nullement en question l'ordre de grandeur tellement faible de cette activité hospitalière consacrée au Covid-19. Il se trouve que ces experts étaient les mêmes que ceux qui avaient été extrêmement alarmistes quant à la sursaturation des capacités hospitalières.

Dans l'article qui met en cause mon graphique, l'AFP (référence autoproclamée en matière d'information) évoque encore et toujours la mystification selon laquelle les hôpitaux auraient été saturés, et pour cause, cet argument ayant été utilisé à foison pour justifier les mesures mises en place. L'AFP semble étrangement ignorer ce que tout le monde connaît maintenant à travers ce rapport, à savoir que les capacités hospitalières ont été sous-utilisées en pleine période épidémique alors que la « crise » sévissait.

L'AFP, au lieu d'informer, préfère perpétuer le mythe selon lequel tout le système hospitalier français était au bord de la saturation, justifiant ainsi les mesures liberticides qui ont été mises en place alors que l'ATIH montre fait à l'appui, exactement le contraire.

Pour ce qui concerne la mortalité, il est toujours étonnant que l'AFP se réfère encore à un rapport honteux de l'INSEE que, depuis, l'Institut a lui-même désavoué sans s'en vanter. En revanche, l'AFP ne relate pas le simple fait que l'hécatombe annoncée des 500 000 morts supplémentaires ne se soit évidemment pas produite. 500 000 morts, cela représente une surmortalité grotesque de 77% en France. Grotesque, car pour bien comprendre ce que cela veut dire, il eût fallu que le nombre de morts augmentât de 2/3 du nombre habituel. Comment est-il possible d'annoncer une telle absurdité alors que les indices indiquant que le taux

de létalité très faible du Covid-19 étaient déjà connus des épidémiologistes. De tous les épidémiologistes ? Apparemment, ceux qui avaient été choisis par le gouvernement pour suivre un soi-disant « Conseil scientifique », eux, ne le savaient pas ! Pas grave ! Cela a permis de justifier un confinement non moins grotesque lors de la première phase épidémique de mars 2020.

Devant une telle réussite, alors que la deuxième phase de l'épidémie de Covid-19 en automne 2020 avait déjà atteint son pic (donc qu'elle n'a fait que décroître ensuite), le président de la République n'a pas hésité à prédire 400 000 morts supplémentaires pour justifier la mise en place d'un deuxième confinement encore plus dur. Encore plus traumatisant : pas de fête de Noël et du Jour de l'An pour se réunir en famille. Les grands-parents sommés de rester seuls ! Traumatisme profond et définitif de la population qui, par la suite, a fini par tout accepter !

Or, la réalité de la mortalité en France a été très différente des annonces apocalyptiques des autorités relayées entre autres par l'AFP. En 2020, au plus fort de l'épidémie, la population française n'a connu qu'une très faible surmortalité de moins de 4% et seulement pour 20% de la population, à savoir les personnes âgées. Pour 80% de la population française, il n'y a eu aucune surmortalité. Pire encore pour les alarmistes : une sous-mortalité au cours de cette année catastrophique ! Par ailleurs, il faut aussi ajouter pour l'information de tous que l'année 2019, qui a précédé l'arrivée du Covid-19, avait été une année avec une mortalité exceptionnellement faible. Cela occasionne deux biais importants : 1) les morts qui n'ont pas eu lieu normalement en 2019, sont morts plus tard, donc reportés en 2020, accroissant le nombre de morts de 2020 par un simple artefact de découpage temporel ; 2) comparer la mortalité « banale » de 2020 et la seule mortalité très faible de 2019 pour en déduire une surmortalité en 2020 est une erreur méthodologique majeure qui devrait faire réfléchir l'INSEE avant de publier des sottises. Mais cela ne semble pas gêner l'AFP de reprendre lesdites sottises lorsqu'elles vont dans son sens et de dénigrer mon article scientifique sur la mortalité en France publié en mars 2021 [25,26] et republié dans le tome 2 de l'ouvrage collectif « La Doxa du Covid [27,28] ».

Tous les chiffres officiels d'hospitalisation et de mortalité sont à la disposition du public. Ils sont disponibles, sourcés, téléchargeables sur le site de l'Irsan consacré au Covid-19 [29]. Les calculs effectués sur ces données sont documentés. Ils sont élémentaires et toute personne peut les reproduire par elle-même en téléchargeant les données à la source ou sur le site de l'Irsan. Constaté par ces informations disponibles pour le grand public que l'impact de l'épidémie de Covid-19 est faible et que nous sommes à des années-lumière de la catastrophe annoncée fait douter du sérieux des diffuseurs professionnels de la terreur, notamment quand l'AFP diffuse encore aujourd'hui ce type de désinformation grossière.

Sur l'efficacité du confinement

La légende selon laquelle le confinement aurait été efficace, a été tant de fois remise en question que seuls les promoteurs de ce confinement peuvent encore y croire [30]. C'est justement ceux-là que, comme par hasard, la journaliste de l'AFP invoque dans son article pour commenter mon graphique [31].

Désormais, le nombre d'articles scientifiques qui démontrent l'inefficacité du confinement est gigantesque. Cette question n'est même plus d'actualité. Il est toujours étonnant de voir que l'AFP, qui se prétend un organisme d'« information », soit toujours aussi peu « informé » [32].

Sans lire tout ce qui a déjà été écrit sur cette question, ce qu'apparemment l'AFP s'est bien gardée de faire même partiellement, il suffit d'ouvrir les yeux pour s'en rendre compte. L'évolution des incidences du Covid-19 depuis le début montre cinq phases successives de cette épidémie : 1) la première au printemps 2020, 2) une deuxième à l'automne-hiver 2020, 3) la troisième au printemps 2021, 4) une quatrième à l'été 2021, 5) la dernière à l'hiver 2021-22.

Avec ou sans confinement, toutes les phases qui ont suivi la première phase du printemps 2020 (prise comme exemple pour la comparer aux épidémies de grippe dans mon graphique) ont montré des valeurs d'incidence plus faibles. La question du biais apporté par le confinement n'a donc rien à voir avec ce que le graphique montre.

Évidemment, les conditions de comparaison sont et doivent toujours être associées à de nombreuses discussions sur les biais possibles. Tout n'est pas égal dans les conditions de recueil et même si, en l'occurrence, les données que j'utilise pour ce graphique viennent du même organisme et sont recueillies avec le même dispositif technique. J'ai montré par ce graphique que les gripes font en général un nombre de malades de plusieurs ordres de grandeur supérieurs à celui provoqué par le Covid-19. C'est un fait.

Certes, deux mesures drastiques de confinement ont été mises en place lors des deux premiers épisodes du Covid, ce qui a eu probablement une influence, même mineure, pour la comparaison. Mais, comme je l'ai dit

ci-dessus pour les épisodes ultérieurs du Covid-19, alors qu'il n'y avait plus de confinement, le nombre de malades était encore plus faible. A contrario, il est possible d'évoquer d'autres facteurs qui abondent dans l'autre sens, c'est-à-dire que s'ils avaient été considérés, auraient amplifié encore plus le différentiel d'impact beaucoup plus élevé pour la grippe que pour le Covid.

Ainsi, les gripes font de 2 à 5 millions de malades par an [33]. Or, contrairement au Covid-19 dont le virus est a priori nouveau, les gripes sont saisonnières. Les populations sont exposées régulièrement. Le passage régulier, d'un « cocktail de virus » de différents types, d'années en années crée des barrières immunitaires collectives naturelles. Le nombre d'individus susceptibles est donc nécessairement inférieur à celui d'un virus nouveau. Un virus grippal, en tant que virus connu, devrait normalement avoir moins d'impact que le virus de Covid-19 qui, lui, était nouveau. Or, sans même évoquer cet argument très important, l'impact de la grippe est d'un point de vue épidémique, beaucoup plus important que celui du Covid-19. On pourrait aussi évoquer la vaccination contre la grippe administrée tous les ans et dont la couverture avoisine 55% de la population. Là encore, le nombre de personnes susceptibles d'attraper la grippe est supposé être beaucoup plus faible que celui du Covid du mois de mars 2020 alors qu'il n'y avait pas de vaccin contre cette maladie, à cette époque. Toutes ces remarques extrêmement pertinentes en termes épidémiques, devraient normalement contribuer au fait que le nombre de malades de la grippe devrait être beaucoup plus faible que celui du Covid-19. Or c'est exactement le contraire que l'on observe ! La grippe est globalement en ordre de grandeur au moins dix fois supérieure en nombre de malades à celui du Covid-19. D'un point de vue du nombre d'individus touchés, le Covid-19 est donc une épidémie pouvant être qualifiée de mineure en comparaison aux épidémies saisonnières banales. C'est un fait.

En revanche, que l'AFP continue à tordre la vérité pour nous dire que ce que nous voyons, nous ne le voyons pas est complètement incompréhensible. La réalité de la dangerosité de cette épidémie de Covid-19 n'a aucune commune mesure avec ce qui est soutenu par les autorités sanitaires : un mythe entretenu par des agences supposées d'« information » comme l'AFP pour justifier des mesures qui vont jusqu'à faire voter dans l'urgence un passe vaccinal, lequel n'est autre que la mise en place d'une vaccination obligatoire, y compris pour les enfants, ultimes victimes de cette folie sanitaire.

Les « fact-checkers » de l'AFP sont complices de ce scandale qui permet aux autorités de justifier leur inconséquence par des mesures manifestement disproportionnées, incohérentes et inopérantes dans tous les domaines (économie, école, université, culture, santé, travail, électoral, société etc.), mises en place sans aucun support scientifique sérieux.

Ils soutiennent un dogme qui consiste à faire avaler à la plus grande partie de la population qu'elle est toujours face à une véritable « catastrophe ». L'AFP est donc un des agents de diffusion de la désinformation qui permet aux autorités de maintenir les populations dans la terreur et de persister dans cette politique.

Au cours de la période Covid 19, de près de deux ans environ, les populations ont été soumises à de très lourdes mesures de restriction de liberté au motif de les protéger d'un mal absolu dont il a été dit qu'elle serait une catastrophe sanitaire sans précédent. Au cours de cette même période, un grand nombre de scientifiques [34] ont donné des informations issues de leurs travaux et pouvant apporter un éclairage différent concernant cette prétendue « apocalypse ».

Leurs interventions étaient une contribution à la réflexion sur la base de leur expertise reconnue. Il ne s'agissait en aucun cas de « rassurer » ou de « comploter [35] ». En revanche, il fallait proposer une voie de discussion, au sens de la discussion scientifique, à savoir de la confrontation des idées et des arguments, et cela est possible même dans l'urgence – mais y avait-il vraiment une urgence ?

Au cours de cette période, ces scientifiques, qui ont osé s'exprimer, ont été discrédités systématiquement par une horde de journalistes appelés « fact-checkers ». Leur message devenait inaudible, la pensée unique étant de rigueur. En temps de « guerre », on ne discute pas les ordres, ou bien on est exécuté.

« Telle est la misère du journalisme de fact-checking contemporain : des journalistes, qui ne sont compétents sur rien mais parlent sur tout, attaquent les personnes pour mieux éviter d'avoir à discuter réellement leurs idées » rappelle Laurent Mucchielli et de poursuivre : *« pourquoi le débat contradictoire est-il à ce point interdit en France ? Pourquoi les chercheurs indépendants et désintéressés qui s'interrogent sur la communication des pouvoirs publics, et proposent des contre-analyses, sont-ils traités par les journalistes comme des ennemis plutôt que des alliés ? Comment se fait-il que ces journalistes se soient à ce point et aussi massivement mués en défenseurs de la communication gouvernementale, pour ne pas dire en propagandistes ? Pourquoi tout propos produisant volontairement ou involontairement une dédramatisation de la crise sanitaire est-il jugé par principe insupportable et irrecevable ? »*

Les scientifiques, ces chercheurs indépendants et désintéressés qui proposent des contre-analyses, que l'on pourrait qualifier de « kamikazes », sont les représentants de milliers de chercheurs et professionnels de santé qui les

soutiennent depuis le début et qui forment en réalité, la vraie « communauté scientifique », sérieuse et digne de ce nom. Ces collègues qui leur disent en privé, qu'ils comprennent leur démarche, mais ont peur de le dire en public car ils redoutent – à juste titre – d'en subir immédiatement des conséquences désagréables. On leur oppose comme « communauté scientifique [36] », un vague comité choisi sur des critères opaques, déjà épinglé depuis longtemps pour leurs conflits d'intérêts notoires [37] et qui officie sous les lambris dorés de la République pour valider à peu près tout ce que le pouvoir politique lui demande.

L'article en question est en ligne [38] sur le site de fact-checking de l'AFP « AFP-factuel » où il est noté : « 21 media qui unissent leur force contre la désinformation [39] ». Cet article est en quelque sorte un nouvel *opus*, le dernier en date, un cas d'école, d'une longue série produite par ces fameux « fact-checkers » qui n'ont d'autres moyens que d'attaquer des détails extraits de leur contexte apportant des arguments défraîchis qu'ils remettent au goût du jour nonobstant leur inadéquation démontrée à de nombreuses reprises.

C'est pourquoi, il m'a semblé intéressant de montrer quelles étaient les techniques de désinformation utilisées systématiquement pour dénigrer tous ceux qui, parmi les scientifiques, ont tenté d'apporter un nouvel éclairage pour la compréhension de cette crise. Repris in extenso par de nombreuses rédactions comme la vérité absolue, il faudrait s'attendre à ce que les journalistes de l'AFP soient exemplaires ; qu'ils fassent un travail sérieux d'investigations et de vérifications documentées. D'ailleurs, en naviguant sur leur site, il est possible de lire ceci : « *La vérification des faits fait partie intégrante de l'AFP en tant qu'Agence de presse internationale depuis près de 180 ans* [40] ». Le constat, à l'image de cet article bâclé sur mes propos, est déplorable. J'en ai donc profité pour montrer, s'il le fallait encore, que drapée dans sa dignité d'intouchable de l'information juste, vraie et bonne, cette agence, l'AFP, est en réalité un pourvoyeur officiel de « fake news ».

Cette tribune a initialement été publiée sur le site de l'Institut de recherche pour la valorisation des données de santé (Irsan) le 12 février 2022 par Laurent Toubiana, épidémiologiste et directeur de l'Irsan.

COVID&HUB
21 février 2022 ·
Dernière mise à jour : 27 août 2023

[1] W. Andureau, « Que vaut l'étude de Toubiana et Mucchielli sur la « très faible » surmortalité due au Covid ? », Le Monde, 1er avril 2021.

[2] N. Raulin et A. Moran, « Récit, Covid-19 : rassurez-vous, qu'ils disaient. Ils s'appellent Didier Raoult, Christian Perronne, Jean-François Toussaint, Laurent Toubiana. Ils sont microbiologiste, infectiologue, professeur de physiologie ou épidémiologiste. On les surnomme les « rassuristes », Libération, 4 octobre 2020.

[3] « *Par jugement en date du 10 février 2022, le tribunal correctionnel de Paris (17ème chambre) a condamné Patrick HALFON dit Dov ALFON directeur de publication du journal « Libération » pour avoir publiquement diffamé le professeur Jean-François TOUSSAINT.*

[4] S. Benz, V. Garcia et T. Mahler, « Toubiana, Mucchielli, Toussaint... Enquête sur les marchands d'espoir du Covid », L'Express, 6 octobre 2020

[5] **Règle n° 1** : éviter la moindre contradiction et surtout s'abstenir de contacter le principal intéressé ; éviter qu'il précise son propos et lève éventuellement quelques « incompréhensions ».

[6] Nous avons vérifié que CNews avait laissé la vidéo dans son intégralité sur son propre site : <https://www.cnews.fr/emission/2022-01-30/les-points-sur-les-i-du-30012022-1177090>.

[7] **Règle n° 2** : discréditer l'adversaire : ainsi il est censuré même par ceux qui lui offrent la parole ! L'AFP insinue que CNews aurait censuré l'interview que Laurent Toubiana avait donnée sur cette chaîne. Dans ce cas, pourquoi la laisse-t-elle sur son propre site ?

[8] **Règle n° 3** : décontextualiser, occulter ce que dit principalement l'adversaire et ne s'occuper que des détails. En effet, donner à voir la logique d'un propos dans son ensemble pourrait être contre-productif. Le lecteur pourrait comprendre correctement l'adversaire et lui faire plus de bien que de mal. Pire lui faire de la publicité.

[9] **Règle n° 4** : pratiquer l'inversion accusatoire : le graphique comparant les épidémies de grippe à l'épisode de Covid de mars 2020 est parfaitement correct. En revanche, cet article de l'AFP est lui parfaitement trompeur. Ce n'est pas parce que l'AFP est foncièrement malhonnête, comme nous allons le montrer, qu'elle doit accuser de malhonnêteté ceux qui ne pensent pas comme elle.

[10] « La Doxa du Covid » Peur, santé, corruption et démocratie, Tome 1 de Laurent Mucchielli, 2022 Éoliennes Eds. <https://lames.cnrs.fr/spip.php?article2080>

- [11] <http://recherche.irsan.fr/fr/documentation/index/voir/164-Analyse-du-28-novembre-2021>
- [12] **Règle n° 5** : travestir les faits sans vergogne : la source du graphique est certes l'Irsan, mais le graphique est élaboré sur les données du Réseau Sentinelles. Sur le site de l'Irsan, toutes les sources sont clairement énoncées ; il n'y a aucune ambiguïté. En revanche, en écrivant « *en citant comme source l'IRSAN, son propre institut* », l'AFP, suggère que ce graphique est sujet à caution puisqu'issu de sa propre source. Cette méthode vise à induire insidieusement le doute sur la qualité du graphique.
- [13] **Règle n° 6** : ne jamais affirmer ou attaquer trop frontalement votre adversaire car il deviendrait une victime sympathique et vous son bourreau. Susurrer, insinuer, susciter, inspirer, suggérer, laisser se faire le travail de sape par lui-même.
- [14] **Règle n° 7** : continuer pratiquer l'inversion accusatoire aussi souvent que possible : en arbitre soi-disant impartial et accessoirement « donneur de leçon », accuser son adversaire de malhonnêteté pour se parer préventivement d'une vertu usurpée.
- [15] **Règle n° 8** : ne donner qu'une partie de l'information celle que l'on va attaquer ; pas le reste, cela pourrait être contre-productif pour discréditer l'adversaire.
- [16] **Règle n° 9** : faire croire que l'adversaire « trafique » les chiffres puisqu'il ne donne pas les vrais. L'AFP rappelle que j'avais donné le chiffre de 2,8 millions de malades pour la grippe de 2014-2015. Puis un peu plus loin dans le texte avec force détails inutiles (probablement pour montrer son sérieux), elle annonce que c'est en réalité 2,9 millions. Donc Laurent Toubiana vous trompe-t-il ? Non, bien sûr : je montre que 2,8 millions de malades pour l'épisode de la grippe de 2014-15, c'est beaucoup plus que 0,2 millions de malades du premier épisode de Covid-19. L'ordre de grandeur est largement suffisant pour le monter. Le chiffre officiel pour la grippe de 2014-2015 est exactement de 2 847 215 malades. J'ai donc appliqué la règle courante de l'arrondi appliqué par les scientifiques qui donne 2,8 millions plus proches que celui de l'AFP de 2,9 millions. En l'occurrence, si j'avais voulu tromper mesquinement, mon intérêt eût été de prendre le chiffre le plus grand. Je ne l'ai pas fait, heureusement, car cela m'aurait été reproché par les mêmes « fact-checkers ». « Tout cela est du détail ! », direz-vous. Certes, mais il faut bien se servir de détails pour discréditer son adversaire lorsque l'on ne peut pas lutter sur les faits massifs.
- [17] <http://recherche.irsan.fr/fr/documentation/index/voir/164-Analyse-du-28-novembre-2021>
- [18] Analyse de l'Irsan du 28 novembre 2021 : « *La vaccination obligatoire : l'ultime violence faite aux populations* » (ibid.)
- [19] **Règle n° 10** : discréditer et faire montre d'un parti-pris par le champ lexical de l'escroquerie intellectuelle : « *relativiser la gravité* », « *son graphique est trompeur* », « *données incomplètes et incomparables* » « *Une lecture sous-estimée de la pandémie de Covid-19* ».
- [20] Boëlle PY, Souty C, Launay T, Guerrisi C, Turbelin C, Behillil S, Enouf V, Poletto C, Lina B, van der Werf S, Lévy-Bruhl D, Colizza V, Hanslik T, Blanchon T. Excess cases of influenza-like illnesses synchronous with coronavirus disease (COVID-19) epidemic, France, March 2020. Euro Surveill. 2020 Apr ; 25(14):2000326
- [21] **Règle n° 11** : engendrer la confusion par un flot continu d'informations pléthoriques sur des sujets connexes mais sans rapport direct avec le propos central. Cette technique de désinformation a été utilisée tout au long de la crise. Donner une quantité invraisemblable d'informations en vrac, sur des points d'importances diverses afin d'empêcher toute compréhension de ce qu'est la réalité de l'épidémie au lieu d'utiliser des méthodes habituelles et standardisées pour l'étudier.
- [22] **Règle n° 12** : complexifier : ne pas poser les bonnes questions, celles pour lesquelles le grand public attend des réponses simples, mais au contraire engendrer de la confusion en posant un maximum de questionnements annexes, sans rapport, pour empêcher de penser.
- [23] <https://www.atih.sante.fr/actualites/analyse-de-l-activite-hospitaliere-2020-covid-19>
- [24] https://www.atih.sante.fr/sites/default/files/public/content/4144/aah_2020_analyse_covid.pdf
- [25] <http://recherche.irsan.fr/fr/documentation/index/voir/154> « L'épidémie de Covid-19 a eu un impact relativement faible sur la mortalité en France » L. Toubiana, L. Mucchielli, P. Chaillot, J. Bouaud
- [26] **Règle n° 13** : diaboliser l'adversaire : « il travaille avec des personnes infréquentables » tel un directeur de recherche médaillé du CNRS. Tiens-lui aussi est contredit par une certaine « communauté scientifique » laquelle au fait ?
- [27] « La Doxa du Covid » Tome 2 à paraître, Enquête sur la gestion politico-sanitaire de la crise du Covid sous la direction de Laurent Mucchielli, 2022 Eoliennes Eds. Trente auteurs ont contribué à ce second volume. Il s'agit de chercheurs publics, d'universitaires et/ou de médecins.
- [28] **Règle n° 14** : dénigrer l'adversaire et dire que son étude n'est pas publiée dans une revue à comité de lecture pour insinuer que son résultat est douteux. Or, il n'est pas nécessaire de publier dans une revue internationale pour montrer des faits et que ces faits soient avérés. Par ailleurs, tout le monde a compris au cours de ces deux dernières années qu'être publié même dans des revues prestigieuses comme le Lancet n'est en aucun cas un gage de vérité.
- [29] <https://covid.irsan.eu>

[30] **Règle n° 15** : préférer interroger les acteurs ayant participé à la grande peur du Covid-19, les commanditaires serviles du pouvoir et du « dogme de la catastrophe épidémique » : Santé publique France qui est l'acteur principal de la « terreur Covid », Pasteur dont les articles sur le sujet sont actuellement en procès pour fraude et chercher quelque obscur chercheur parmi les institutions affidées au pouvoir.

[31] **Règle n° 16** : écrire son article en n'interrogeant que des « experts » donnant tous la même version et la même opinion sur la question. La moindre contradiction dans le discours ces experts serait contre-productive.

[32] **Règle n° 17** : reprendre de très vieux arguments dénoncés depuis par des tombereaux d'articles, les resservir en leur donnant une nouvelle jeunesse et en laissant croire que c'est une vérité absolue. Ensuite, interviewer de nouveau les mêmes experts qui les avaient avancés à l'époque pour faire croire qu'ils sont toujours d'actualité. Ces experts, très heureux d'être de nouveau sous la lumière, confirment leur point de vue d'alors, ne se remettant pas en question malgré tout ce qui les a démentis depuis. C'est ainsi que l'on remet en course la ronde infernale de l'argument et contre-argument qui occupe l'esprit au lieu de l'informer.

[33] Le Pr. Claude Hannoun, virologue de Pasteur, mondialement connu pour sa carrière consacrée à la grippe, entre autres pour la mise au point du vaccin contre la grippe, explique dans son livre « La grippe ennemi intime » que les gripes peuvent provoquer jusqu'à cinq millions de malades en France en un seul épisode.

[34] **Règle n° 18** : discréditer l'adversaire en disant qu'il est seul à penser ce qu'il pense.

[35] **Règle n° 19** : « complotiser » l'adversaire. Certes, celui-ci a participé à un documentaire. Il y a énoncé des faits, mais il n'a rien dit de complotiste. Dans ce documentaire, parmi des centaines d'informations, certaines personnes interrogées (très peu au regard du nombre d'intervenants), ont avancé des hypothèses qui pourraient être apparentées à ce que l'on regroupe sous le terme qui se veut infâmant de « complotisme ». Il est très important de rappeler aux lecteurs des articles de l'AFP que l'adversaire a participé à ce documentaire afin que tout le monde puisse comprendre que sans avoir rien dit de « complotiste », il se pourrait bien – qui sait ? – qu'il soit peut-être « complotiste » quand même quelque part, un peu !

[36] **Règle n° 20** : discréditer l'adversaire en disant qu'il n'appartient pas à la « communauté scientifique ». Mais de quelle « communauté scientifique » s'agit-il ? Les amis bien placés du pouvoir ? Ceux qui reçoivent la Légion d'honneur pour bons et loyaux services d'un pouvoir qui justement n'aime pas trop les contradicteurs. Bref, ceux qui ont des conflits d'intérêt. Les milliers de chercheurs qui signent leur tribune ne font-ils pas partie de la « communauté scientifique » ?

[37] Rapport de la commission d'enquête sur le rôle des firmes pharmaceutiques dans la gestion par le Gouvernement de la grippe A (H1N1). Parmi les experts ayant fait part à la presse de pronostics alarmistes, on compte le professeur Antoine Flahault. Celui-ci, dès le mois de mai 2009, affirmait dans la presse que près de 35 % de la population française pourrait être touchée par le virus H1N1, ce qui pourrait entraîner 30 000 morts lors d'un pic intervenant après l'été. Il a indiqué à la commission d'enquête qu'il n'entretenait pas de liens d'intérêts directs avec l'industrie pharmaceutique et qu'il n'appartenait plus au conseil d'administration du syndicat des entreprises du médicament, le « LEEM recherche ». Néanmoins, son nom apparaît parmi les membres de cette structure au titre de ses fonctions de directeur de l'École des hautes études en santé publique, ce qui « ne constitue pas à ses yeux un lien d'intérêt », mais peut légitimement poser problème au regard de l'impartialité des recommandations qu'il peut faire au titre d'expert de santé publique. Il en est de même pour le professeur Delfraissy (*NDLA : Président du « conseil scientifique Covid-19 » institué le 11 mars 2020 par Olivier Véran, ministre des Solidarités et de la Santé, « pour éclairer la décision publique dans la gestion de la situation sanitaire liée au coronavirus »*) qui est membre de la fondation du laboratoire pharmaceutique GSK. Quant à Bruno Lina (*NDLA : membre du « conseil scientifique Covid-19 »*, professeur de virologie à l'université Claude Bernard) qui a conseillé la ministre de la santé durant cette crise, il a tenu lui aussi des propos très alarmistes devant les journalistes. <https://www.senat.fr/rap/r09-685-1/r09-685-11.pdf>

[38] <https://factuel.afp.com/doc.afp.com.9Y39PY>

[39] <https://factuel.afp.com/objectif-desinfx-2022>

[40] <https://factuel.afp.com/propos>

Les opinions exprimées dans cet article sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement celles d'Epoch Times.

[Un autre avis, partial également ? MN]

Le Festival international des médias de Khorshedd et les femmes en Iran



Isabel Florella « Un autre regard sur les femmes iraniennes » aurait pu être un autre titre de l'article proposé par Isabel Florella.

De passage en Iran pour assister au Festival international des médias de Khorshedd, elle nous livre un témoignage sur les femmes iraniennes différents de celui auquel les médias grand public nous ont habitués. Témoignage qui rompt également avec le discours d'une certaine gauche qui croit avoir l'autorité de donner des leçons aux pays en mode résistance.

Organisé à Machhad dans le nord-est de l'Iran, le Festival a réuni une centaine de femmes journalistes de plus de 40 pays qui ont partagé leurs réflexions et leurs expériences sur des sujets rarement couverts par les grands médias. Invitée à ce forum, Isabel Florella, journaliste et analyste politique étasunienne indépendante, a publié cet article sur Tweeter, que j'ai traduit pour le partager avec les lecteurs de LGS. (Adnane Daoudi)

Festival international des médias de Khorshedd et les femmes d'Iran

Le peuple iranien a été très accueillant envers moi et envers tous les invités du festival. Jusqu'à présent, j'ai vu un tas de choses sauf des femmes opprimées.

« J'ai été tout simplement en contact avec une culture différente. Je ne suis pas religieuse. On peut être en désaccord avec les croyances des autres mais cela ne doit pas nous donner l'autorité de dicter à des pays souverains comment gérer leurs affaires, comme l'Occident le fait. C'est à la fois condescendant et cela relève d'une posture arrogante et impérialiste.

Les femmes en Iran sont parmi les femmes les plus franches, les plus perspicaces, les plus intelligentes et les plus heureuses que j'ai eu le plaisir de rencontrer. Dans les deux villes que j'ai visitées, je n'ai vu aucune femme persécutée ou subir des abus à cause du type d'habit qu'elle porte. Si les Iraniennes étaient traitées injustement, croyez-moi, elles ne se laisseraient pas faire.

Le Festival international des médias de Khorshedd était spécialement consacré aux femmes dans les médias. Pendant longtemps, trop de mes collègues féminines ont été exclues du dialogue, et l'Iran le reconnaît, pas dans le sens libéral occidental d'un "féminisme" superficiel, mais dans le sens réel qui consiste à donner aux femmes le pouvoir au-delà de la sexualité, de l'apparence, et davantage axé sur l'économie, la connaissance, le leadership et la croissance dans la mesure où l'on considère les femmes comme les piliers de la société.

Se concentrer sur le port du hijab est l'excuse utilisée par l'Occident pour se présenter comme le sauveur des "femmes", alors qu'il n'est un secret pour personne que la guerre, les sanctions et leurs politiques interventionnistes font plus de mal aux femmes qu'aux autres franges de la société. Et si l'Occident voulait vraiment aider les femmes, il pourrait commencer par balayer devant sa porte.

Sur certains aspects, la situation des femmes en Iran est plus avancée. Les jeunes Iraniennes, par exemple, sont très bien représentées dans l'enseignement supérieur. C'est indéniable. J'ai fait le même constat au Nicaragua, une autre "dictature brutale".

Je n'ai pas encore eu l'occasion d'assister à un festival médiatique sur les femmes dans la sphère journalistique aux États-Unis. Dans ce pays, les voix des femmes semblent complètement inaudibles, même dans les médias indépendants et alternatifs.

Par ailleurs, la configuration d'un monde multipolaire était bien présente en Iran lors ce festival. De nombreuses voix d'Asie de l'Ouest, d'Asie du Sud-est et du Sud global se sont conjuguées pour échanger sur leurs expériences et partager leurs connaissances.

Pour ma part, j'ai prononcé un discours sur les thèmes des sanctions, sur mon expérience en Iran, sur les femmes dans les médias et sur l'histoire des opérations de changement de régime ("regime change") orchestrées par les États-Unis. J'ai parlé de mon expérience dans divers pays que j'ai eu l'occasion de visiter et qui ont fait justement l'objet d'opération de "Regime change", notamment Cuba, le Venezuela, le Nicaragua, l'Iran et la Russie. Tous ces pays ont été dénigrés par les États-Unis et qualifiés de régimes brutaux. C'est bien sûr faux. L'Iran, entre autres, subit non seulement une menace militaire de l'Occident, des attaques brutales d'Israël et des sanctions invalidantes, mais fait l'objet également d'une guerre de propagande. La guerre hybride a causé d'immenses préjudices à l'Iran, mais elle a aussi eu comme effet de rendre les Iraniens plus déterminés et plus forts. Les femmes iraniennes jouent un rôle crucial pour contrecarrer cette propagande.

Alors, si j'ai un conseil à donner à mes amis de l'Ouest, je dirais "n'écoutez pas ceux qui disent que vous ne devriez pas vous rendre en Iran ou dans un pays X sous prétexte que c'est dangereux ou parce que le pays est dirigé par une dictature". C'est tout simplement faux. C'est de la pure propagande pour nous enfumer et nous amener à soutenir les interventions impérialistes de l'Occident dans des pays dont nous devons haïr les dirigeants pour le bien de la "démocratie".

Et comme je l'ai conseillé à propos de la Russie, j'encourage les gens à aller en Iran et se faire leur opinion par eux-mêmes.

Je vais dans les pays sur lesquels j'écris, et c'est pour une bonne raison : rien ne surpasse le reportage de terrain. »

Florella ISABEL, journaliste étasunienne indépendante

30 septembre 2023

Traduit de l'Anglais par Adnane Daoudi

URL de cet article 38950 : <https://www.legrandsoir.info/le-festival-international-des-medias-de-khorsheed-et-les-femmes-en-iran.html>

Dany et Raz : « Vouloir évacuer le conflit de la politique, c'est se tirer une balle dans le pied »



Photos : Martin Colombet

Ils sont cash et tchatteurs. Sur Twitch, les streamers Dany & Raz commentent l'actu politique quasi quotidiennement, des heures durant. Trentenaires touche-à-tout, ils s'aventurent aussi derrière la caméra et sur les planches, pour réveiller une parole de gauche jugée trop lisse et trop bourgeoise.

« *L'écologie sans lutte des classes c'est du jardinage, Hugo!* ». La formule est signée par un certain lapin_communard sur le *chat* de Dany & Raz. Les streamers, pas encore l'âge de la retraite à eux deux, décryptent l'actu politique quasi quotidiennement sur Twitch¹, souvent en commentant des émissions ou des extraits de journaux télé (TF1, BFM TV, France 5, TMC), mais aussi en citant Twitter, la presse papier ou d'autres streams tels que Backseat, présenté par Jean Massiet, pionnier des contenus politiques sur Twitch. « *Discussions, humour et débats. Le ton est libre et parfois provoc'* », résument Dany & Raz sur leur page aux près de 40 000 followers.

Leurs directs génèrent un flot ininterrompu de commentaires, et un revenu via les dons des internautes, façon « chapeau numérique ». Pour l'un de leurs streams d'avril dernier, Dany & Raz ont jeté leur dévolu sur l'émission de France 5 *Ce soir*. Son thème : faut-il débattre d'écologie avec l'extrême droite ? Hugo Clément, dont l'échange avec le président du Rassemblement national lors d'une soirée organisée par *Valeurs actuelles* a suscité de vives critiques, fait partie des invités. Sur le *chat* de Dany & Raz, la *punchline* de lapin_communard est vite engloutie par d'autres, plus ou moins inspirées : « *Hugo Clément il veut trop bouffer à tous les râteliers* » ; « *Écolo sinik ?* » ; « *C'est un écofasciste !* » Parfois, les insultes fusent et les trolls déboulent. Le *chat* n'est pas modéré : c'est l'une des spécificités de la chaîne.

Régulièrement, Dany et Raz interrompent l'émission, y vont de leur analyse, échangent avec leur public. « *Sur l'écologie le RN a un angle pro-paysan, resucé de la FNSEA, qui est une arnaque. On défend les pauvres petits campagnards, la France de la ruralité qui a besoin de sa bagnole... C'est du populisme* », lance Raz, en réaction à une intervention d'Hugo Clément sur le plateau de France 5. « *Tu parles de Roussel là, non ?* », rétorque un internaute. Pas faux, approuve Raz en direct. Les réactions s'enchaînent : on dit ce qu'on pense, haut et fort, sans prendre de pincettes. L'ambiance café du commerce est assumée, recherchée même : les deux

trentenaires tiennent à éviter un ton « militant » allergique à la popularité. La discussion se veut maline et enlevée plutôt qu'intello. Il faut éviter les tunnels théoriques, et tant pis si le propos peut sembler parfois approximatif. *Show must go on !*

« J'ai découvert ma classe sociale »

On rencontre Dany et Raz dans un café en bordure du périphérique parisien – c'est pratique pour eux, expliquent les streamers, qui ont chacun récemment emménagé dans leur propre logement après une période de squats et de galères. Généreux de leur temps et de leurs idées, ils ressemblent dans la vie à ceux qu'ils sont à l'écran, la douceur en plus : passionnés, bavards – et même carrément accros à la discussion, à l'argumentation (« *Si j'arrête deux semaines, ça me manque* », glisse Dany). La politique est pour eux une manière « naturelle » d'être au monde. Tous deux ont grandi au sein de familles engagées, l'un à Thiais dans le Val-de-Marne, l'autre pas loin de Caen, en Normandie. Tous deux en ont bavé pour vivre aujourd'hui de ce qui les anime. « *Mon daron était ouvrier et délégué syndical à Moulinex. Coluche, Hara-Kiri, Charlie Hebdo, « Les Guignols », c'était important pour les parents* », détaille Raz. Avec la fermeture de l'usine et le chômage qui s'ensuit, la famille perd sa maison. « *J'avais 12 ans, j'ai découvert ma classe sociale.* » En banlieue parisienne comme dans la campagne normande, l'adolescence tourne autour de l'ennui et de la drogue. Raz zappe la case lycée et fraye avec le milieu *free-party* normand.

« Il faut arrêter de fuir les combats ! »

Dany quitte le Val-de-Marne pour étudier la philo à la fac du Mirail, à Toulouse, et lance en parallèle, à 20 ans, une chaîne YouTube baptisée « Doxa », dédiée à la vulgarisation philosophique (« *l'une de mes passions* », explique-t-il simplement). Il mettra quelques années à mettre un mot sur la violence symbolique subie de la part des « *bourgeois gauchistes de la fac* ». Un milieu qu'il retrouve aussi sur YouTube, si ce n'est, nuance-t-il, aux débuts du réseau quand celui-ci était encore le territoire des geeks. Le Normand, lui, rejoint Paris dans l'espoir vite douché de travailler dans l'édition (« *mon côté Rastignac bizarre* », sourit-il), et sort « dégoûté » de la mobilisation Nuit debout, où il voit des « *filles de professeurs sans problème* » interdire la parole à des ouvriers syndicalistes. C'est l'un des paradoxes de ce mouvement citoyen méfiant envers les corps intermédiaires : certaines assemblées décidaient à main levée l'exclusion – pour les prises de parole ou le vote – des syndicats ou des médias.

« La gauche moralisatrice et coincée du cul »

Les deux fils d'ouvriers se rencontrent une nuit de 2018, lors d'un *live* confidentiel de Dany, peu de temps avant que ce dernier ne publie sa « réponse à Internet », une vidéo au ton personnel et humaniste en réaction au harcèlement en ligne dont il fut victime, et qui comptabilise plus de 200 000 vues. « *On s'est réunis dans une période de pauvreté et de dépression. On était en mode : j'en peux plus ! On était un peu cons, avec un ressentiment contre la société, contre le capitalisme, contre le ton ampoulé de la gauche Internet. On avait la dalle* », résume Raz. À ses côtés, Dany retrouve Internet et assume un nouveau style. Exit la chemise de « Doxa », place au sweat et à l'impolitesse. L'ex-abstentionniste se défend aujourd'hui de livrer sur Twitch une véritable analyse politique et préfère parler d'un partage « *d'affects* ». Les deux streamers ont en commun une colère profonde envers une gauche Internet très blanche, très homogène, « *moralisatrice, coincée du cul* », « *au petit ton universitaire, un peu lisse, qui refuse les gros mots* ». Leur chaîne reflète cette volonté d'imposer d'autres accents, d'autres termes, d'autres pensées de gauche. « *Il faut arrêter de fuir les combats !* », disent-ils.

« Quand on ne répond pas à l'extrême droite, elle gagne en puissance. »

Alors ils y vont : dans le contexte du confinement, leur public d'abord LGBT et issu de la marge s'élargit. Dany & Raz abordent des questions qui fâchent (la religion musulmane ou le féminisme blanc et libéral), se salissent les mains en renvoyant aux streamers d'extrême droite leurs clichés virilistes, tiennent des propos misogynes en tentant de dénoncer le sexisme en politique (« *il faut plus de bimbos et de bad bitch à gauche bien sûr* »), et n'hésitent pas à inviter sur leur chaîne des personnalités décriées par une partie de la gauche, telles que la militante antiraciste Houria Bouteldja, à l'initiative du Parti des indigènes de la République. Il faut lire ses textes en entier, et ne pas en rester à de petites phrases décontextualisées dont se servent certains de ses adversaires pour la taxer d'homophobie, se défendent-ils. « *Vouloir évacuer le conflit de la politique, c'est se tirer une balle dans le pied* », pose Raz.

Le rire est leur arme de choix. Dany juge que certaines personnes regardent Papacito et autres streamers d'extrême droite parce qu'ils les font rire, pas parce qu'ils sont fachos ; il entend bien rallier ces viewers, et

ne pas laisser le pouvoir du rire au RN et à leurs troupes. Sur Internet comme dans la rue, il faut occuper le terrain : « *Quand on ne répond pas à l'extrême droite, elle gagne en puissance.* »

« **En fait, on est des artistes** »

Leurs bonnes audiences démontrent que la formule trouve ses adeptes, non sans critiques. « *Parfois vous êtes tout le temps ironiques et vous devenez relous* », écrit un internaute. Dany & Raz ne se gênent pas pour rendre la pareille, voire plus, quand l'un des commentaires du chat les agace. « *Sérieux vous êtes trop cons.* » Des insultes que le duo assume en souriant : « *C'est vrai qu'on a une relation domina avec notre chat ! Ils nous bousculent, et nous aussi. Ça fait partie du plaisir... Et ça nous a appris comment réagir à la confrontation pour être efficaces.* » Surtout, ces échanges sans filtre permettent aux streamers de prendre la température de leur audience en direct (faut-il accélérer le rythme, relâcher la pression ?) tout en s'aventurant là où ils n'auraient pas forcément osé aller. Pour Nicolas Bouchaïb, un *data scientist* qui suit depuis des années les évolutions de Twitch, c'est ce côté râleur et provoc, au-delà d'un contenu très marqué politiquement, qui distingue Dany & Raz d'autres streamers.



« *Ils font souvent exprès de s'énerver et se lancent dans des joutes verbales. Ils sont très libres dans leur façon de s'adresser au chat, parfois en l'attaquant. C'est très singulier.* » Choix du cadre et du décor, mise en scène de soi, maîtrise du rythme, interactions avec le public... Faire un stream est un spectacle qui peut vite virer à l'*egotrip*. « *En fait, on est des artistes* », revendiquent Dany & Raz. Le duo se produit d'ailleurs depuis peu sur les planches (à l'Européen, à Paris), et Dany a réalisé un long-métrage qui lui a permis de décrocher l'intermittence et de salarier sur le tournage pas mal de copains à la rue.

Twitch serait-il le lieu d'une parole moins formatée, plus subversive ? Stéphanie Wojcik, chercheuse à l'université Paris Est Créteil, pointe l'intérêt de « *la visibilité de la contradiction* » qu'on ne retrouve pas dans les interviews classiques, et cite l'exemple du streamer Samuel Étienne, invitant récemment Marine Le Pen sur sa chaîne : en direct, sur le chat, un internaute a copié-collé un article de presse citant l'enquête pour détournement de fonds européens dont la n°1 du RN faisait l'objet. « *Pas sûr que Léa Salamé fasse la même chose !* » Mais si elle ouvre le rêve d'un potentiel politique, cette interactivité reste très marginale, nuance un autre spécialiste de la plateforme, le chercheur en sciences de l'information et de la communication Édouard Bouté : « *L'écrasante majorité des personnes connectées ne s'exprime jamais.* » Reste que la flexibilité et la liberté éditoriale offertes par la plateforme, bien réelles, attirent un public plus divers que celui des émissions politiques conventionnelles.

« **La politique reste très marginale sur Twitch** »

La longueur des streams (souvent quatre ou cinq heures pour ceux de Dany & Raz !) permet de développer des idées et favorise un lien affectif : chacun se connecte quand il peut dans son quotidien, ou laisse le stream allumé tout en vaquant à ses occupations. « *Quand on est un habitué de Twitch, on n'arrive plus à revenir à la rigueur des médias traditionnels* », juge Nicolas Bouchaïb. Sur la cartographie aux allures de nébuleuse

multicolore de la plateforme qu'il a récemment réalisée (il a pour cela récupéré et traité les données du top 100 des streamers francophones de septembre à décembre 2022), Dany & Raz occupent une place périphérique, dans des teintes roses. « *La politique reste très marginale sur Twitch, elle ne rassemble qu'un faible pourcentage de viewers. Mais la position de Dany & Raz révèle qu'ils sont moins confidentiels que d'autres contenus plus strictement politiques* », décrypte le cartographe.

Si les « émissions » d'actualité (sur Twitch, on parlera plutôt de « react ») se sont démocratisées depuis le Covid, notamment avec l'arrivée de Jean Massiet et de Samuel Étienne, elles restent encore une niche... destinée à s'étendre ? Dany & Raz croient en tous les cas au pouvoir mobilisateur des réseaux et de la discussion. Ils constatent déjà un changement profond : « *Sur TikTok, les nouvelles générations sont beaucoup plus sensibles à l'antiracisme, aux questions queer... Ça nous booste.* »

1 Twitch, plateforme de diffusion en direct lancée en 2011, d'abord investie par les fans de jeux vidéo, s'est progressivement diversifiée et a connu un important développement en 2020, suite aux confinements et restrictions liées au Covid.

Christelle GRANJA, publié le 07 juin 2023

<https://www.socialter.fr/article/dany-raz-politique-twitch-streaming>

Soutenir et renforcer « Le Monde diplomatique »

Un journal non aligné

De l'effondrement financier de 2008 à l'embrasement du Proche-Orient en passant par la crise climatique et l'invasion de l'Ukraine, la planète a connu ces quinze dernières années une série de secousses qui affolent les boussoles intellectuelles et géopolitiques. Pas celle du « Monde diplomatique », qui défend, presque seul désormais, le non-alignement. Et sollicite ses lecteurs pour soutenir son combat.

Il y a un peu plus d'un an, le 19 octobre 2022, la présidente de la Commission européenne lançait une adresse solennelle au Parlement de Bruxelles. « Les attaques ciblées contre des infrastructures civiles, dans le but évident de priver des hommes, des femmes et des enfants d'eau, d'électricité, de chauffage, à l'approche de l'hiver : ce sont des actes de pure terreur, et nous devons les qualifier comme tels », expliquait Mme Ursula von der Leyen. Mais cette règle cesse de s'appliquer quand un allié du bloc occidental commet des « attaques ciblées ». Après le massacre de centaines de civils lors de l'opération militaire conduite par le Hamas le 7 octobre (plus de 1 400 morts, dont près de 300 militaires), le ministre de la défense israélien Yoav Galant annonçait le siège complet de Gaza en ces termes : « Pas d'électricité, pas de nourriture, pas de gaz (...). Nous combattons des animaux humains et nous agissons en conséquence » (9 octobre). Deux jours plus tard, 1 200 cadavres avaient déjà été sortis des décombres d'habitations, d'écoles, d'hôpitaux, de sièges de médias pilonnés sans discrimination au motif – souvent avancé par l'armée russe, mais dans un autre conflit – qu'ils abriteraient des combattants. Impavide, Mme von der Leyen réaffirmait : « L'Europe soutient Israël. » En France, la présidente de l'Assemblée nationale Yaël Braun-Pivet déclarait « au nom de la représentation nationale » un « soutien inconditionnel » à Tel-Aviv.

Dans les médias français, la focalisation sur les crimes de guerre commis par les combattants du Hamas reformule l'ensemble du conflit israélo-palestinien en termes de « terrorisme islamiste ». Sitôt ce recadrage effectué dans un pays meurtri par de multiples attentats de ce type, il ne s'agit plus pour les médias d'informer, mais de relayer les consignes de fermeté du pouvoir et de pourchasser ceux qui les discutent.

La semaine suivant l'attaque du Hamas, le gouvernement français a porté de nouveaux coups aux libertés fondamentales déjà rognées par les confinements sanitaires sans que les gardiens autoproclamés de la démocratie trouvent à y redire : défense de manifester son soutien à la Palestine, circulaire liberticide envoyée le 10 octobre par le ministre de la justice aux procureurs, laquelle interdit la « diffusion publique de messages incitant à porter un jugement favorable sur le Hamas ou le Djihad islamique », même si ces propos sont « prononcés dans le cadre d'un débat d'intérêt général et se revendiquant comme participant d'un discours de nature politique ». À sa lecture, la crème du contre-pouvoir lançait aussitôt un « débat ». Non pas sur la liberté d'expression dont elle se prétend la garante, mais sur la nécessité de poursuivre ou de dissoudre des formations politiques qui justifient ou reconnaissent la légitimité d'une résistance palestinienne qualifiée depuis sa naissance de terroriste – une approche d'ailleurs défendue en leur temps par Charles de Gaulle et Jacques Chirac...

Lire, prendre le temps

Le parti pris des directions éditoriales découle moins d'une intention sournoise que d'un aveuglement sincère. Leur reprocher un « deux poids, deux mesures » reviendrait à déplorer l'écart à une norme, celle de l'égalité de traitement ou de l'égalité des dignités des humains, qu'ils ont depuis longtemps abandonnée. Ancien présentateur-vedette de la télévision publique, David Pujadas a résumé l'état d'esprit de bien des dignitaires de sa profession sur LCI (11 octobre) : doit-on considérer les Gazaouis comme complices du Hamas comme les Russes le seraient du Kremlin, ou bien, dans un effort d'empathie littéralement surhumain, « est-ce qu'il faut dire : "un civil à Gaza, c'est la même chose qu'un civil en Israël ?" ». Rien sans doute ne lui a paru plus étrange que la réponse du chef du service international de la British Broadcasting Corporation (BBC), pourfendu pour ne pas avoir qualifié le Hamas de « terroriste » : « Notre travail est de présenter les faits à notre public, et de le laisser se faire sa propre opinion (1). »

Radicalisés par les attentats de 2015 et 2016, les états-majors journalistiques français assimilent spontanément tout point de vue critique des politiques de Washington, Bruxelles ou Paris à une provocation, voire à un illégalisme. Informer signifie pour eux passer les faits au tamis des valeurs atlantistes. Leur « communauté internationale » est une confrérie occidentale. Le meurtre d'une reportrice à Moscou leur inspire une mise en cause – justifiée – des régimes autoritaires ; celui de dix confrères palestiniens, un haussement d'épaules attristé. Au 14 octobre, près d'un tiers des journalistes tués dans le monde en 2023 l'avaient été par Israël (2).

Mille articles détaillent la désinformation russe et celle du Hamas, mais les *fake news* ukrainiennes ou israéliennes passent les mailles sans encombre. La couverture du conflit israélo-palestinien présente une autre constante : l'occultation de l'histoire. Le sujet ne revient au sommaire des journaux télévisés qu'en cas d'attaque palestinienne. Or taire ce qui précède – colonisation, expulsions, meurtres, destructions de puits et de récoltes, humiliations, etc. – revient à présenter systématiquement Israël comme une victime qui se défend. « *Israël répond, le gouvernement israélien répond que c'est une réponse* », sermonne le journaliste Benjamin Duhamel à propos des bombardements de Gaza (BFM TV, 13 octobre 2023).

Le Monde diplomatique fut fondé contre ce genre d'apartheid éditorial. Depuis sa création en 1954 jusqu'aux années 1980, il a accompagné le mouvement de décolonisation puis celui des non-alignés, ce groupe de pays qui refusaient de choisir entre les deux blocs et défendaient leur indépendance nationale grâce à un développement autonome, souvent sous la bannière du socialisme. À l'époque, il n'était pas seul. On frissonne rétrospectivement à l'idée que *L'Express*, *Le Nouvel Observateur* ou *Le Monde* aient pu manifester de la compréhension envers les « terroristes » du Front de libération nationale (FLN) algérien, auteur lui aussi de massacres de civils, et relayer les campagnes de leurs avocats (3). Ces trois publications ont depuis basculé « à l'Ouest ». Et le Sud global qui affirme aujourd'hui son existence face au bloc occidental a peu de choses à voir avec ce nouveau monde qui secouait le joug colonial un demi-siècle plus tôt : converti au libre marché, fragmenté, dépourvu d'utopie émancipatrice, il appelle à un rééquilibrage des forces internationales mais pour concurrencer plus efficacement le Nord sur son propre terrain. Pour un journal comme le nôtre, refuser de flotter dans la bulle occidentaliste représente donc plus que jamais une gageure : en dehors des périodes de crise aiguë, le milieu que passionnent les questions internationales rétrécit. Et l'oxygène progressiste s'y fait rare à mesure que le monde politique s'aligne sur les positions américaines. La lame de fond des nouvelles technologies de l'information n'inverse pas cette tendance générale.

Scroller. Faire défiler de courtes séquences vidéo sur son smartphone, d'abord celles liées à l'information qu'on cherche, puis d'autres connexes choisies par un algorithme, et d'autres encore sans rapport avec le sujet initial. Le pouce effleure l'écran machinalement, à l'infini. Au fil des images, la conscience d'abord en quête de réponse s'efface insensiblement au profit d'une torpeur. La pulsion scopique, ce désir incoercible de voir, colle le regard à l'écran et éteint le cerveau. Les industries numériques aimeraient transformer les usagers de l'information en une armée de somnambules titubant entre les photos de chats et des séquences de massacres. Subrepticement, elles ont imposé une profonde transformation dans l'équilibre des modes d'accès à la connaissance : rétrécissement du domaine de la lecture ; extension de celui de l'image.

Lire. Dévorer un roman, un essai, feuilleter un journal, sur papier ou sur écran : aux yeux des investisseurs de la Silicon Valley, cet exercice n'est pas seulement obsolète mais dangereux. Chronophage, consommateur d'attention et de concentration, il exprime une souveraineté personnelle tant sur le choix des titres de presse, la gestion de son emploi du temps que sur la capacité d'« être à soi », ouvert à l'imagination, à la rêverie, au pas de côté. « Lire ? – Regardez plutôt les images », rétorquent les nouveaux marchands de temps de cerveau disponible.

Depuis le rachat de YouTube par Google en 2006 et la montée en puissance des réseaux sociaux, le fragment de vidéo brut (et souvent brutal) s'installe comme la forme dominante de l'information. Filmées par un protagoniste ou un témoin à l'aide de téléphones mobiles, de drones, de caméras de surveillance, ces séquences détachées de tout contexte stimulent l'émotion – l'empathie ou la haine –, le désir compulsif de réagir avant de réfléchir, la viralité pourvoyeuse de profits. Les attentats et les massacres savamment mis en scène par l'Organisation de l'État islamique (OEI) de 2015-2016 les ont banalisées : l'offre visuelle de terreur obscurantiste a trouvé pour déverser les écrans des chaînes d'information et les tuyaux ouverts par les ingénieurs de la Côte ouest américaine. « Reels », « stories », « shorts », « snaps », ces miniformats qui font s'enchaîner gâteaux d'anniversaire, pas de danse, buts de Kylian Mbappé et scènes de meurtre tiennent désormais le haut du pavé sur Instagram, TikTok, mais également sur les plates-formes initialement construites autour de l'écrit comme X (ex-Twitter).

Sous leur pression, conjuguée à celle des chaînes d'information en continu, la plupart des grands titres de presse ont inséré ces formats sur la page d'accueil de leur site afin d'attirer une audience beaucoup plus jeune que leur lectorat habituel, souvent retraité. De l'utilisateur anonyme de X aux responsables politiques, chacun réagit aux images comme si elles étaient l'événement lui-même : « *Quelle a été votre réaction à la vue des premières images ?*, demande *Libération* (13 octobre) à la secrétaire nationale des Verts. – *Les images que chacun a pu voir montrent l'horreur absolue de l'attaque terroriste menée par le Hamas.* »

Ne pas réagir toutes affaires cessantes, sous le choc qu'elles produisent, tient désormais lieu d'incongruité. Pire : ce serait faire preuve d'inhumanité. Journaliste à France Inter et à *Libération*, Thomas Legrand a théorisé les vertus de la politique-pulsion pour reprocher à La France insoumise (LFI) de n'avoir pas assez rapidement cédé à l'émotion : « *La vraie nature d'un mouvement politique peut s'évaluer à la première réaction à un événement dramatique, quand il est encore question de principes fondamentaux et que l'on n'a pas eu le temps de peser tous les éléments du sujet* » (*Libération*, 10 octobre 2023). Vertigineux renversement : élus et dirigeants ont longtemps tiré orgueil de leur aptitude à s'extraire de l'événement pour peser les causes et les conséquences au trébuchet de la raison.

Un modèle singulier

Un journal peut-il résister à l'emprise de l'instantané et refuser le vibrato émotionnel qu'il impose à l'information ? Si l'on ajoute à l'équation des jeunes générations réputées – parfois à tort – ne plus s'informer que sur les réseaux sociaux ou par le biais d'influenceurs, les carottes du *Monde diplomatique* sembleraient cuites. Et pourtant : à bientôt 70 ans (en mai), notre mensuel continue d'exiger de ses lecteurs le temps, la réflexion, l'attention qu'appellent l'actualité internationale et la bataille d'idées. À la frénésie ambiante il oppose la mise en perspective historique, le reportage confié à des journalistes spécialisés, l'exposé engagé mais documenté. S'il ne cache pas ses opinions sous le masque hypocrite de l'objectivité, notre journal se flatte de compter parmi ses lecteurs des contradicteurs qui, même quand ils contestent nos positions sur certains sujets, apprécient de trouver dans nos colonnes non pas des sermons mais des faits datés et sourcés qu'ils chercheraient ailleurs en vain. Cette sobriété revendiquée, qui confinerait à l'austérité sans les voluptés de l'iconographie, n'est, avouons-le, guère aguicheuse : pas de débat en vidéo, pas d'interview sur canapé, pas de portrait de célébrités, pas de fil d'actualité, pas de rubrique consommation avec focus sur « les meilleurs cousins de voyage ». Notre site Internet, mis en ligne dès février 1995, n'a pour vocation ni de vendre de la publicité, ni de revendre les données de ses visiteurs, mais de proposer nos articles à la lecture et à l'écoute. Et pourtant *Le Monde diplomatique* existe : alors que la crise de la presse balayait les journaux, il a, jusqu'à une date récente, maintenu sa diffusion et accru son influence.

La liberté de choisir notre voie, nous la devons à la singularité du modèle économique qui forme l'assise du *Monde diplomatique*. Depuis 1996, cette organisation nous assure autonomie et indépendance : cette année-là, les lecteurs du journal rassemblés dans l'Association des Amis du *Monde diplomatique* ont racheté 25 % du capital ; de son côté, l'équipe, réunie au sein de l'Association Gunter Holzmann (du nom d'un généreux donateur dont le legs a permis d'impulser le mouvement) possède 24 % des parts. Ensemble, ces deux actionnaires disposent d'un droit de veto sur les décisions cruciales pour la vie de l'entreprise. Et, surtout : le directeur est élu tous les six ans par l'ensemble de notre petite équipe – pas seulement par les journalistes. En organisant la filialisation du *Monde diplomatique*, jusque-là simple service au sein de la Société éditrice du Monde, Ignacio Ramonet et Bernard Cassen, qui dirigeaient alors le journal, eurent l'audace de poser la question de la propriété à un moment où il suffisait d'évoquer ce sujet pour déclencher la colère apoplectique des éditorialistes. « *Cette thèse selon laquelle dès lors qu'on est possédé par des intérêts économiques on n'est pas libre, ça ne tient pas debout* », fulminait Laurent Joffrin sur Canal Plus (11 juin 1999). « *Terrorisme intellectuel* » (Patrick Poivre d'Arvor), « *populisme crypto-lepéniste* » (Franz-Olivier Giesbert) (4), notre terrain était assurément miné.

Vingt-cinq ans plus tard, que « *90 % des médias appartiennent à neuf milliardaires* » sonne presque comme une évidence qu'on déplore en levant les yeux. Nous n'y sommes pas tout à fait étrangers. La carte « Médias français, qui possède quoi » domine depuis des années le palmarès des articles les plus consultés du *Monde diplomatique*. Sa première version, parue en 2007 dans le bimestriel de critique des médias et d'enquêtes sociales *Le Plan B*, se passait sous le manteau comme un objet honteux. Les dirigeants de la presse misaient alors sur les chartes déontologiques, les pactes d'actionnaires et autres barrières de papier supposées découpler la propriété du contrôle. La mise au pas brutale d'i-Télé en 2016 par M. Vincent Bolloré et la transformation de cette chaîne d'information branchée en bastion d'extrême droite sous le nom de CNews, le sort analogue subi par *Le Journal du dimanche*, le rachat et la conversion idéologique de Twitter par M. Elon Musk, ont prouvé aux naïfs que la thèse abhorrée par Laurent Joffrin n'était finalement pas si bancal. Depuis lors, lycées et institutions pédagogiques sollicitent régulièrement une autorisation du *Monde diplomatique* (toujours accordée) pour reproduire gracieusement cette carte qui illumine de nombreuses salles des professeurs. Nous publierons dans notre numéro de décembre une nouvelle édition mise à jour de ce sésame devenu indispensable.

Son succès masque toutefois un malentendu. En posant sous cette forme la question de la propriété des grands moyens de communication, *Le Monde diplomatique* proposait une approche structurelle : service collectif essentiel, l'information est pourtant produite comme une marchandise à bas coût. Il convient donc de la soustraire aux censures du marché comme à celle de l'État en la socialisant sur le modèle de la Sécurité sociale (5). Bien des contempteurs du Monopole médiatique n'entendent pas changer le jeu mais seulement valider l'identité des joueurs. Qu'on puisse vendre des journaux comme une botte de poireaux (6), peu leur chaut, à la condition expresse que les nouveaux actionnaires sachent se tenir. M. Bernard Arnault (*Le Parisien*, *Les Échos*, Radio Classique) : oui. M. Bolloré (C8, CNews, Europe 1, *Le Journal du dimanche*) : non. Ainsi la critique de l'information marchandise se traduit-elle souvent dans les cercles cultivés par une lutte politique contre les médias d'extrême droite qui, même si elle triomphait, laisserait la mécanique en place.

Devenu un lieu commun, l'épouvantail des « neuf milliardaires » permet d'ignorer des aberrations médiatiques lourdes de conséquences mais que le pouvoir de l'actionnaire n'explique absolument pas : l'homogénéité du traitement de certains sujets comme le confinement sanitaire de 2020 ou la guerre en Ukraine, observée aussi bien dans le public (France Télévisions, France Inter) que dans le privé (TF1, RTL), dans des publications indépendantes (Mediapart) que dans celles liées à un groupe industriel (*Libération* ou *Le Figaro*).

Grand océan électronique

Radicalisation pro-occidentale des rédactions, submersion de l'information par les images et l'émotion, montée en puissance d'un journalisme bon marché propulsé par l'automatisation, attrition du réseau de distribution... ces facteurs ne favorisent assurément pas *Le Monde diplomatique*. La vague d'abonnements qu'avait soulevée le confinement a reflué deux ans après la pandémie ; depuis le début de cette année, nos ventes au numéro se tassent. En 2023, la diffusion totale payée devrait baisser d'environ 8 % par rapport à celle de l'année précédente pour s'établir à un peu plus de 160 000 exemplaires mensuels. Des courriers reçus à la rédaction ou au service d'abonnement ressortent deux motifs récurrents : le temps et l'argent. Si le journal reste des semaines sur la table basse sans qu'on ait trouvé l'occasion de s'y plonger, à quoi bon l'acheter ? Et quand l'inflation entame le pouvoir d'achat, faut-il vraiment compter au nombre des besoins essentiels un mensuel tourné vers le grand large ?

Les difficultés frappent bien d'autres journaux. En août 2023, les ventes au numéro des quotidiens nationaux ont chuté de 8,6 % par rapport à l'année précédente, tandis que les hebdomadaires accusaient une baisse de 10,4 % et que les mensuels plongeaient de 12,1 %. La presse régionale souffre également et multiplie les plans de licenciements depuis janvier : 19 postes supprimés à *Sud-Ouest*, 45 au *Midi libre*, 55 à *La Voix du Nord*... Cette hémorragie fragilise un peu plus encore le réseau des diffuseurs de presse, dont le nombre est passé de 28 579 en 2011 à 20 232 en 2022. Au cours des dix-huit derniers mois, les centres-villes de La Voulte-sur-Rhône, Sarrebourg, Lisieux, Teyran ou Pont-Sainte-Maxence ont perdu leur marchand de journaux : liquidations judiciaires, départs à la retraite sans repreneur – qui voudrait travailler soixante heures par semaine sans toujours pouvoir se payer un salaire ?

Ces fermetures en cascade alimentent un cercle vicieux où la baisse du nombre d'acheteurs pousse à la disparition de points de vente, ce qui raréfie en retour les occasions de se retrouver face à une publication, d'en observer la couverture, le sommaire, de l'acheter, de s'y attacher. Les éditeurs misent donc sur le numérique et multiplient les offres d'abonnement à prix sacrifié (*Libération* : 36 euros par an pour un quotidien, offre subventionnée par Google). Ces tarifs de braderie permettent aux souscripteurs d'ouvrir les liens glanés sur les réseaux sociaux, et aux grandes plates-formes de récolter les données : il ne s'agit plus de construire au fil des pages un propos organisé autour d'une colonne vertébrale – une intention éditoriale –, mais de saupoudrer des articles d'actualité sur un grand océan électronique.

Parée de toutes les vertus, cette stratégie risque de décevoir ses partisans : lassés de payer des droits d'auteur à la presse et de s'entendre reprocher d'exacerber les clivages politiques (comme après l'invasion du Capitole en janvier 2021), plusieurs plates-formes ont modifié leurs algorithmes au détriment des articles journalistiques. X (ex-Twitter) privilégie les influenceurs polémiques ; Facebook favorise les publications personnelles et la vie privée. Les tests ont montré que l'entreprise de M. Mark Zuckerberg pouvait réduire de 40 % à 60 % le trafic qu'elle apporte aux sites du *New York Times* ou du *Wall Street Journal*. *Mother Jones*, un mensuel américain de gauche qui traite essentiellement de sujets politiques et sociaux, a ainsi vu la fréquentation de sa page Facebook chuter de 75 % en 2022 (7). *Le Monde diplomatique* n'est pas épargné par ces tripatouillages. S'il dépend peu des réseaux sociaux, ces derniers drainaient vers son site beaucoup de nouveaux lecteurs. Certes, l'actualité internationale dramatique en conduit encore vers nos colonnes. Mais, ces temps-ci, ce sujet s'avère plus souvent accablant qu'exaltant.

La diffusion du *Monde diplomatique* reste donc très insuffisante pour populariser la vision du monde « non alignée » que nous portons à contre-courant de la presse française. À notre volonté de prendre du recul et de mettre l'actualité en perspective correspond celle de présenter nos arguments dans les règles de l'art : un journal tricoté main, sur papier comme en ligne. Chaque colonnage, chaque titre, chaque image découle du travail invisible réalisé par des maquettistes, correcteurs, photgraveurs, iconographes, graphistes. Des métiers traditionnels que nos « confrères » automatisent. Précurseur en la matière, le groupe allemand Axel Springer, propriétaire des quotidiens à grand tirage *Bild* et *Die Welt*, annonçait en février dernier la suppression de centaines de postes jugés obsolètes à l'heure de l'intelligence artificielle : « *Nous nous séparons des produits, des projets et des façons de faire qui ne seront plus jamais rentables* », a expliqué la direction (*Challenges*, 19 juin 2023). Un logiciel peut corriger l'orthographe mais il ne repère ni un chiffre erroné, ni une tournure ambiguë, ni un raisonnement incohérent. Il faut pour cela des yeux. Au *Monde diplomatique*, chaque article passe sous ceux de deux correcteurs. Une pratique jadis répandue et désormais exceptionnelle.

Au fil des années, nous avons choisi d'améliorer la qualité du papier quand nos confrères pariaient sur la disparition de ce support confortable devenu trop coûteux. Il se dit que *Le Monde diplomatique* serait à la presse ce que le vinyle est à l'industrie du disque : un îlot où l'avant-garde vient trouver la qualité, dans un monde saturé de bruits de fond et de signaux dégradés. Peut-être, mais nous n'entendons pas nous laisser enfermer dans cet écrin. Publiée le 27 octobre, notre nouvelle application propose une lecture simple, élégante et confortable sur écrans où chacun pourra retrouver les numéros du mensuel, de *Manière de voir* ainsi que les articles du journal lus par des comédiens.

À l'heure où les discours se plient volontiers aux modes, au buzz et aux polémiques, *Le Monde diplomatique* cultive une certaine constance. Ainsi, nous n'infléchissons pas notre ligne ni n'abandonnons certaines causes au motif qu'elles seraient récupérées et dénaturées par des forces que nous combattons. Mme Marine Le Pen et M. Éric Zemmour critiquent volontiers l'Union européenne, la monnaie unique, tout en vantant les vertus du protectionnisme ; MM. Donald Trump et Viktor Orbán dénoncent certaines interventions de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) ; la « droite alternative » américaine prétend défendre la liberté d'expression contre la censure des géants d'Internet... Plutôt que désertir la bataille des idées au prétexte que le terrain serait mal fréquenté, *Le Monde diplomatique* demeure drapeau au vent et démonte l'hypocrisie des nouveaux convertis : la « droite alternative » défend la libre expression sur Internet (pour y tenir des propos racistes), mais elle interdit des manuels scolaires ou des ouvrages progressistes et elle exclut de la commission des affaires étrangères une députée démocrate, Mme Ilhan Omar, qui a osé défendre les Palestiniens.

Par temps de tempête, maintenir le cap ne va pas sans tangage. « *Rouge-brun* », « *complotiste* », « *nauffrage du journalisme* », « *torchon prorusse* », « *ennemis de l'Occident* », « *amis du groupe terroriste Hamas* », « *journal qui défend le crime depuis toujours* » : les amabilités fleurissent sur les réseaux sociaux, pas toujours alimentées par nos adversaires déclarés. Analyser les divisions entre ceux qu'une cause commune pourrait unir, tenter de comprendre des défaites politiques plutôt que d'y chercher à tout prix une victoire à venir peut susciter un sentiment d'agacement, de découragement chez ceux pour qui la volonté de croire l'emporte trop souvent sur les raisons de douter. C'est le prix de la lucidité, cette forme de résistance sans laquelle un combat est condamné d'avance. Au reste, quelle utilité aurait un journal conçu pour flatter les certitudes de ses lecteurs ? Il faut parfois, écrivait Jean-Paul Sartre, « *mesurer l'évidence d'une idée au déplaisir qu'elle nous cause* ».

Faire connaître le « Diplo »

Produire de manière artisanale un journal international : une telle ambition n'est réalisable qu'avec votre engagement et votre soutien déterminés. Chaque fois que notre publication a traversé une passe délicate, votre élan nous a accompagnés, inspirés. Nous vous sollicitons à nouveau, cette fois pour faire connaître le « Diplo » à un public qui l'ignore encore et l'inciter à s'y abonner. Mobiliser amis, famille, collègues, camarades : cette campagne de reconquête est menée conjointement par l'Association des Amis du *Monde diplomatique*. X, Facebook et Instagram reprogramment leurs robots au détriment de la presse ? Qu'importe à nos yeux puisque nos lectrices et nos lecteurs forment le plus puissant des réseaux sociaux. Mieux que nous peut-être, vous saurez décrire cette publication singulière. Ce faisant, vous entendrez souvent cette objection : « On n'a plus le temps. » Mais même cette ressource rare parfois engloutie en pure perte dans l'information en continu et les plates-formes (une heure par jour en moyenne chez les actifs en France) se reconquiert. « *S'informer fatigue* », observait Ignacio Ramonet (8). Soit, mais c'est la condition d'un jugement personnel éclairé et la base de l'émancipation collective.

Dans notre prochain numéro, la dernière version du poster « Médias français, qui possède quoi ».

Benoît BRÉVILLE & Pierre RIMBERT (Monde diplomatique, novembre 2023)

- (1) John Simpson, « Why the BBC doesn't call Hamas militants “terrorists” », BBC, 11 octobre 2023.
- (2) Source : Reporters sans frontières et Committee to Protect Journalists.
- (3) Lire Gisèle Halimi, « Avec les accusés d'El Halia », *Le Monde diplomatique*, août 2020.
- (4) On trouvera une réjouissante compilation des mots doux suscités par la parution en 1997 du livre de Serge Halimi *Les Nouveaux Chiens de garde*, qui insiste notamment sur le pouvoir des actionnaires, dans la nouvelle édition augmentée parue en 2022 chez Raisons d'agir.
- (5) Lire Pierre Rimbert, « Projet pour une presse libre », *Le Monde diplomatique*, décembre 2014.
- (6) Lire Benoît Bréville, « Le Poireau du dimanche », *Le Monde diplomatique*, septembre 2023.
- (7) *The Wall Street Journal*, New York, janvier 2023.
- (8) Lire Serge Halimi, « “On n'a plus le temps”... », et Ignacio Ramonet, « S'informer fatigue », *Le Monde diplomatique*, respectivement octobre 2012 et février 1996.